

# inprecor

## LE SOULÈVEMENT IRANIEN



## BIRMANIE, LA GUERRE OUBLIÉE

● RUSSIE : GUERRE À LA GUERRE ! ●

● TURQUIE & SYRIE : TREMBLEMENT DE TERRE OU LIGNE DE FAILLE DU CAPITALISME ●

● LES BANQUES AU BORD DU GOUFFRE ? ●

**inprecor sur le web :**  
<http://www.inprecor.fr>

## Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :  
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :  
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies  
prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

février-mars 2023 n° 705/706

### Économie

Les banques au bord du gouffre ? Origines, nature et trajectoire de la crise

Entretien d' Ashley Smith avec Michael Roberts 3

### Ukraine & Russie

• Pour le droit du peuple ukrainien à décider de son avenir ! Retrait complet des troupes russes !  
Stop à la guerre ! Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale 6

• Nous disons : Guerre à la guerre ! Mouvement socialiste russe (branche émigration) 7

• Solidarité avec la revue anti-guerre russe *Почта* ! 8

### Turquie & Syrie

Le tremblement de terre ou les lignes de faille

de la contre-révolution, de l'autoritarisme, du racisme et du capitalisme Shireen Akram-Boshar 9

### Iran

• Le soulèvement iranien Houshang Sépéhr 11

• Femme, Vie, Liberté Déclaration d'organisations indépendantes syndicales et civiles d'Iran 24

### Birmanie (Myanmar)

Deux ans après le putsch militaire, la guerre oubliée Pierre Rousset 25

### Informatique et société

• Le colonialisme numérique : l'évolution de l'empire étatsunien Michael Kwet 36

• Écosocialisme numérique : briser le pouvoir des Big Tech Michael Kwet 41

### Les Nôtres

• Ahlem Belhadj (1964-2023) Gilbert Achcar 46

• Cinq ans après la révolution du jasmin, la lutte continue en Tunisie entretien de Farooq Sulehria  
avec Ahlem Belhadj 47

• Daniel Pereyra, un internationaliste constant Roberto Montoya 50

• Daniel Pereyra (1927-2023), une vie bien vécue Jaime Pastor 52

**Pour que inprecor puisse continuer  
Faites le connaître !  
Offrez des abonnements !**

**Vous pouvez acheter vos livres et revues  
et même vous abonner à inprecor sur internet :  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)**

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI,  
27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,  
11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.  
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

# Les banques au bord du gouffre ?

## Origines, nature et trajectoire de la crise

Entretien d'Ashley Smith  
avec Michael Roberts\*

**Ashley Smith** : *Quelles ont été les causes immédiates de cette série de faillites bancaires ?*

**Michael Roberts** : La cause immédiate des récentes faillites bancaires est, comme toujours, une perte de liquidité. Qu'entendons-nous par là ? Les déposants de la Silicon Valley Bank (SVB) et de la First Republic, ainsi que de la banque de crypto-monnaies Signature, ont commencé massivement à retirer leurs liquidités et ces banques ne disposaient pas des liquidités nécessaires pour répondre aux demandes des déposants.

Pourquoi ? Pour deux raisons essentielles. Premièrement, une grande partie des liquidités déposées dans ces banques a été réinvestie dans des actifs qui ont perdu énormément de valeur au cours de l'année écoulée. Deuxièmement, de nombreux déposants de ces banques, principalement des petites entreprises, ont constaté qu'ils ne faisaient plus de bénéfices ou ne recevaient plus de fonds supplémentaires de la part d'investisseurs, mais qu'ils devaient quand même payer leurs factures et leur personnel. Ils ont donc commencé à retirer leurs liquidités au lieu de les accumuler.

Pourquoi les actifs des banques ont-ils perdu de la valeur ? Cela est dû à la hausse généralisée des taux d'intérêt dans le secteur financier, provoquée par les mesures prises par la Réserve fédérale (FED) pour relever fortement et rapidement son taux directeur de base, soi-disant pour contrôler l'inflation. Comment cela fonctionne-t-il ?

Pour gagner de l'argent, disons que les banques offrent aux déposants un intérêt de 2 % par an sur leurs dépôts. Elles doivent couvrir ces intérêts, soit en accordant des prêts à un taux plus élevé à leurs clients, soit en investissant les liquidités des déposants dans d'autres actifs qui rapportent un taux d'intérêt plus élevé. Les banques peuvent obtenir ce taux plus



Michael Roberts

élevé en achetant des actifs financiers qui rapportent plus d'intérêts ou qu'elles pourraient vendre avec un bénéfice (mais qui pourraient être plus risqués), comme des obligations d'entreprise, des obligations hypothécaires ou des actions.

Les banques peuvent acheter des obligations, qui sont plus sûres car elles récupèrent la totalité de leur argent à la fin de l'échéance de l'obligation – par exemple au bout de cinq ans. Et chaque année, la banque reçoit un taux d'intérêt fixe plus élevé que les 2 % que reçoivent ses déposants. Elle obtient un taux plus élevé parce qu'elle ne peut pas récupérer son argent instantanément, mais doit attendre des années.

Les obligations les plus sûres à acheter sont les obligations d'État, car l'Oncle Sam ne va (probablement) pas manquer de rembourser l'obligation au bout de cinq ans. Les dirigeants de la SVB pensaient donc qu'ils étaient très prudents en achetant des obligations d'État. Mais le problème est là. Si vous achetez une obligation d'État pour 1 000 dollars qui « arrive à échéance » dans cinq ans (c'est-à-dire que vous récupérez la totalité de votre investissement dans cinq ans) et qui rapporte des intérêts de 4 % par an, par exemple, vous gagnez de l'argent si vos clients n'obtiennent que 2 % par an.

Mais si la FED augmente son taux directeur de 1 %, les banques doivent également augmenter leurs taux de dépôt en conséquence, au risque de perdre des

clients. Sinon, le bénéfice de la banque est réduit. Pire encore, le prix de votre obligation de 1 000 dollars sur le marché obligataire secondaire (qui ressemble à un marché de voitures d'occasion) chute. Pourquoi ? Parce que, bien que votre obligation d'État rapporte toujours 4 % par an, l'écart entre l'intérêt de votre obligation et l'intérêt des liquidités ou d'autres actifs à court terme s'est réduit.

Si vous devez vendre votre obligation sur le marché secondaire, l'acheteur potentiel ne sera pas disposé à payer 1 000 dollars, mais seulement 900 dollars.

En effet, en ne payant que 900 dollars et en percevant un intérêt de 4 %, l'acheteur peut désormais obtenir un rendement de 4/900, soit 4,4 %, ce qui rend l'achat plus intéressant. SVB a acheté un grand nombre d'obligations « à parité » (1 000 dollars), mais qui valent moins sur le marché secondaire (900 dollars). Elle a enregistré des « pertes non réalisées » dans ses comptes.

Mais qu'est-ce que cela change si elle n'est pas obligée de les vendre ? La SVB peut attendre que les obligations arrivent à échéance et récupérer ainsi tout l'argent investi, plus les intérêts, sur une période de cinq ans. Mais voici la deuxième partie du problème pour SVB. Avec la hausse des taux d'intérêt de la FED et le ralentissement de l'économie vers la récession, en particulier dans le secteur des start-up technologiques dans lequel la SVB s'est spécialisée, ses clients ont perdu des bénéfices et ont donc été contraints de mobiliser davantage de liquidités et de

\* Michael Roberts, économiste marxiste, est l'auteur de *The Long Depression : Marxism and the Global Crisis of Capitalism* (Haymarket 2016) et, avec Guglielmo Carchedi, *Capitalism in the 21st Century* (Pluto 2022). Il rédige régulièrement des commentaires et des analyses sur son blog *The Next Recession* (<https://thenextrecession.wordpress.com/blog/>). Ashley Smith est rédacteur en chef de *Spectre* et membre des Democratic Socialists of America (DSA) à Burlington, dans le Vermont. Il a écrit dans de nombreuses publications en ligne et imprimées. Il travaille actuellement sur un livre intitulé *Socialism and Anti-Imperialism*. Cet entretien a été publié par la revue *Spectre* le 20 mars 2023 : <https://spectrejournal.com/banks-on-the-brink-the-origins-nature-and-trajectory-of-the-crisis/> (traduit de l'anglais par JM).

réduire leurs dépôts auprès de la SVB.

En fin de compte, la SVB n'avait pas assez de liquidités pour faire face aux retraits : elle possédait au contraire beaucoup d'obligations qui n'étaient pas arrivées à échéance. Lorsque les déposants s'en sont rendu compte, ceux qui n'étaient pas couverts par l'assurance-dépôts de l'État (tout ce qui dépassait 250 000 dollars) ont paniqué et la banque a été prise d'assaut. Cette situation est devenue évidente lorsque la SVB a annoncé qu'elle devrait vendre à perte une grande partie de ses avoirs obligataires pour couvrir les retraits. Les pertes se sont avérées si importantes que personne n'a voulu mettre de l'argent frais dans la banque et que la SVB s'est déclarée en faillite.

Le manque de liquidités s'est donc transformé en insolvabilité, comme c'est toujours le cas. Combien de petites entreprises se rendent compte que si elles avaient obtenu un peu plus d'argent de leur banque ou d'un investisseur, elles auraient pu surmonter le manque de liquidités et rester en activité ? Au lieu de cela, si elles n'obtiennent plus d'aide, elles doivent fermer boutique. C'est ce qui est arrivé à SVB, à Signature, la banque de dépôt de crypto-monnaies, et maintenant à First Republic, une banque pour les entreprises de taille moyenne et les personnes riches à New York.

**Ashley Smith :** *Qu'ont fait les États-Unis et d'autres pays pour mettre fin à la crise financière ? Cela permettra-t-il d'éviter d'autres faillites bancaires et de calmer les marchés boursiers ?*

**Michael Roberts :** Le gouvernement, la FED et les grandes banques ont fait deux choses. Premièrement, ils ont offert des fonds pour répondre à la demande des déposants. Bien qu'aux États-Unis, les dépôts en espèces supérieurs à 250 000 dollars ne soient pas couverts par le gouvernement, ce dernier a renoncé à ce seuil et a déclaré qu'il couvrirait tous les dépôts en tant que mesure d'urgence.

Deuxièmement, la FED a mis en place un instrument de prêt spécial, le Bank Term Funding Program, qui permet aux banques d'obtenir des prêts d'une durée d'un an, en utilisant les obligations comme garantie à leur valeur nominale afin d'obtenir des liquidités pour faire face aux retraits des déposants. Elles ne sont donc pas obligées de vendre leurs obligations au-dessous du prix nominal. Ces mesures visent à mettre un terme à la panique qui s'est emparée des banques. Mais bien sûr, elles ne résolvent pas les problèmes sous-

jacents auxquels les banques sont confrontées en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la baisse des bénéfices des entreprises qui utilisent ces banques.

Certains affirment que la SVB et les autres banques sont du menu fretin et sont plutôt spécialisées. Elles ne reflètent donc pas des problèmes systémiques plus larges. Mais on peut en douter. Tout d'abord, SVB n'était pas une petite banque, même si elle était spécialisée dans le secteur technologique – elle était la 16<sup>e</sup> plus grande banque des États-Unis et sa chute a été la deuxième plus importante de l'histoire financière américaine. De plus, un récent rapport de la Federal Deposit Insurance Corporation montre que la SVB n'est pas la seule à avoir d'énormes « pertes non réalisées » dans ses livres. Le total pour l'ensemble des banques s'élève actuellement à 620 milliards de dollars, soit 2,7 % du PIB des États-Unis. C'est le coût potentiel pour les banques ou l'économie si ces pertes se réalisent.

En effet, 10 % des banques ont des pertes non reconnues plus importantes que celles de SVB. La SVB n'était pas non plus la banque la moins bien capitalisée, 10 % des banques ayant une capitalisation inférieure à celle de la SVB. Une étude récente a montré que la valeur marchande des actifs du système bancaire est inférieure de 2 000 milliards de dollars à ce que suggère la valeur comptable des actifs en tenant compte des portefeuilles de prêts détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs bancaires évalués au prix du marché ont diminué en moyenne de 10 % pour l'ensemble des banques, le cinquième centile le plus bas subissant une baisse de 20 %. Pire encore, si la FED continue d'augmenter les taux d'intérêt, les prix des obligations baisseront encore, les pertes non réalisées augmenteront et davantage de banques seront confrontées à un manque de liquidités.

Les mesures d'urgence risquent donc de ne pas suffire. On prétend actuellement que les liquidités supplémentaires peuvent être financées par des banques plus grandes et plus fortes qui reprennent les banques faibles et rétablissent la stabilité financière sans porter atteinte aux travailleurs. C'est la solution du marché où les grands vautours cannibalisent les charognes mortes – par exemple, la branche britannique de la SVB a été rachetée par HSBC pour 1£. Dans le cas du Crédit Suisse, les autorités suisses tentent d'imposer un rachat par la grande banque UBS pour un prix correspondant à un cinquième de la valeur marchande

actuelle du Crédit Suisse.

Toutefois, si la crise actuelle devient systémique, comme ce fut le cas en 2008, cela ne suffira pas. Au lieu de cela, il y aurait eu une socialisation des pertes subies par l'élite bancaire par le biais de renflouements gouvernementaux, ce qui aurait fait augmenter les dettes du secteur public (qui atteignent déjà des sommets), dont le service serait assuré aux dépens du reste du monde par le biais d'une augmentation des impôts et d'une austérité encore plus grande dans les dépenses et les services publics de protection sociale.

**Ashley Smith :** *La FED et les autres banques centrales continueront-elles à augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation ou feront-elles marche arrière pour éviter de nouvelles crises bancaires ?*

**Michael Roberts :** Il semble très probable que les banques centrales continueront à augmenter les taux d'intérêt dans leur quête impossible de contrôle de l'inflation. Elles ne s'arrêteront que si une nouvelle série de krachs bancaires se produit. Dans ce cas, elles pourraient même être contraintes d'inverser leurs politiques de resserrement monétaire afin de sauver le secteur bancaire.

Mais pour l'instant, elles font bonne figure et affirment que le système bancaire est très « résilient » et en bien meilleure forme qu'en 2008. Inverser le resserrement monétaire serait désastreux pour la crédibilité des banques centrales, car cela mettrait en évidence le fait que les banques centrales ne contrôlent pas la masse monétaire, les taux d'intérêt ou l'activité bancaire, bien au contraire.

**Ashley Smith :** *Quelles sont les causes profondes de l'inflation et de l'instabilité financière aujourd'hui ?*

**Michael Roberts :** Prenons d'abord l'instabilité financière. Le capitalisme est une économie monétaire. La production n'est pas destinée à la consommation directe sur le lieu d'utilisation. La production de marchandises est destinée à être vendue sur un marché pour être échangée contre de l'argent. Et l'argent est nécessaire pour acheter les marchandises.

L'argent et les marchandises ne sont pas la même chose, de sorte que la circulation de l'argent et des marchandises est intrinsèquement sujette à des ruptures. À tout moment, les détenteurs d'argent liquide peuvent ne pas décider d'acheter des marchandises au prix courant et préférer le thésauriser. Les vendeurs de marchandises doivent alors baisser leurs prix, voire

faire faillite. De nombreux éléments peuvent déclencher cette rupture dans l'échange d'argent et de marchandises, ou d'argent contre des actifs financiers tels que des obligations ou des actions – le capital fictif, comme l'appelait Marx. Et cela peut se produire soudainement.

Mais la principale cause sous-jacente sera la suraccumulation de capital dans les secteurs productifs de l'économie ou, en d'autres termes, la baisse de la rentabilité de l'investissement et de la production. Les clients des entreprises technologiques à la SVB avaient commencé à perdre des bénéfices et souffraient d'une perte de financement de la part des investisseurs en capital-risque (investisseurs dans les start-up) parce que les investisseurs voyaient les bénéfices diminuer. C'est pourquoi les entreprises technologiques ont dû réduire leurs dépôts en espèces. Cela a détruit les liquidités de la SVB et l'a obligée à annoncer une vente forcée de ses actifs obligataires.

Lors du krach financier de 2008, la crise de liquidité a été provoquée par l'effondrement du marché immobilier – et non du marché technologique comme aujourd'hui. De nombreux prêteurs se sont retrouvés avec de lourdes pertes sur les obligations hypothécaires, et les produits dérivés de ces obligations ont multiplié les effets dans le secteur financier et au niveau international. Mais l'effondrement du marché immobilier lui-même était dû à une baisse de la rentabilité des secteurs productifs de l'économie à partir de 2005-2006, qui a fini par provoquer une chute brutale des bénéfices totaux, ce qui englobait le secteur de l'immobilier.

Cette fois-ci, l'effondrement monétaire a été déclenché par la flambée inflationniste mondiale depuis la fin de la pandémie liée au virus du Covid. Celle-ci est principalement due à l'augmentation considérable des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires en raison de l'effondrement des chaînes d'approvisionnement internationales pendant la pandémie du Covid, qui ne se sont pas rétablies.

Les entreprises qui ont rouvert leurs portes ont constaté qu'elles n'étaient pas en mesure de répondre à la reprise de la demande ; elles n'ont pas pu remettre en service les navires, les conteneurs, les ports et les plateformes pétrolières. Les approvisionnements en nourriture et en énergie se sont taris et les prix ont augmenté, avant même que la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'intensifie l'effondrement de la chaîne d'approvisionnement pour les produits de base essentiels. Au-delà des den-

rées alimentaires et de l'énergie, l'inflation sous-jacente s'est accélérée en raison d'une croissance généralement faible de la productivité dans les principales économies : les entreprises capitalistes n'ont pas pu trouver suffisamment de personnel qualifié après la crise du Covid et n'ont pas investi dans de nouvelles capacités, de sorte que la croissance de la productivité du travail n'a pas été suffisante pour répondre à la reprise de la demande.

Ce qui est clair, c'est que l'accélération de l'inflation n'a pas été générée par la hausse des coûts de la main-d'œuvre (c'est-à-dire l'augmentation des salaires) ; au contraire, les travailleurs étaient (et sont) bien en retard sur la spirale inflationniste en ce qui concerne la compensation salariale. En revanche, la hausse des coûts des matières premières et les pénuries ont permis aux entreprises disposant d'un pouvoir de fixation des prix, c'est-à-dire les grandes multinationales, d'augmenter les prix et de porter les marges bénéficiaires à des niveaux record, en particulier pour les entreprises des secteurs de l'énergie et de l'alimentation. On a alors assisté à une spirale bénéfices-prix.

Malgré cela, les autorités monétaires ont partout ignoré ou nié que l'accélération de l'inflation était un problème d'offre (comme c'est généralement le cas dans le mode de production capitaliste). Au lieu de cela, elles ont prétendu qu'elle était due à une demande excessive induisant une spirale salaires-prix. Leur réponse a donc été d'augmenter les taux d'intérêt, d'inverser leurs politiques précédentes d'assouplissement quantitatif (QE) par un resserrement quantitatif (QT) et de réduire les liquidités (espèces et crédits bon marché). Ainsi, le coût de l'emprunt pour les entreprises afin d'investir ou pour les ménages afin de payer les hypothèques et ainsi de suite a fortement augmenté et a maintenant fracturé le système bancaire.

L'ironie est que la hausse des taux continuera à avoir peu d'effet direct sur les taux d'inflation ; au contraire, cette politique comprime les profits et les salaires et accélère ainsi le ralentissement des économies jusqu'à l'effondrement – comme cela s'est produit sous la direction de la FED par Paul Volcker à la fin des années 1970 et au début des années 1980, ce qui a conduit à un effondrement majeur de 1980 à 1982.

**Ashley Smith** : *En quoi cette crise est-elle différente de la crise de 2008 et de la grande récession ? Qu'est-ce qui a rétabli la croissance à l'époque ? Ces moyens sont-ils aujourd'hui à la disposition des*

*capitalistes et de leurs États ?*

**Michael Roberts** : La production et l'investissement capitalistes souffrent de chutes régulières et récurrentes. Il s'agit d'un correctif nécessaire à la tendance à la baisse de la rentabilité au fil du temps. Les crises éliminent le bois mort et permettent aux plus forts de s'emparer des marchés des plus faibles, réduisant les coûts de la main-d'œuvre du fait d'un taux de chômage plus élevé et jetant ainsi les bases d'une rentabilité accrue et d'une reprise économique. Ce processus a été appelé « destruction créatrice ».

La grande récession de 2008-9 a permis d'atteindre cet objectif dans une certaine mesure, mais seulement dans une certaine mesure. La rentabilité du capital dans les grandes économies est restée inférieure aux niveaux observés à la fin des années 1990. Les investissements dans les secteurs productifs sont donc restés faibles. Les entreprises ont bénéficié d'un crédit bon marché ou presque nul pour continuer à fonctionner – la part des « entreprises zombies » qui survivent en s'endettant davantage a maintenant atteint environ 20 %. L'effondrement de la pandémie de 2020 a montré qu'un capitalisme déprimé et stagnant était loin de se redresser – il n'y a pas encore eu de destruction créatrice.

**Ashley Smith** : *Quelles solutions l'establishment capitaliste propose-t-il aujourd'hui ? Seront-elles efficaces ?*

**Michael Roberts** : La solution classique aux krachs bancaires est toujours la même : une meilleure réglementation. Même les économistes les plus radicaux du courant dominant, comme Joseph Stiglitz, ou des hommes politiques comme Bernie Sanders ou Elizabeth Warren, préconisent cette solution. Pourtant, la réglementation d'un secteur financier intrinsèquement instable et spéculatif ne fonctionne tout simplement pas.

L'histoire de la réglementation est une histoire d'ignorance, d'évitement et de mensonges. Prenons l'exemple de la SVB : les régulateurs n'ont pas pris conscience du risque de taux d'intérêt que le conseil d'administration de la SVB prenait en achetant autant d'obligations, malgré les avertissements émanant de diverses sources. Et à maintes reprises, des scandales bancaires sont apparus, que les régulateurs n'ont pas su déceler.

Au lieu de réglementer, il faut rendre publiques les principales institutions bancaires et financières, afin qu'elles soient dirigées et supervisées démocratiquement par les travailleurs de ces institutions et de

l'économie en général. Nous devons fermer les banques d'investissement spéculatives comme Goldman Sachs ou les mégalithes de l'investissement comme BlackRock. Nous devons mettre fin aux salaires et aux primes grotesques des cadres bancaires et des traders des banques d'investissement.

La banque devrait être un service public comme l'éducation ou le ramassage des ordures, et non un casino financier pour parier avec notre argent. Certains disent que même si les banques d'État se contentaient de prendre les dépôts et de prêter aux entreprises pour qu'elles investissent et aux ménages pour qu'ils achètent des biens de grande valeur, les déposants pourraient toujours se ruiner sur elles.

Oui, peut-être. Mais c'est très peu probable si les déposants savent que leur argent est en sécurité parce que l'État est derrière la banque, que les banques ne spéculent plus et qu'elles sont gérées de manière démocratique et transparente. Si

les taux d'intérêt augmentent et que les banques publiques subissent des pertes sur les obligations d'État qu'elles détiennent, ces pertes seront partagées équitablement par l'ensemble de la société et non par les travailleurs pour sauver les riches déposants et les entreprises aux dépens du reste du monde. Mais la propriété publique des banques est un tabou.

**Ashley Smith** : *Quelle est la trajectoire probable du capitalisme mondial ?*

**Michael Roberts** : Les deux premières décennies de ce siècle ont montré que le capitalisme avait fait son temps. La croissance économique s'est ralentie jusqu'à devenir un goutte-à-goutte ; les économies ont subi deux effondrements majeurs (2008-9 et 2020), dont le plus grand krach financier de l'histoire. Les investissements dans les secteurs créateurs de valeur, susceptibles d'augmenter les revenus et de réduire le temps de travail, n'ont pas eu lieu.

Le réchauffement de la planète et le

changement climatique n'ont pas été endigués et nous nous dirigeons vers une catastrophe existentielle. La pauvreté dans ce que l'on appelle le Sud global s'aggrave et l'inégalité des revenus et des richesses s'accroît partout. Le capitalisme est condamné à une longue stagnation ou à une dépression.

Cette situation ne sera surmontée (et seulement temporairement) que si le capital détruit suffisamment le niveau de vie des travailleurs pour augmenter la rentabilité et rétablir la croissance de l'investissement. Mais toute tentative en ce sens pourrait provoquer un conflit de classe sans précédent. C'est pourquoi les stratèges du capital ont jusqu'à présent choisi de ramper et de ne pas prendre le taureau par les cornes en matière de liquidation et de destruction créatrice. Mais certaines forces sont de plus en plus désireuses de le faire. ■

## Ukraine & Russie

# Pour le droit du peuple ukrainien à décider de son avenir ! Retrait complet des troupes russes ! Stop à la guerre !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

L'invasion russe, atroce et injustifiée, de l'Ukraine décidée par Poutine le 24 février 2022 et la guerre qu'elle a provoquée ont déjà causé plus de 100 000 morts de part et d'autre, et en Ukraine la moitié de ces morts sont des civils. La souffrance de celles et ceux qui, en Ukraine et en Russie, ont perdu des membres de leur famille et des amis est immense, à cause des crimes de guerre, des viols, des enlèvements d'enfants et des bombardements russes continus dans les zones civiles.

Le premier devoir des internationalistes est de soutenir et de se solidariser avec la résistance du peuple ukrainien, dans son opposition directe à cette invasion sanglante et dans l'auto-organisation de la société pour aider la population à survivre, avec un soutien particulier à celles et ceux qui jettent les bases d'une future société plus juste en défendant des politiques anticapitalistes, et aux réseaux féministes et LGBT.

Des millions d'Ukrainien·es ont été contraints de fuir le pays, laissant des familles et des communautés brisées. Elles et ils sont devenus des réfugiés, ce qui, selon les pays d'accueil, peut signifier sans statut permanent, sans logement, sans travail ou sans revenu, et

faisant peser une lourde charge sur les pays voisins dont les populations se sont mobilisées pour apporter un soutien matériel.

En Russie et en Biélorussie, celles et ceux qui s'opposent à la guerre impérialiste de Poutine sont criminalisés. Les déserteurs de l'armée et ceux qui osent protester ouvertement sont sévèrement réprimés en Russie. Des centaines de milliers de personnes ont également été contraintes de fuir la Russie, souvent sans statut de réfugié et confrontées aux effets des mesures destinées à punir les partisans du régime russe. Ils méritent également notre entière solidarité.

Les gouvernements occidentaux ont utilisé la guerre à la fois pour justifier l'inflation galopante qui frappe durement les travailleur·es, et pour augmenter les budgets militaires, étendre l'OTAN et renforcer la rhétorique de la militarisation. Nous dénonçons à la fois les efforts visant à faire payer la crise capitaliste aux classes ouvrières et l'utilisation de la souffrance du peuple ukrainien pour justifier l'augmentation des budgets militaires.

La seule solution durable à cette guerre passe par :

● La fin des bombardements des populations

civiles et des infrastructures de l'énergie ;

● Le retrait complet des troupes russes. Toute négociation doit être publique devant le peuple ukrainien ;

● Le droit du peuple ukrainien à déterminer son avenir, en fonction de son propre intérêt et dans le respect des droits de toutes les minorités ;

● Son droit de déterminer cet avenir indépendamment des intérêts de l'oligarchie ou du régime capitaliste néolibéral actuel, des conditions du FMI ou de l'UE, avec une annulation totale de la dette ;

● Le droit de tous les réfugié·es et personnes déplacées de retourner chez eux en toute sécurité et dans le respect de leurs droits ;

● La fin de toute répression des opposants russes à la guerre et, si nécessaire, leur accueil dans le pays de leur choix ;

● Le démantèlement de tous les blocs militaires, OTAN, OTSC, AUKUS.

Nous continuons également à lutter pour le désarmement mondial – notamment en ce qui concerne les armes nucléaires et chimiques.

**Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale**  
20 février 2023 ■

# Nous disons : Guerre à la guerre !

Par le Mouvement socialiste russe RSD (branche émigration)\*

Depuis un an, le régime de Vladimir Poutine tue des Ukrainien·es, envoie des centaines de milliers de Russes à la mort et menace le monde de l'arme nucléaire au nom de l'objectif fou de restaurer son empire. Pour nous, femmes et hommes russes qui nous opposons à l'agression et à la dictature de Poutine, cette année a été une année d'horreur et de honte face aux crimes de guerre commis quotidiennement en notre nom.

À l'occasion du premier anniversaire de cette guerre, nous appelons toutes celles et ceux qui aspirent à la paix à participer aux manifestations et aux rassemblements contre l'invasion de Poutine. Malheureusement, tous les rassemblements « pour la paix » qui auront lieu le week-end prochain ne seront pas des actions de solidarité avec l'Ukraine. Une grande partie de la gauche en Occident ne comprend pas la nature de cette guerre et prône le compromis avec le poutinisme. Nous avons rédigé cette déclaration pour aider nos camarades d'autres pays à comprendre la situation et à adopter la bonne position.

## Une guerre contre-révolutionnaire

Certains auteurs occidentaux attribuent la guerre à des causes telles que l'effondrement de l'URSS, « l'histoire contradictoire de la création de la nation ukrainienne » et la confrontation géopolitique entre puissances nucléaires. Sans nier l'importance de ces facteurs, nous sommes surpris de ne pas y trouver la raison la plus importante et la plus évidente de ce qui se passe : la volonté du régime de Poutine de supprimer les mouvements de protestation démocratique dans toute l'ancienne Union soviétique et en Russie même.

La réoccupation de la Crimée en 2014 et le déclenchement des hostilités dans le Donbass étaient une réponse du Kremlin à la « révolution de la dignité » en Ukraine,



Moscou, 24 février 2022 : « Paix à l'Ukraine, liberté à la Russie »

qui a renversé le gouvernement pro-russe corrompu de Viktor Ianoukovitch, ainsi qu'aux manifestations de masse des Russes pour des élections équitables en 2011-12 (connues sous le nom de manifestations de la place Bolotnaya). L'annexion de la péninsule de Crimée a été une victoire de politique intérieure pour Poutine. Il a utilisé avec succès la rhétorique revancharde, anti-occidentale et traditionaliste (ainsi que la persécution politique) pour élargir sa base sociale, isoler l'opposition et effrayer la population avec les conséquences des « Maidans ».

Mais le regain de popularité qui a suivi l'annexion a été de courte durée. La fin des années 2010 a été marquée par la stagnation économique, une réforme impopulaire des retraites et des révélations anticorruption très médiatisées par l'équipe d'Alexei Navalny qui ont fait s'effondrer la cote de Poutine, notamment auprès des jeunes. Des manifestations ont balayé le pays, et le parti au pouvoir, Russie Unie, a subi une série de lourdes défaites aux élections régionales. Dans ce contexte, le Kremlin a misé sur la conservation du régime. Le plébiscite constitutionnel de 2020 (qui a nécessité un truquage sans précédent, même selon les normes russes) a fait de Poutine un dirigeant à vie. Sous le prétexte de contenir la pandémie de Covid-19, les rassemblements de protestation ont été définitivement interdits. Une tentative d'empoisonnement du chef de l'opposition extra-

parlementaire Alexei Navalny a eu lieu, à laquelle il a miraculeusement survécu.

Le soulèvement populaire de l'été 2020 en Biélorussie a confirmé la conviction de l'élite russe que « l'Occident collectif » mène une « guerre hybride » contre la Russie, l'attaquant, elle et ses satellites,

par des « révolutions de couleur ». Bien sûr, de telles affirmations ne sont rien d'autre qu'une théorie du complot. Le mécontentement social et politique en Russie s'est accru en raison des inégalités sociales records, de la pauvreté, de la corruption, des reculs des libertés civiles et de l'évidente absence de perspectives du modèle russe de capitalisme, fondé sur l'appropriation des « rentes naturelles » par une couche parasitaire de l'oligarchie des matières premières. S'il y a une chose que nous pouvons reprocher à « l'Occident collectif », c'est sa complaisance de longue date envers le poutinisme, y compris sur la question ukrainienne. Pendant des décennies, la politique du business as usual a dominé les relations des élites européennes et américaines avec la Russie de Poutine, ce qui a permis à la dictature de prospérer, de réaliser des superprofits et de se sentir en totale impunité sur la scène mondiale.

\* Le Mouvement socialiste russe (RSD) est une organisation politique dont la vision du socialisme démocratique est basée sur la propriété collective, la liberté politique et l'autodétermination. Il est convaincu que seul un mouvement de masse – composé de socialistes, de syndicats, de féministes, d'antifascistes et de militants écologistes – armé de la solidarité de classe et de l'égalitarisme peut mettre fin à la domination du capital en Russie. Les militants et militantes de la IV<sup>e</sup> Internationale en Russie font partie du RSD. Depuis le 24 février 2022 nombre de militant·es ont été emprisonnés ou se sont trouvés hors de Russie, d'autres poursuivent clandestinement la lutte en Russie...

# Russie-Ukraine

## Les concessions à Poutine ne mèneront pas à la paix

L'invasion de l'Ukraine était une tentative de Poutine de répéter son triomphe de 2014 en Crimée – en s'assurant une victoire rapide, en ralliant la société russe autour du drapeau avec des slogans revanchards, en écrasant définitivement l'opposition et en établissant son hégémonie dans l'espace post-soviétique (que l'impérialisme de Poutine considère comme faisant partie de la « *Russie historique* »).

La résistance héroïque des Ukrainiens a contrecarré ces plans, transformant la « *petite guerre victorieuse* » dont rêvait le Kremlin en un conflit prolongé qui a épuisé l'économie russe et brisé le mythe de l'invincibilité de son armée. Acculé, Moscou menace le monde avec ses armes nucléaires tout en exhortant l'Ukraine et l'Occident à négocier. À l'unisson de cette rhétorique, on entend les voix de ceux qui, dans la gauche européenne et étatsunienne, s'opposent aux livraisons d'armes à l'Ukraine (pour « *sauver des vies* » et empêcher une apocalypse nucléaire). En même temps – puisque la Russie n'est pas prête à se retirer des territoires occupés, ce qui est une condition impérative pour Kiev (et la position de 93 % des Ukrainien-es) – on sous-entend que l'Ukraine doit sacrifier sa souveraineté afin « *d'apaiser l'agresseur* ». Une politique qui a de sinistres précédents dans l'histoire européenne !

## Sauver des vies ?

Est-il donc vrai que la défaite de l'Ukraine (inévitabile si l'aide occidentale est réduite) permettra d'éviter davantage de victimes ? Même si nous acceptons la logique non évidente du point de vue

socialiste selon laquelle « *sauver des vies* » est plus important que de combattre la tyrannie et l'agression, nous pensons que ce n'est pas le cas. Il est notoire que Vladimir Poutine revendique l'ensemble du territoire de l'Ukraine, affirmant que les Ukrainiens et les Russes sont « *une seule nation* » et que l'existence d'un État ukrainien est une erreur de l'histoire. Un cessez-le-feu ne ferait que donner au Kremlin le temps de reconstituer sa capacité militaire en vue d'un nouvel assaut. Il s'agirait notamment d'augmenter la taille de l'armée en y enrôlant de force des Russes (pour la plupart issus des minorités ethniques et des plus pauvres).

Si l'Ukraine continue à résister à l'invasion sans approvisionnement en armes, cela entraînera d'innombrables pertes parmi les soldats et les civils ukrainien-es. Et la terreur, dont nous avons vu les horribles résultats à Boutcha et ailleurs, est ce qui attend tous les territoires qui seraient accaparés par la Russie.

## L'impérialisme multipolaire

Lorsque Poutine parle de se débarasser de l'hégémonie américaine dans le monde et même d'« *anticolonialisme* » (!), il ne fait pas référence à la création d'un ordre mondial plus égalitaire. Le « *monde multipolaire* » de Poutine est un monde où la démocratie et les droits humains ne sont plus considérés comme des valeurs universelles, et où les dites « *grandes puissances* » ont le champ libre dans leurs sphères d'influence géopolitiques respectives. Cela signifie essentiellement le rétablissement du système de relations internationales qui existait à l'aube des deux guerres mondiales. Ce « *brave vieux*

*monde* » serait un endroit merveilleux pour les dictateurs, les corrupteurs et l'extrême droite. Mais ce serait l'enfer pour les travailleurs, les minorités ethniques, les femmes, les LGBT, les petites nations et les mouvements de libération. Une victoire de Poutine en Ukraine ne rétablirait pas le statu quo d'avant-guerre, elle créerait un précédent mortel légitimant ainsi « *le droit des grandes puissances* » de mener des guerres d'agression et de pratiquer le chantage nucléaire. Ce serait le prologue de nouvelles catastrophes militaires et politiques.

## À quoi conduirait une victoire du poutinisme dans la guerre en Ukraine ?

Une victoire de Poutine signifierait non seulement la soumission de l'Ukraine, mais aussi la soumission de tous les pays post-soviétiques aux diktats du Kremlin. En Russie, une victoire du régime préserverait un système défini par la domination de l'oligarchie du pouvoir et des combustibles fossiles sur les autres classes sociales (et surtout sur la classe ouvrière) et le pillage des ressources naturelles au détriment du développement technologique et social.

En revanche, la défaite du poutinisme en Ukraine donnerait probablement un élan aux mouvements pour le changement démocratique en Biélorussie, au Kazakhstan et dans d'autres anciens pays soviétiques, ainsi qu'en Russie même. Il serait trop optimiste de prétendre que la défaite à la guerre mène automatiquement à la révolution. Mais l'histoire de la Russie regorge d'exemples de revers militaires à l'étranger qui ont conduit à des changements majeurs dans le pays – dont l'abolition du servage, les révolutions de 1905 et 1917, et la Perestroïka dans les années 1980.

Les socialistes russes ne veulent pas une « *victoire* » de Poutine et de ses copains oligarques. Nous appelons tous ceux qui souhaitent réellement la paix et qui croient encore au dialogue avec le gouvernement russe à exiger qu'il retire ses troupes des territoires ukrainiens. Tout appel à la paix qui n'inclut pas cette exigence est fallacieux.

● **Non à la guerre ! Soyez solidaires contre l'invasion de l'Ukraine par Poutine !**

● **Mettez fin à l'enrôlement ! Les Russes ne sont pas de la chair à canon !**

● **Libérez les prisonniers politiques russes !**

● **La Russie doit être libre !** ■

### Solidarité avec la revue de la gauche anti-guerre russe *После*

<https://posle.media/> !

La revue en ligne *После* (« *Après* » en russe, prononcer « *poslié* »), dont la majorité de la rédaction a été obligée de s'exiler l'an dernier, a besoin d'aide : « *Soutenir После, c'est soutenir les voix qui s'élèvent contre la guerre criminelle déclenchée par la Russie en Ukraine. C'est une façon d'exprimer sa solidarité avec les personnes qui luttent contre la censure, la répression politique et l'injustice sociale. Ces militant-es, journalistes et écrivain-es, toutes celles et tous ceux qui s'opposent au régime criminel de Poutine, ont besoin de camarades de combat. Nous soutenir, c'est opter pour une alternative sociale et démocratique au-delà des frontières des États. Naturellement, cela signifie aussi nous aider à préparer du matériel et à maintenir notre plateforme en ligne (...). Nous comptons sur votre soutien !* »

Les articles sur le site <https://posle.media/> sont en russe et en anglais (mais il est possible d'utiliser le traducteur automatique pour en prendre connaissance dans d'autres langues) et paraissent deux fois par semaine. Le site publie des points de vue divers, mais toujours de gauche et contre la guerre de Poutine. *Inprecor* a déjà publié la traduction de certains de ces articles. Il faut soutenir ce projet indispensable pour l'avenir de la lutte de classe en Russie ! **Vous pouvez maintenant faire vos dons à *После* sur son site web (version en anglais) : <https://posle.media/language/en/donation/>**

# Le tremblement de terre

## ou les lignes de faille de la contre-révolution, de l'autoritarisme, du racisme et du capitalisme

Par  
Shireen Akram-Boshar\*

**L**undi 6 février, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,8 a frappé le sud de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie aux premières heures de la matinée. Il a été suivi d'un autre de magnitude 7,5 quelques heures plus tard, ainsi que de plus d'une centaine de répliques dans les jours qui ont suivi. Il s'agit du tremblement de terre le plus meurtrier et le plus puissant à frapper la Turquie depuis 1939, et la Syrie depuis plus de 800 ans, et le nombre de victimes ne devrait que s'alourdir. Il a déjà dépassé les 40 000 morts, un bilan dévastateur et inimaginable (1). Des quartiers entiers et des centres urbains ont été rasés, réduits à des fils électriques dénudés et à des décombres. Des millions de personnes – celles qui ont eu la chance de ne pas être ensevelies sous les décombres – se sont retrouvées sans logement, vivant dans des voitures, des tentes et des parcs, tout en subissant les rigueurs de l'hiver.

Du côté turc, le tremblement de terre a touché dix provinces, où vivent plus de 13 millions de personnes. L'épicentre du premier tremblement de terre se trouvait à Gaziantep, à seulement une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec la Syrie ; l'épicentre du tremblement de terre qui a suivi se trouvait à Kahramanmaras, à environ une centaine de kilomètres au nord du premier tremblement de terre. Il s'agit de petites villes qui ont pris de l'ampleur au cours des 20 dernières années de gouvernement AKP, devenant des centres de soutien pour le parti au pouvoir. Le sud de la Turquie a accueilli des millions de réfugiés syriens qui ont fui les douze dernières années de contre-révolution et de guerre en Syrie. Gaziantep, l'épicentre du premier tremblement de terre, compte deux millions d'habitants, dont 20 % de réfugiés syriens. De nombreux quartiers en comptent jusqu'à 90 %. Une source a rapporté qu'un quart des morts à Hatay étaient des Syriens.

Comme nous l'ont appris de nombreuses catastrophes au cours des vingt dernières années, aucune catastrophe naturelle

n'est épargnée par la politique, le capitalisme et le racisme. Il en va de même pour le tremblement de terre en Turquie et en Syrie : il s'agit d'un tremblement de terre politique profondément affecté par les lignes de faille de la contre-révolution, de l'autoritarisme, du racisme et du capitalisme.

### Une catastrophe pas seulement naturelle

En Turquie, les secours d'urgence ont été criminellement inadéquats. Le gouvernement, qui a pris en charge les opérations de secours et déclaré l'état d'urgence dans les dix provinces touchées, a été lent à agir et à fournir un soutien et des ressources aux villes les plus proches de la frontière syrienne. La ville d'Antakya en Turquie, par exemple, située juste à l'est de la ville syrienne d'Alep et au nord-est de la ville syrienne d'Idlib, n'a commencé à recevoir des secours qu'après plus d'une journée. D'autres villes et villages turcs n'ont pas reçu d'aide avant plus de deux jours. Les équipes de secours disent qu'elles ont dû choisir où concentrer leurs efforts.

Depuis le dernier grand tremblement de terre de 1999, lorsque le gouvernement turc a mis en place des normes de construction et des codes de construction plus stricts, de nouveaux bâtiments ont été construits sans respecter ces codes, malgré le fait que le gouvernement et les entreprises de construction – souvent étroitement liées au gouvernement – savaient qu'un autre tremblement de terre majeur était probable. En 2018, il a été établi que 50 % des bâtiments en Turquie, soit près de 13 millions de bâtiments, ont été construits en violation de ces codes. En 2022, l'Union des ingénieurs et des architectes de Turquie a publié une déclaration selon laquelle le pays n'avait pas préparé ses infrastructures à un nouveau tremblement de terre majeur.

Pendant les deux jours qui ont suivi le tremblement de terre, la bourse de Turquie était en chute libre, à l'exception des actions des compagnies de ciment. Les investisseurs ont acheté des actions, prévoyant des reconstructions lucratives, ce qui a provoqué

la frustration et la colère de ceux qui estiment qu'après le tremblement de terre la bourse aurait dû être fermée. Depuis, elle a été fermée temporairement, mais la flambée des actions des cimenteries laisse présager un processus de reconstruction qui privilégie le profit au détriment des besoins.

Confronté à des critiques sur la réponse du gouvernement au tremblement de terre, le président turc Erdoğan a réagi en fermant Twitter le mercredi 8 février, et en détenant et bloquant les journalistes non affiliés aux médias d'État, par crainte de voir son image ternie, affirmant qu'il agissait ainsi pour freiner la propagation de la « désinformation ». Il a ainsi empêché les gens de fournir des informations sur les situations d'urgence et de localiser leurs proches. Le même jour, Erdoğan s'est rendu dans les zones touchées par le tremblement de terre et a promis que de nouveaux logements seraient construits en l'espace d'un an, ce qui, selon les experts, est très peu probable. « *Nos concitoyens ne doivent pas s'inquiéter* », a-t-il déclaré. Il s'agit peut-être d'un avertissement inquiétant sur la façon dont les réfugiés syriens et les autres non-citoyens seront exclus des efforts de reconstruction et d'aide.

La déclaration d'un état d'urgence de trois mois peut également permettre un contrôle plus autoritaire – Erdoğan a déclaré l'état d'urgence pour la dernière fois après une tentative de coup d'État contre lui en 2016, à laquelle il a répondu par de nombreuses mesures autoritaires. L'état d'urgence permet à Erdoğan de gouverner par décret, en contournant le parlement, et de passer outre les autorités régionales dirigées par l'opposition. Mais dans le sud de la Turquie, des régions historiquement connues pour leur soutien à Erdoğan et à son parti, l'AKP, la colère et la frustration ne

\* Shireen Akram-Boshar est membre du collectif étatsunien Tempest. Cet article a été publié par la revue en ligne *Tempest*, le 15 février 2023 : <https://www.tempest-mag.org/2023/02/the-earthquake-in-turkiye-and-syria/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Depuis l'écriture de cet article, le nombre de victimes recensées n'a cessé de croître. Selon Reuters du 7 mars 2023, il y a eu au moins 52 000 morts, plus de 118 000 blessés, 2 400 000 personnes déplacées et au moins 200 000 bâtiments détruits.

## Turquie & Syrie

cessent de croître. Le ministre turc des infrastructures, en visite dans une ville sinistrée, a été accueilli par des slogans de manifestants locaux. Le tremblement de terre pourrait s'avérer un obstacle à la réélection d'Erdoğan au printemps, lorsqu'il cherchera à prolonger son règne de vingt ans.

### Les lignes de faille de la contre-révolution

En Syrie, les lignes de faille du tremblement de terre sont encore plus marquées en raison de plus d'une décennie de guerre contre-révolutionnaire. Le pays est effectivement divisé : une grande partie a été reprise par le régime, mais les rebelles conservent le contrôle de certaines parties du nord-ouest et les groupes kurdes contrôlent le nord-est. Les régions les plus durement touchées par le tremblement de terre se trouvent dans le nord-ouest : la province d'Idlib, tenue par les rebelles, la province d'Alep divisée entre les zones tenues par le régime et les zones tenues par les rebelles, et les provinces de Lattaquié, Tartous et Hama, tenues par le régime.

La révolution syrienne, qui a débuté en 2011 dans le cadre des révolutions du « printemps arabe », s'est heurtée à la contre-révolution la plus brutale de la région. Cette contre-révolution a marqué la région de la Syrie touchée par le tremblement de terre. Pour gagner sa guerre contre-révolutionnaire, le régime Assad a tué plus de 500 000 Syriens et déplacé la moitié du pays.

Le nord-ouest de la Syrie, la province d'Idlib en particulier, est le dernier bastion de la Syrie tenu par les rebelles. Il abrite des millions de Syriens déplacés à l'intérieur du pays qui ont fui les zones précédemment tenues par les rebelles, assiégées et bombardées par le régime Assad et son allié russe. Ils n'ont nulle part où aller et peu de ressources. Nombre d'entre eux ont déjà été déplacés à plusieurs reprises et vivent dans des conditions précaires. Le régime d'Assad et son allié russe sont connus pour avoir bombardé des hôpitaux et des centres de soins dans le nord-ouest tenu par les rebelles, y compris plus de 50 centres de soins dans la seule province d'Idlib.

Alep, la plus grande ville de Syrie et autrefois capitale industrielle du pays, a connu plus d'une décennie de destruction depuis que les rebelles se sont emparés de la partie orientale de la ville en 2012, peu après le début de la révolution. Le régime Assad et la Russie ont répondu au contrôle des rebelles en bombardant l'est d'Alep et en détruisant une grande partie de la ville, jusqu'à la victoire du régime en 2016, obtenue

grâce à un siège et à des bombardements. Très peu de la partie orientale de la ville, ou d'autres zones détruites par le régime, ont été reconstruites depuis lors – et même avant 2011, de nombreux bâtiments ont été construits contre les réglementations.

La victoire du régime en 2016 a marqué un tournant, le régime reprenant l'une après l'autre les zones tenues par les rebelles, jusqu'à ce que, fin 2018 et début 2019, seules la province d'Idlib et les villes du nord de la province d'Alep restent sous le contrôle des rebelles (à l'exclusion de larges parties du nord-est de la Syrie sous le contrôle des forces dirigées par les Kurdes soutenues par les États-Unis). Le tremblement de terre a gravement touché Alep, ville reprise par le régime, tout comme les villes tenues par les rebelles à proximité de la ville d'Alep, qui ont toutes accueilli des Syriens déplacés à l'intérieur du pays, fuyant la guerre et les bombardements au cours des douze dernières années, et dont les infrastructures ont été considérablement affaiblies par la guerre, en particulier par la campagne de bombardements incessante d'Assad et de la Russie.

Ces lignes de fracture créées par la contre-révolution et la guerre rendent difficile, voire impossible, l'acheminement de l'aide et des secours vers les régions les plus touchées. Les zones tenues par les rebelles sont séparées des zones tenues par le régime, ces dernières étant tributaires de l'aide provenant de Damas. Les zones tenues par les rebelles ne peuvent accéder à l'aide que par la Turquie. Le 9 février, trois jours après le tremblement de terre, le premier convoi d'aide de l'ONU est finalement entré dans la zone syrienne tenue par les rebelles, avec six camions de provisions.

Jusqu'au lundi 13 février, les Nations unies n'ont autorisé l'aide internationale à entrer que par un seul poste frontière, celui d'Al-Bab. Pendant les trois premiers jours suivant le tremblement de terre, les Nations unies ont affirmé que la route était bloquée et que seuls les corps des personnes décédées entraient en Syrie. Le 13 février, le régime Assad a accepté l'ouverture de deux autres points de passage de la Turquie vers la Syrie. Le contrôle des postes-frontières est entre les mains des forces contre-révolutionnaires depuis de nombreuses années : l'ONU avait auparavant autorisé plusieurs postes-frontières entre la Turquie et la Syrie, mais au fil des ans, les véto russes les ont supprimés à l'exception de celui d'Al-Bab.

À l'intérieur des territoires tenus par les rebelles, les Casques blancs, le groupe local de défense civile, initialement créé pour sauver les Syriens des bombardements d'Assad et de la Russie dans les zones

tenues par les rebelles, ont été la principale force à travailler pour sauver les gens de sous les décombres dans des centaines de sites tenus par les rebelles à travers le nord-ouest de la Syrie. Mais les Casques blancs comptent moins de 3 000 membres, soutenus par quelques autres groupes de volontaires plus petits. Ils ne peuvent pas non plus se rendre dans les zones contrôlées par le régime pour aider ceux qui ont désespérément besoin d'aide dans ces régions.

Le 9 février, les États-Unis ont temporairement assoupli les éléments de leurs sanctions contre le régime Assad susceptibles d'entraver l'acheminement de l'aide. Les sanctions imposées au régime excluaient officiellement la fourniture d'aide humanitaire, mais il restait difficile pour l'aide d'atteindre les zones tenues par le régime en raison du blocage du carburant ou du blocage des transferts par les banques, y compris par les Syriens à l'extérieur du pays qui tentaient d'envoyer de l'argent à leurs familles. Cependant, les sanctions n'ont guère été la cause du niveau de souffrance dans le pays, qui doit être clairement compris comme le résultat de douze années de contre-révolution d'Assad et des interventions impérialistes de la Russie, de l'Iran et d'autres pays.

Les alliés d'Assad, la Russie et l'Iran, ont également fourni des secours pour le tremblement de terre par l'intermédiaire de Damas, en plus d'une douzaine d'autres pays, dont les Émirats arabes unis et l'Égypte. En réalité, Assad utilise déjà le tremblement de terre pour pousser à la normalisation avec les pays de la région et du monde, tentant de mettre fin à l'isolement de son régime depuis une décennie.

Dans une démonstration de la « magnanimité » du régime, au lieu de fournir de l'aide aux zones tenues par les rebelles, Assad a bombardé la ville de Marea, au nord d'Alep, moins de deux heures après le tremblement de terre du 6 février, alors que les habitants se consacraient aux opérations de sauvetage. Les Casques blancs ont publié une lettre demandant l'assurance qu'il n'y aurait pas de bombardements. Ils connaissent bien cette tactique du régime, qui a bombardé à plusieurs reprises des hôpitaux et commis d'autres crimes de guerre au cours des douze dernières années.

Il est clair qu'on ne peut pas faire confiance au régime Assad pour fournir de l'aide à toutes les régions de la Syrie, même s'il insiste sur le fait que ce n'est pas le cas. Au-delà des bombardements de Marea, il a l'habitude de diriger l'aide vers les zones loyales au régime et de l'empêcher d'atteindre les zones tenues par les rebelles, ainsi que de siphonner et de détourner l'argent de

l'aide, y compris celui qui vient de l'ONU. Mais même l'ONU a l'habitude de se ranger du côté du régime, de passer des contrats avec des entreprises liées à Assad et de se conformer à ses exigences en ce qui concerne le traitement des zones tenues par le régime et non par les rebelles.

## Horreur, espoir et défiance

Beaucoup pourraient dire que le tremblement de terre, en détruisant les zones encore sous le contrôle des rebelles, comme Idlib et des parties de la région d'Alep, a réalisé ce que le régime Assad n'avait pas encore réussi à faire dans ses tentatives de destruction des zones tenues par les rebelles, pour étouffer le dernier souffle de la révolution de 2011. Le magazine satirique français Charlie Hebdo semble partager ce sentiment génocidaire, puisqu'il a publié une caricature représentant le tremblement de terre en Turquie agrémentée du message « *Maintenant, nous n'avons plus besoin d'envoyer des chars* ». Alimentée ostensiblement par le sentiment de guerre contre le terrorisme, cette déclaration raciste implique que la région où vivent 20 millions de personnes est jetable et mérite la mort – ce que seuls les contre-révolutionnaires et les fascistes pourraient accepter. Les Syriens de Turquie ont également été confrontés au racisme et à la discrimination, notamment au lendemain du tremblement de terre – des rapports font état de Syriens menacés et contraints de quitter des camps de fortune.

Il est difficile de comprendre la douleur, l'angoisse et la souffrance de ces derniers jours, ainsi que la sombre réalité qui nous attend dans les années, voire les décennies à venir. Les millions de personnes touchées par le tremblement de terre vivaient déjà dans l'ombre de l'autoritarisme d'Erdoğan. Nombre d'entre eux étaient des réfugiés ou des personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui ont connu des défaites, des pertes et des horreurs inimaginables au cours de la dernière décennie, depuis le début des révolutions de 2011 pleines d'espoir. Les régimes autoritaires, y compris ceux d'Assad et d'Erdoğan, ont persévéré et continué à se renforcer alors que la grande majorité de la population subit une atrocité après l'autre.

Nous pouvons garder un peu d'espoir dans le fait qu'à travers chaque horreur, les gens continuent de défier les régimes d'Assad et d'Erdoğan. Même dans les régions dites loyalistes de Syrie et de Turquie, la colère et la frustration grandissent. Même à la suite d'une catastrophe aussi peu naturelle, la résistance et le soulèvement remontent à la surface. ■

# Le soulèvement iranien

Par Houshang Sépéhr\*

« *Tous ceux qui connaissent un peu l'histoire savent aussi que les grands bouleversements sociaux sont impossibles sans le ferment féminin. Le progrès social peut être mesuré précisément par la position sociale du beau sexe* »  
[Lettre de Marx à Kugelmann, 12 décembre 1868]

## 1. La renaissance d'un peuple laïc

Le 16 septembre 2022, une jeune femme kurde nommée Jina Mahsa Amini est décédée lors de sa garde à vue par la police de mœurs. Sa mort a déclenché des protestations à l'échelle nationale : des jeunes filles et des femmes sont descendues dans la rue, brûlant leurs voiles, se coupant les cheveux et hurlant pour exiger la fin de ce régime sanguinaire.

### Une volonté de changement radical

L'explosion d'une colère féminine longuement accumulée. Cette contestation est l'aboutissement de décennies de colère contre l'apartheid sexiste : banalisation des discriminations juridiques, violences étatiques, humiliations quotidiennes. Depuis plus de 40 ans, les femmes et les filles vivent sous l'oppression et la terreur imposées par le gouvernement iranien, subissant des restrictions humiliantes concernant leurs tenues, leurs comportements et les aspects les plus intimes et privés de leur vie.

Pendant trop longtemps, le corps et la sexualité des femmes ont été un outil politique pour préserver le système patriarcal, en Iran comme ailleurs. Pendant des années, chaque femme a accumulé en elle une colère contre cette oppression personnelle et institutionnelle. Et c'est la convergence de ces colères individuelles qui s'exprime collectivement aujourd'hui et alimente ce soulèvement féministe.

Dirigé par des femmes, ce mouvement a uni la grande majorité de la population (quels que soient le sexe, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance ethnique et le statut socio-

économique) dans le rejet des lois arbitraires concernant le port obligatoire du voile, les restrictions à l'autonomie et à l'intégrité physique des femmes, les atteintes à la vie privée.

Ce soulèvement s'oppose à toute tentative de remettre en cause la liberté d'expression des femmes. Il vise à mettre fin à l'oppression de leur sexualité, et à la violation de leurs droits sexuels et reproductifs. Il procure un espace à l'expression de leur colère dans une vie imprégnée de persécutions politiques, de corruption économique et de destruction environnementale.

Cette courageuse nouvelle vague de résistance féministe a ébranlé les fondements de la théocratie patriarcale et archaïque. Le gouvernement iranien réagit par la force brutale, les détentions arbitraires et les exécutions publiques. À la fin janvier, plus de 500 personnes avaient été tuées par les forces de sécurité iraniennes, dont 70 enfants (beaucoup pensent que ces chiffres sont largement sous-estimés). Viennent s'y ajouter les suicides de personnes relâchées, et maintenant le début des exécutions capitales.

### 🕒 La plus grave crise politique de l'histoire de la République islamique.

Les racines de cette crise datent de l'émergence du régime théocratique en 1979. De par sa durée, son extension à toutes les régions du pays, ses particularités et ses conséquences, cette crise diffère largement de celles qui l'ont précédée.

● En 2009, la réélection fraudueuse de

\* Houshang Sépéhr, militant marxiste-révolutionnaire iranien exilé, animateur de Solidarité avec les travailleurs en Iran (STI), est membre de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Iran

Mahmoud Ahmadinejad pour un deuxième mandat présidentiel, avait fait descendre dans les rues des grandes villes de très nombreux Iranien·nes qui scandaient « *Où est passé mon vote ?* » (1).

● Fin 2017 et début 2018 (2), l'annonce par le gouvernement de nouvelles mesures d'austérité économique a provoqué une vague de manifestations secouant tout le pays, rapidement et violemment réprimées par les forces de l'ordre (3).

● En novembre 2019, une mobilisation massive contre l'augmentation du prix des carburants a eu lieu sur l'ensemble du territoire. Elle a été réprimée dans un bain de sang sans précédent.

On est ainsi passé de la contestation électorale de 2009, aux contestations de type économiques et sociales de 2017 et 2019. Ces dernières reflétaient la dégradation du niveau de vie de la population, l'appauvrissement de la classe moyenne, l'augmentation du chômage, et l'amplification de l'inflation. Durant les années qui suivirent, la détérioration de la situation socio-économique a continué, et l'inflation a atteint 40 %.

C'est dans ce contexte qu'en juin 2021 a été « élu » à la présidence de la République l'ultra conservateur Ebrahim Raïssi. Celui-ci est surnommé « *le boucher* » en raison de son rôle dans l'assassinat de milliers de prisonniers politiques en 1988.

La gestion d'un pays en crise économique, engagé dans d'interminables négociations internationales pour faire revivre un accord nucléaire moribond, est passée entre les mains d'un religieux au passé sanguinaire, élu avec le taux de participation le plus faible de l'histoire de la République islamique. Après que la fraction ultra-conservatrice du régime se fut emparée du contrôle des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), elle décida de réactiver la brigade des mœurs. C'est dans ce contexte que la crise actuelle s'est déclenchée.

L'assassinat de la jeune kurde Jina Mahsa Amini le 16 septembre, par la police des mœurs pour un voile mal ajusté, a immédiatement déclenché un tollé d'ampleur sans précédent dans tout le pays, et

plus particulièrement chez les jeunes femmes. Celles-ci ont rapidement lancé un mouvement de protestation qui s'est étendu en quelques jours à tout le pays.

Aux jeunes femmes se sont joints les jeunes hommes. De la rue, la contestation a gagné les universités, et bientôt les collèges, les lycées et même les écoles primaires. En quelques semaines, ce mouvement s'est transformé en un soulèvement regroupant de nombreuses composantes de la société iranienne qui désormais rejettent massivement un régime considéré comme incompetent, corrompu et terriblement répressif. La grande majorité de la population ne s'identifie pas à un tel régime. Outre le clergé chiite, les seules personnes lui étant restées fidèles sont les Gardiens de la révolution (ainsi que leurs affidés) qui sont impliqués dans de nombreux secteurs de l'économie, ainsi que d'autres groupes liés aux « institutions révolutionnaires » comme les fondations, toutes dirigées par le bureau du Guide.

📌 **Jin, Jiyan, Azadi (Femme, Vie, Liberté).**

Depuis l'arrivée au pouvoir du régime actuel, de nombreux soulèvements et mobilisations ont eu lieu. Les femmes y étaient présentes à chaque fois, et elles ont marqué ces rébellions par leurs revendications de liberté. Mais la révolte actuelle est de nature différente, car elle a été directement lancée et contrôlée par des femmes.

Le soulèvement a commencé le jour des funérailles de Jina dans sa ville natale située au Kurdistan iranien. Il s'est rapidement étendu dans cette région marquée par l'oppression nationale et sexuelle pratiquée par le régime théocratique depuis le premier jour de son arrivée au pouvoir. Les rues y sont devenues effervescentes. « *Jin, Jiyan, Azadi* » fut le principal slogan scandé et celui de « *Zan, Zéndégui, Azadi* » (sa traduction en persan) lui a fait écho dans d'autres villes d'Iran. Il s'est également répandu dans toutes les langues pour exprimer la solidarité internationale des peuples du monde avec les femmes iraniennes.

L'assassinat d'une jeune femme ordinaire est en Iran un événement malheureusement fréquent, socialement considéré comme banal. Pour le régime théocratique, de tels meurtres ont peu d'importance. Celui de Jina est néanmoins devenu très rapidement une affaire nationale pouvant ébranler les fondations du régime, et a également pris une dimension internationale.

Si des femmes ont très courageuse-

ment été à l'origine du déclenchement de la crise actuelle, c'est parce qu'elles sont les premières victimes de la contre-révolution islamique et qu'elles subissent depuis 44 ans un système oppressif les réduisant en citoyennes de second rang. Un bref résumé de l'histoire de la société iranienne et du statut des femmes sous la République islamique est indispensable pour comprendre ce qui se passe actuellement dans le pays.

## Retour sur le renversement du régime monarchique

En 1977-1979, la révolution contre la dictature du Chah et pour l'obtention de la liberté politique a été l'une des révolutions les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle. Elle a connu un degré incroyable de participation des masses et a duré deux ans.

Pendant les quatre derniers mois menant à l'insurrection du 13 février 1979, une grève générale a eu lieu impliquant plus de 4 millions de salarié·es. On a assisté dans les entreprises à une explosion de comités de grève, de syndicats et de conseils ouvriers (*chora* en persan). Ces derniers entendaient exercer un contrôle sur la production ou encore enquêter sur les contrats conclus avec des sociétés étrangères. Simultanément, la plupart des secteurs urbains étaient sous le contrôle de comités de quartier.

Alors que Khomeiny cherchait à négocier une transition en douceur, une insurrection populaire a eu lieu à Téhéran du 9 au 13 février 1979. Elle a débouché sur l'abolition de la monarchie.

La nuit de l'insurrection de Téhéran, on a estimé que plus de 300 000 revolvers et mitrailleuses avaient été dévalisés dans diverses casernes militaires et distribués à la population. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que Khomeiny ait dû organiser l'une des contre-révolutions les plus rusées et les plus sanglantes de l'histoire récente.

Le nouveau gouvernement a décrété la nationalisation totale de l'industrie pétrolière (26 février 1979), puis la nationalisation de l'industrie (16 juin).

● **La mise en place d'une théocratie islamique fascisante de type mussolinien.**

Aussitôt commencée, la révolution a été déclarée terminée par ceux qu'elle avait portés au pouvoir. Khomeiny ordonna d'empêcher que « *les armes tombent aux mains des ennemis de l'Islam* » et a déclaré : « *Je n'admettrai pas l'anarchie* ».

Dès les jours suivants, les religieux ont

1. H. Sépéhr, « Où va la république islamique », *Inprecor* n° 553/554 de septembre-octobre 2009 : [www.inprecor.fr/article-Iran-ù-va-la-République-Islamique?id=772](http://www.inprecor.fr/article-Iran-ù-va-la-République-Islamique?id=772)

2. H. Sépéhr, « Iran – Un tournant politique radical », *À l'encontre*, 2 mars 2018 : <http://alencontre.org/moyenorient/iran/iran-un-tournant-politique-radical.html>

3. H. Sépéhr, « Iran : après le tremblement de terre, le tremblement social », *Inprecor* n° 647, janvier 2018 : <http://www.inprecor.fr/article-Après-le-tremblement-de-terre,-le-tremblement-social?id=2095>

mis en place des comités dans les quartiers et les lieux de travail. Ces Comités Imam Khomeiny s'employèrent à poursuivre la récupération systématique des armes et à établir l'ordre capitaliste-islamique. Les miliciens islamistes eurent le droit de tirer sur les personnes armées circulant sans autorisation. De même la Savak, la sinistre police politique du Chah, fut remplacée par la Savama. Mais si le sigle changeait, beaucoup de ses membres restaient les mêmes et son fonctionnement ne changeait pas.

Parallèlement, l'autre mesure d'urgence du nouveau régime fut d'appeler « *les chers ouvriers* », comme disaient les religieux, à reprendre le travail, et en particulier à augmenter la production pétrolière.

Bien sûr, les Mollahs durent faire tomber des têtes et exécuter quelques fournées d'officiers, dont des responsables de la police et de la Savak, trop haïs et trop compromis avec le régime du Chah. Mais des « *cerveaux* » de l'ancien régime restèrent en place, notamment pour mettre en place la Savama, la nouvelle police politique.

L'armée avait certes été ébranlée par l'insurrection de Téhéran. Mais l'état-major, en se ralliant relativement vite, en avait préservé l'essentiel. La haute administration et une bonne partie de la Savak sortirent de cette épuration globalement intactes. Dès le 18 avril, Khomeiny proclama une *Journée de l'armée* avec un défilé à Téhéran. En juin, il annonça une amnistie en faveur des militaires et des policiers. Et, à partir de juillet, il devenait interdit de porter plainte contre eux.

La hiérarchie militaire avait été l'enfant chérie du Chah. Ses membres avaient été formés aux États-Unis et Khomeiny pouvait à juste titre craindre des complots de sa part. Ainsi, après le raid américain contre l'Iran en avril 1980, on apprit que plus de deux cents militaires iraniens avaient participé à une conjuration.

Le problème posé par l'armée fut sans doute l'une des raisons qui poussèrent le nouveau régime à promouvoir et organiser des corps de répression armés plus directement loyaux envers lui et à son idéologie : le Corps des Gardiens de la révolution (*Pasdaran*) ainsi que diverses autres milices paramilitaires islamiques, recrutées en grande partie dans la jeunesse misérable, les voyous, les criminels de droit commun et le lumpen-prolétariat. Ces forces furent encadrées par des milliers de mollahs ou d'apprentis-mollahs. Elles avaient de plus la capacité d'encadrer et contrôler la population, ce qui était

hors de portée de l'armée classique.

Durant des semaines, et même des mois, après le renversement de la monarchie, les villes, puis plus sporadiquement les campagnes, connurent un bouillonnement politique et social. De nouveaux comités généralement impulsés ou en tout cas pris en mains par des militants islamiques, apparurent dans les quartiers et lieux de travail. Mais simultanément ces comités traduisaient, y compris de façon déformée, l'aspiration générale de la population à exercer un certain pouvoir. Ceux-ci furent ensuite structurés au niveau des villes sous la direction de religieux.

Dans les usines, l'effervescence et l'enthousiasme régnèrent pendant quelque temps. Des sortes de conseils de travailleurs (les *Choras*), apparurent dans un certain nombre d'entre elles. Les ouvriers cherchaient à détecter les agents de la Savak, revendiquaient pour les salaires, mais aussi pour pouvoir nommer les dirigeants de leur entreprise lorsque, comme c'était souvent le cas, les anciens avaient mis la clé sous la porte.

La plupart des *Choras* n'étaient pas consciemment des structures de contestation, même s'il leur arrivait de gêner la production. Et même si la classe ouvrière put, durant cette époque, faire quelques pas dans l'apprentissage de la discussion libre et de l'organisation élémentaire, les militants islamiques conservèrent en fin de compte le contrôle des comités de travailleurs, qui furent transformés en simples instruments de contrôle et d'espionnage du régime et

finirent par tenir lieu de police khomeyniste.

Les divers comités auraient-ils pu devenir l'embryon d'organes indépendants de la classe ouvrière ? Peut-être. Mais il aurait fallu que les principales organisations de gauche ayant des militant·es dans ces structures, proposent une autre politique que celle de soutenir le nouveau régime. Malheureusement, presque toutes avaient de profondes racines staliniennes et vouaient la révolution à en rester à un stade anti-impérialiste. L'heure n'était pas pour elles à lutter simultanément pour la démocratie et encore moins le socialisme qu'elles renvoyaient à un avenir lointain. Voyant dans Khomeiny le champion de la lutte contre « *le grand Satan impérialiste* », les principales organisations se réclamant de la gauche firent bloc avec lui contre la bourgeoisie libérale. Elles accusèrent les courants de gauche voulant lutter simultanément contre l'impérialisme, pour la démocratie et pour le socialisme d'être la 5<sup>e</sup> colonne de la contre-révolution (4).

La première opposition ouverte rencontrée par le nouveau régime fut celle des populations des différentes minorités opprimées dans le Baloutchistan, le Turkménistan, le Khuzestân pétrolier (où la population est en partie arabe et non persane), et surtout le Kurdistan avec ses traditions de lutte pour l'autonomie culturelle et où les organisations nationalistes réclamaient une forme d'autonomie.

Pour ces minorités, l'empire des Pahlavis avait été une « *prison des peuples non perses* ».

## 2. Les femmes dans la révolution de 1979 et après

L'histoire spécifique du voile et du dévoilement dans l'Iran moderne est, bien entendu, longue et compliquée.

### L'époque de la monarchie

En 1936, pendant la dictature de Reza Chah, un décret gouvernemental a interdit aux femmes le port du voile en public. Ce dévoilement obligatoire a reconfiguré le signifiant islamique, dénaturant la marque de la féminité « *traditionnelle* », inscrivant « *la femme naturelle et moderne* » comme une seconde nature féminine renforcée. À ce propos, Afsaneh Najmabadi, chercheuse sur le féminisme en Iran, se souvient de l'histoire de sa mère : « *Après que Reza Chah eut décrété le dévoilement obligatoire des femmes en public (janvier 1936), elle et d'autres femmes ont travaillé*

*pendant plusieurs jours face aux murs, afin d'éviter le regard masculin* ». Dans son article, elle souligne le caractère momentané de cette ambivalence en expliquant comment « *une fois habituées au dévoilement, tant de possibilités dans la vie publique s'ouvraient aux femmes... c'était une expérience à la fois oppressive mais aussi significativement émancipatrice* ». (5)

Dans les décennies antérieures à la révolution de février 1979, il n'existait pas de mouvement des femmes en Iran. Ce qui avait pris forme après la révolution constitutionnelle de 1906 puis dans les années 1941-1953, même très limité, est mort

4. H. Sépéhr, « Sur la nature du régime iranien », Europe solidaire sans frontières, 15 septembre 2007 : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article43198>

5. Afsaneh Najmabadi, « Veiled Discourse-Unveiled Bodies », *Feminist Studies* vol. 19, n° 3, Autumn, 1993

## Iran

avec le coup d'État de 1953. Dans les années de dictature ayant suivi celui-ci, chaque fois que la « *question des femmes* » était posée, c'était à l'initiative du gouvernement et en relation avec les besoins de l'ordre existant.

Dans la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale, le développement capitaliste en Iran avait répondu aux nouveaux besoins du capitalisme mondial. Il avait été le fait de l'État iranien. Le cadre législatif correspondant a été parfois mis en place progressivement, et parfois d'un seul coup. Le développement inégal et combiné de l'économie s'est traduit par une combinaison bancale entre, d'une part, les secteurs modernes de la production et les administrations liées à l'impérialisme et, d'autre part, le cadre général précapitaliste. Il en a résulté des problèmes particuliers se reflétant à différents niveaux.

Il en allait de même concernant « *la question des femmes* ». Pour faire correspondre les anciennes relations sociales avec le nouveau mode de production, des lois ont été empruntées aux pays capitalistes avancés. Dans ces pays, elles avaient été obtenues par des années de lutte, et notamment celles relatives aux droits des femmes. La « *femme libérée* » a été le porte-drapeau du discours sur « *l'Iran au seuil d'une grande civilisation* ». Dans les grandes villes, une partie non négligeable des femmes se sont mises à travailler à l'extérieur du foyer. Mais cela constituait un mauvais rapiéçage, détonnant sur un large fond d'arriération. Il en allait de même pour le petit nombre d'usines et de fermes industrielles noyées dans un océan de petits ateliers et de fermes permettant à peine à leurs propriétaires de vivre.

Avec la machine à laver, l'aspirateur, la gazinière etc. le modèle de la « *femme nouvelle* » est arrivé. Celle-ci n'était pas simplement une consommatrice, elle était instruite, elle travaillait et était éligible à des droits sociaux. Elle devait simultanément être une bonne mère pour ses enfants et une bonne épouse pour son mari. Ce tableau était mis en avant pour que « *la grande civilisation* » soit mieux acceptée par l'opinion iranienne et internationale.

Dans ces conditions, ont été octroyées des lois de protection de la famille, le droit de vote pour les femmes, l'éducation obligatoire pour les filles et les garçons, des cliniques de planning familial rendant possible l'exercice du droit à l'avortement, des crèches publiques pour les employées et les ouvrières, l'apprentissage professionnel pour les femmes, etc.

Dans les pays capitalistes avancés,

ces droits et possibilités avaient été obtenus par les femmes elles-mêmes, après d'importantes luttes. En Iran, ils ont été introduits, d'une façon incomplète et superficielle dans le code civil, la législation du travail et de la sécurité sociale.

À cause des conditions arriérées de l'Iran (l'analphabétisme de la majorité des femmes, les conditions de vie précapitalistes, la position dominée des femmes au sein des familles traditionnelles), le bénéfice de ces lois a été limité à un très petit nombre de femmes. Et c'est seulement dans les années 1970 (à la fin du règne de Mohammad Reza Pahlavi) que les avantages procurés par un certain nombre de ces lois se sont relativement généralisés.

### La révolution de 1979

À l'époque de la monarchie, les revendications spécifiques des femmes n'ont jamais été mises en avant. Il n'existait pas de tradition de lutte pour la libération des femmes, et encore moins d'organisations féministes. Cette situation n'a pas changé lors du processus révolutionnaire ayant renversé le Chah, malgré la participation de nombre de femmes à celui-ci.

Il est souvent affirmé que la participation massive des femmes dans la lutte contre le Chah était « *une des particularités de la révolution iranienne de 1979* » et que la raison de cette large implication était une volonté « *d'intervenir dans le destin politique de la société* ». Mais il ne faut pas oublier qu'une partie importante de ces manifestantes appartenaient aux couches les plus arriérées des partisans de l'Imam Khomeiny. Elles s'étaient mises en mouvement non seulement contre le Chah, mais également contre le fait que « *la liberté des femmes* » avait été octroyée par en haut. L'incompréhension de ce problème est une des « *particularités* » de cette révolution. Du point de vue de la « *question des femmes* », la compréhension de cet aspect est très importante.

Lors de la révolution de 1979, l'absence de direction, de programme révolutionnaire et d'organisations adéquates était indéniable. Et cela ne concerne pas que la « *question des femmes* ». Il est nécessaire de prendre en compte toutes les insuffisances, les maladresses et les trahisons.

Mais cela vaut également pour la dimension femmes dont il faut étudier tous les aspects. C'est seulement ainsi qu'il sera possible de comprendre les raisons de l'échec du mouvement des femmes après la révolution, et empêcher qu'il se reproduise dans les luttes futures.

Sous la houlette de l'alliance entre le clergé et la bourgeoisie libérale, la contre-révolution islamique a tout d'abord assuré la direction, sans rivale, de la lutte contre le Chah. Elle a ensuite révélé sa nature réactionnaire et misogyne. Dans les manifestations, les rangs des hommes et des femmes ont été séparés et les femmes sans voile n'ont pas été acceptées.

Dès le début, les femmes du « *parti de Dieu* » ont été ouvertement recrutées et organisées dans les mosquées contre le fait de ne pas porter le tchador, assimilé à de la prostitution. Simultanément, les manifestations des forces politiques non religieuses subissaient les violentes attaques des « *membres du parti de Dieu* ». Mais l'ampleur de la revendication de la chute du Chah a soustrait au regard social la nature de ces forces ultra réactionnaires qui, pour dévoyer et limiter le mouvement révolutionnaire de la population, s'attaquaient à tout mouvement non contrôlé par les religieux.

### La contre-révolution islamique

Dès les premiers jours après l'insurrection et la stabilisation du gouvernement provisoire, les ordres de Khomeiny pour faire sortir les femmes de la scène sociale ont commencé à être appliquées. Après seulement 20 jours, le droit des femmes d'être juge a été supprimé par un ordre de quelques lignes, et le problème du port du voile a été mis en avant. L'annonce de cette nouvelle a coïncidé avec la journée internationale des femmes de 1979. Une partie des femmes ayant été confrontées à des attaques ouvertes contre leurs droits élémentaires, avaient compris, avant d'autres, la nature réactionnaire du régime. Et pour la première fois depuis des années, elles ont participé à des manifestations de rue pour défendre leurs droits, une méthode de lutte qu'elles avaient apprise pendant le soulèvement. Et malgré les circonstances, elles ont obligé le régime à reculer provisoirement sur l'obligation du port du voile.

Avec la stabilisation de la contre-révolution, l'attaque contre les droits des femmes a recommencé. En l'absence de luttes conséquentes et organisées des femmes, ce premier recul a été suivi d'une série d'attaques contre leur situation socio-économique. À chaque nouvelle attaque du pouvoir, la réaction des femmes devenait petit à petit plus limitée, et la répression s'en trouvait facilitée. Jusqu'à ce que la possibilité de se défendre disparaisse.

Le potentiel de combativité des femmes dans la première période suivant l'insurrection a montré la possibilité d'organi-

ser des luttes pour obtenir davantage de droits. Mais ceux qui se prétendaient leurs dirigeants n'avaient pas préparé de stratégie offensive dans ce but. Ils ne disposaient pas non plus de stratégie défensive et ont reculé avant la masse des femmes. Résultat : l'inégalité sociale entre les femmes et les hommes est devenue chaque jour plus criante, et les femmes ont perdu le peu de droits qui leur avaient été octroyés avant 1979.

Désormais, la femme n'était plus considérée comme un être humain à part entière, mais comme une moitié d'être humain : « *Les femmes, quant à elles, ont des droits équivalents à leurs obligations, conformément à la bienséance. Mais les hommes ont cependant une prédominance sur elles. Et Allah est Puissant et Sage.* » (Coran, Sourate Al-Baqara)

Les préceptes islamiques enlèvent pratiquement tout droit aux femmes. Ce sont les besoins du gouvernement islamique et le rapport de forces entre révolution et contre-révolution qui déterminent l'ampleur des mesures restrictives figurant dans les lois.

Les femmes ont perdu le droit de choisir leurs vêtements. La femme « *sans-voile* » a été présentée comme une lépreuse sociale. Et si une femme refusait de porter les vêtements choisis par ces messieurs, sa photo avec commentaire était collée sur les murs des magasins, des hôpitaux, des bureaux, etc. On la privait du droit de faire des achats, de manger, de se soigner, de travailler, de voyager, de s'instruire, etc. En plus de cela, le mari, le père et le frère d'une femme avaient chacun la possibilité de lui interdire de travailler, de voyager et même de sortir de la maison. Même les femmes partisans de la République islamique étaient victimes de telles mesures... quand le gouvernement n'avait pas besoin de leur participation active dans ses manœuvres contre-révolutionnaires.

La Constitution, les lois adoptées par l'Assemblée islamique, le Code de travail, ainsi que la réglementation des ministères du travail, de l'éducation et des autres administrations gouvernementales s'appuyaient désormais sur les préceptes islamiques. Derrière de jolies phrases sur les mères et les sœurs, ces textes entérinaient l'infériorité des femmes et leur disparition de la scène sociale.

Durant les premières années de la République islamique, des centaines de livres, articles et essais sur les droits des femmes (en vérité sur l'absence de droits des femmes) ont été imprimés. Ces attaques ont toutes eu lieu sous couvert « de

*la défense des vertus et de la chasteté des femmes respectables* ». Elles allaient au-delà des articles dans la presse ou d'amendements de la Constitution, et portaient des coups mortels à la position sociale des femmes.

Une véritable « *épuration* » sociale a été mise en place à travers une série de mesures : licenciements de travailleuses ; exclusion des femmes de la haute fonction publique ; propagande contre le travail des femmes ; instauration de barrages dans l'éducation, la formation professionnelle et le travail des femmes dans de nombreuses branches, en particulier les carrières techniques et l'agriculture ; réduction du nombre des crèches publiques et l'adoption de lois interdisant l'accès aux crèches pour une partie des femmes ayant un emploi ; et dernièrement, adoption du décret sur le travail à mi-temps des femmes.

Mais à la maison aussi les choses ont empiré : incitation des mères à rester au foyer pour élever leurs enfants ; réduction des droits des mères sur leurs enfants ; suppression des articles électroménagers modernes de la liste des produits dont la fabrication ou l'importation est jugée nécessaire ; fermeture d'une grande partie des usines fabriquant des plats cuisinés ; réduction des services médicaux dédiés aux femmes ; adoption de lourdes peines pour l'avortement ; développement de la polygamie et du « *mariage temporaire* » présentés comme des devoirs religieux pour « *aider les nécessiteux* ».

Faut-il considérer que la suppression de ces droits sociaux des femmes est due uniquement à la politique à courte vue du clergé, comme le pensaient beaucoup de femmes ? Ou s'agit-il, comme l'expliquent beaucoup d'intellectuels de gauche, d'un des aspects de la politique du capitalisme iranien failli pour tenter d'en finir avec la crise structurelle et le problème du chômage ? Une chose est claire : ces attaques n'ont pas un impact suffisant pour résoudre la crise du capitalisme iranien.

L'ensemble de ces mesures n'est pas quelque chose de provisoire ou de conjoncturel. Un regard sur les soi-disant « *luttes* » passées des religieux pour la création de la société islamique clarifie ce point. À l'époque, ils n'avaient pas encore pris le pouvoir, et ne considéraient pas que résoudre la crise structurelle de la société faisait partie de leurs devoirs. Dans le cadre de leur campagne contre l'égalité des droits sociaux entre les femmes et les hommes, ils expliquaient dans les années 1960 :

● « *Le pouvoir actuel a en vue d'adopter et de pratiquer l'égalité des droits de la*

*femme et de l'homme c'est-à-dire de piétiner les commandements du Coran miséricordieux* ». (Déclaration de Khomeiny, mars 1963).

● « *Détestez l'égalité des droits entre des hommes et des femmes et la participation des femmes dans la société qui entraîne la corruption et la prolifération du vice, aidez la religion de Dieu* ». (Déclaration de février 1964).

Les efforts réactionnaires du clergé pour créer une société islamique remontent à la période de la révolution constitutionnelle de 1906. Les Mollahs, ces parasites oubliés de l'histoire, s'opposaient dès le début à tout mouvement promettant de nouvelles relations sociales. Et partout où l'on entendait le chant de la démocratie, de la liberté et de la modernité, ils opposaient le cri de « *la religion se perd* ».

Parmi les questions à l'ordre du jour pendant et après la révolution constitutionnelle figuraient celles relatives aux droits des femmes : droit de vote pour les femmes, écoles pour les filles, etc. Les principaux opposants à de telles mesures étaient les religieux réactionnaires. Les intellectuels qui en étaient partisans se sont retrouvés face à la massue de l'excommunication.

Avec le début de l'hégémonie des rapports capitalistes en Iran, les bases du pouvoir des religieux se sont effritées. Ils furent éloignés des structures qui pendant des décennies, leur avaient permis de rançonner la population. Les structures de l'État moderne ont limité leur domination dans des domaines comme la justice, les finances, les pèlerinages, les fondations et dotations religieuses (*waqf*). Et petit à petit on en était arrivé à ce que les écoles religieuses travaillent sous la tutelle de l'Éducation nationale.

Le clergé s'est transformé en une structure uniquement idéologique, et même dans ce domaine il perdait son influence en particulier dans les grandes villes et parmi les jeunes. Il s'est donc dressé pour défendre son existence. Une lutte qui, en même temps, ne pouvait pas s'attaquer aux bases essentielles et structurelles du capitalisme. Le clergé s'était donc essentiellement contenté de guerroyer contre les changements concernant les structures de la famille traditionnelle et le rôle social des femmes.

Au début des années 1950, deux parties importantes du programme proposé par Navab Safavi, le chef de file islamique allié au gouvernement de Mossadegh, étaient l'exclusion des femmes des administrations et l'obligation pour les femmes de porter le voile en public.

## Iran

Après la révolution de 1979, ces deux points figureront en tête du programme des comités islamiques créés par le premier gouvernement, composé de libéraux et d'islamistes modérés.

En plus de l'opposition à la réforme agraire, une des plus importantes raisons de l'opposition de Khomeiny à la révolution blanche du Chah était son opposition au droit de vote des femmes. Toutes les oppositions religieuses étaient hostiles à la participation des femmes à la vie sociale. Non pas, comme cela est parfois prétendu aujourd'hui, contre sa forme « *occidentalisation* ». Non pas pour s'opposer à la transformation de la force de travail des femmes en marchandise dans le cadre du marché capitaliste. Dans la société capitaliste, la force de travail prend en effet la forme de marchandise, qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme. Et la disparition des relations marchandes dominant la société ne peut résulter que de la lutte de classes et de l'instauration du socialisme.

Le clergé, est organiquement lié à la société de classes. Et il en vit. Sous couvert de lutter contre la transformation en marchandise de la force de travail des femmes, il essaye d'effacer celles-ci de la scène sociale. En gardant les femmes prisonnières des liens précapitalistes et en maintenant en arrière la moitié de la société, le clergé ne s'oppose pas aux bases du capitalisme, mais fait la guerre contre un symbole. « *La femme libre* » était en effet le symbole brandi par Reza Chah et son fils Mohammad Reza Chah pour prouver leur prétendu modernisme. Les religieux l'ont maintenant remplacé par celui de « *la femme voilée* », symbolisant l'islamisation de la société.

### Les raisons des attaques contre les droits des femmes

Pourquoi ces attaques contre les droits des femmes peuvent-elles si largement être mises en œuvre et se perpétuer ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de prendre en compte la structure du capitalisme iranien et la place infime occupée par les femmes dans les activités productives ainsi que le rapport de forces entre révolution et contre-révolution.

Les attaques effectuées en ce moment contre les positions sociales des femmes vont dans le même sens que les solutions dont le capitalisme iranien a besoin pour tenter de surmonter sa crise : le licenciement des femmes, la fermeture des crèches, la diminution des dépenses des services sociaux dépendant de l'État...

Bien sûr, l'influence que ces mesures

pourraient avoir sur la crise ne suffit pas à expliquer les attaques du clergé dès qu'il est arrivé au pouvoir, à une époque où sa domination n'était pas encore stabilisée.

Le début des attaques est dû, d'une part, à l'idéologie des réactionnaires au pouvoir et à la nécessité de stabiliser celle-ci. Cette orientation s'est développée et a été pérennisée parce qu'elle va dans le sens des besoins du capitalisme en crise. D'autre part, à l'absence d'une résistance organisée et dotée d'un programme pour les femmes. Il ne faut pas oublier qu'à la même époque le pouvoir lançait des attaques sauvages et généralisées contre le mouvement révolutionnaire. La pratique de la gauche iranienne et son attitude erronée par rapport à différents aspects de la lutte révolutionnaire – et en particulier sur la question des femmes – ont joué un rôle important dans la garantie de succès du régime.

Comme nous l'avons signalé précédemment, au moment des mouvements contre le régime du Chah, les femmes n'ont eu nulle part une participation indépendante dans la lutte. Ceux qui se préparaient à prendre le pouvoir s'étaient organisés pendant des mois avant l'insurrection et descendaient dans la rue avec des slogans précis. Il n'y avait pratiquement pas de femmes parmi eux.

Les femmes du « *parti de Dieu* » étaient organisées par les mosquées autour de slogans réactionnaires. Elles ont commencé à participer aux manifestations, en particulier en province, environ six mois avant l'insurrection de février 1979. À partir de cette date, les femmes sans voile ont été injuriées et parfois tabassées dans les rues par des membres du « *parti de Dieu* », en particulier les jours de manifestations.

Alors que de nombreuses femmes avaient participé aux manifestations appelant à la chute du Chah et du régime dictatorial, les attaques contre les femmes ont commencé après l'installation du gouvernement provisoire. Et c'est à ce moment-là que, pour la première fois, des femmes se sont mobilisées en tant que femmes pour la défense de leurs droits.

### La gauche iranienne et les femmes

Avant 1979, de multiples organisations se réclamant du marxisme-léninisme, de la révolution et de la classe ouvrière existaient en Iran. En pratique, dans la période révolutionnaire précédant l'insurrection, elles se sont contentées d'être suivistes à l'égard du soulèvement. Elles n'ont jamais

tenté de mettre en avant un programme indépendant, destiné à élever le niveau de la lutte, de l'organiser et de l'orienter vers une révolution sociale.

Simultanément, ces organisations se sont retrouvées face à la mobilisation des femmes. Même si un certain nombre de leurs membres ont applaudi celle-ci, ces organisations de gauche n'ont rien trouvé dans leur éducation politique antérieure leur proposant un positionnement précis concernant le mouvement des femmes et les actions à entreprendre avec lui. Cette faiblesse de la gauche est devenue plus claire par la suite, avec la poursuite des attaques contre les droits des femmes.

Après 1953 et la trahison du parti Tudeh (parti stalinien pro-Moscou), les courants de gauche essayant de rompre avec la ligne de Moscou ont conservé comme principale source d'inspiration la même école de pensée et ses différentes variantes (notamment les groupes pro-chinois, pro-cubains, et pro-albanais). Confrontées à la révolution, ces organisations n'ont pas eu de positionnement stable. Les révolutionnaires qui se voyaient les mains vides et n'avaient rien à proposer aux travailleurs et aux travailleuses se sont mis à leur remorque. À la vue d'un ouvrier, leurs membres perdaient tout contrôle. Ils et elles l'écoutaient amoureusement. Ils et elles faisaient du « *peuple* » et de sa force infinie, un Dieu auquel ils et elles se soumettaient au lieu de lui proposer un chemin. Et lorsqu'un ouvrier parlait de l'exploitation, ils et elles étaient extasiés et voyaient la révolution socialiste à portée de main.

Un peuple qui leur apparaissait d'autant plus révolutionnaire qu'il avait des vêtements les plus déchirés, une maison la moins habitable et des poches les plus vides. Quiconque injurait l'Amérique devenait anti-impérialiste. Et il leur était possible de fermer les yeux sur ses actes contre-révolutionnaires envers la démocratie, les libertés, les femmes, les ouvrières, la répression au Kurdistan, etc.

Il n'est pas possible ici de parler de tous les aspects de cette faiblesse de la gauche pendant cette période. Il est par contre du devoir des marxistes de tirer les leçons des luttes, des échecs et des raisons de ceux-ci.

Les organisations se réclamant du communisme devraient faire de la question des femmes une de leurs principales priorités. Ce n'est malheureusement pas le cas. Le peu de traduction de livres marxistes sur ce sujet témoigne d'une part du manque d'attention de la gauche à la libération des femmes, d'autre part explique le manque de connaissance de militant·es sur ce sujet.

Sans connaître les discussions ayant lieu depuis des années au sein du mouvement ouvrier international, différents arguments caricaturaux étaient mis en avant : « *une intervention spécifique en direction des femmes divise les rangs de la classe ouvrière* » ; « *la défense des droits des femmes renforce les femmes bourgeoises* » ; « *c'est le travail des libéraux* » ; « *c'est la bourgeoisie qui bénéficie le plus du mouvement des femmes, par exemple c'est en les utilisant qu'elle a organisé au Chili le coup d'État contre Allende* ». Des phrases de ce genre étaient assénées, et on en restait là. Elles permettaient de justifier l'inaction d'une partie importante de la gauche sur la question des femmes.

Une part relativement importante de la gauche iranienne pensait et pense toujours que la réalisation de l'égalité sociale entre femmes et hommes est subordonnée à la réalisation préalable de la révolution sociale. Elle ne reconnaissait pas en conséquence la nécessité d'une lutte spécifique des femmes avant la révolution.

Ceux qui reprennent aujourd'hui à leur compte ces conceptions héritées du passé, ne considèrent pas que la révolution sociale et l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange constituent également l'apogée de la lutte pour la libération des femmes. Cette révolution sociale ne constitue ni point de départ de la lutte des femmes, ni son point final.

La révolution sociale est subordonnée à l'organisation de la lutte dans les différentes couches de la population, y compris les femmes. Il ne s'agit pas de se tourner les pouces et de penser que la révolution se fera toute seule et résoudra tous nos problèmes.

Dans la propagande révolutionnaire, il est souvent expliqué que la disparition de l'oppression des femmes résultera de la révolution sous la direction de la classe ouvrière. Le premier problème posé est d'amener la classe ouvrière à la conclusion qu'elle doit se préparer à prendre le pouvoir. Le second est que la classe ouvrière, lors des luttes, parvienne à démontrer aux autres couches sociales dominées qu'en s'unissant avec la classe ouvrière elles pourront parvenir à réaliser leurs propres objectifs.

## Les raisons de l'absence d'organisations de femmes

Pourquoi malgré les efforts déployés pour former des organisations de femmes, le résultat n'a pas été probant ? Traditionnellement, le point de vue dominant au sein de la gauche iranienne

concernant la question des femmes et sa relation avec le mouvement ouvrier, était que non seulement les femmes représentaient la moitié de la classe ouvrière, mais qu'elles en constituaient la partie la plus arriérée. Il s'agissait donc de les amener au même niveau que le reste de la classe ouvrière. Il fallait donc faire connaître aux femmes les idées du parti révolutionnaire, afin qu'elles puissent ensuite, sous la direction du parti, lutter au coude à coude avec le reste de la classe ouvrière pour la victoire de la révolution.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, quelques pas dans cette voie ont été franchis, et l'importance du travail du parti révolutionnaire en direction des femmes a été soulignée. Mais la poursuite de cette orientation a rencontré de nombreux obstacles en Iran, comme dans de nombreux pays. Au lieu de continuer à avancer, on a même reculé. Et l'importance de ce recul était telle que, pendant de longues années, les efforts visant à élaborer et mettre en œuvre un programme révolutionnaire, incluant les apports du mouvement des femmes, sont restés infimes.

La gauche iranienne, qui avait comme source principale le stalinisme, n'a pas compris cette première expérience. Elle n'a pas non plus réussi à s'enrichir des nouvelles expériences du mouvement ouvrier mondial.

La révolution russe de 1917 a, dans un premier temps, constitué une menace mortelle pour le capitalisme au niveau mondial. Mais, à la suite de la bureaucratisation du Parti bolchevik et de l'État issu de cette révolution, le régime en place en URSS est devenu un des principaux obstacles à l'activité et à la pensée révolutionnaires.

Au bout de quelques années, les premières initiatives prises en URSS pour mettre fin à l'oppression des femmes étaient tombées dans un cul-de-sac. La fin des discriminations dont étaient victimes les femmes nécessitait notamment des dépenses importantes pour la création de crèches, de services publics, ainsi que l'accès des femmes à une formation générale et professionnelle de qualité. La mise en œuvre de ces mesures est entrée en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie.

Lors de la révolution russe, les femmes n'avaient pas d'organisation de défense de leurs droits. C'est une des raisons pour lesquelles la lutte pour la satisfaction de leurs revendications n'a pas pu continuer. La seule organisation de femmes d'URSS était placée sous la direction du Parti communiste. Avec la dégénérescence de celui-ci, l'or-

ganisation de femmes a suivi le même chemin et est devenue un des rouages de l'appareil bureaucratique au pouvoir.

Le travail ménager et l'éducation des enfants dans « *le paradis socialiste* » sont retombés, une fois de plus, sur les épaules des femmes. Des articles ont été publiés pour glorifier la famille. Et l'appareil idéologique de la bureaucratie a présenté la faiblesse de la socialisation de la production et de la reproduction de la force de travail comme le « *programme intelligent* » du Parti communiste pour maintenir la famille.

L'URSS a donné l'ordre de s'aligner sur sa politique à toutes les organisations liées à elle dans le monde entier. En conséquence, non seulement celles-ci n'ont pas fait avancer les luttes des femmes, mais elles sont au contraire devenues des leviers réactionnaires assurant le maintien de l'oppression des femmes.

Cette orientation a été particulièrement visible dans les pays capitalistes avancés, où l'augmentation du niveau des forces productives d'un côté et les luttes des femmes de l'autre avaient enlevé de nombreux obstacles à l'émancipation des femmes.

Ce type de parti essayait toujours de cacher son rôle réactionnaire derrière des citations de grands noms du marxisme coupées de leur contexte, ainsi que de divers bureaucrates en place.

En Iran, le livre *Lénine et le problème de la libération des femmes*, traduit par Mariam Firouze, une dirigeante du parti Tudeh, est un exemple de ces artifices théoriques utilisant le nom de Lénine. Après la chute de la monarchie ce parti a montré une grande capacité à jouer ce rôle. Le « *Comité démocratique des femmes d'Iran* » avec son journal *Le monde de la femme* a essayé, d'un côté, de justifier, d'une façon indirecte, la politique de compromis du Tudeh avec le régime des Mollahs en expliquant que ce pouvoir, moyenâgeux en ce qui concerne les femmes, avait des qualités progressistes. Et, de l'autre côté, essayer d'élever le niveau de conscience et de lutte, sans toutefois dépasser les limites fixées par le parti.

Durant les trois années où ce journal est paru, on y trouvait notamment des critiques amicales au régime à propos du recul des droits des femmes, des conseils au gouvernement pour dompter les femmes et les amener à soutenir la République islamique, une orientation traditionaliste vide de contenu révolutionnaire, quelques articles consacrés à la « *bonne situation* » des femmes dans les pays du « *camp socialiste* » en tant que ménagère, mère, combattante et productrice.

ce. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que des membres du Tudeh aient été attirés par la République islamique.

Malheureusement, ce type de positionnement est fréquent dans une large fraction de la gauche iranienne. Le peu d'ouvrages se réclamant du marxisme traduit en persan l'ont été, soit par le parti Tudeh, soit par des personnes ou organisations qui en dernière analyse justifiaient la position prévalant en URSS.

Cette pensée monolithique a eu une influence destructrice sur des jeunes se réclamant du marxisme. Une partie d'entre eux (notamment le groupe de guérilla des Fedayin du peuple) ont subi l'influence du stalinisme, essentiellement via le parti Tudeh ou des courants issus de cette formation. Ils et elles n'ont pas été capables de proposer un programme permettant de faire avancer la lutte des femmes et sa structuration, ni de faire connaître les écrits marxistes, ainsi que les expériences accumulées depuis des années par le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes, d'un bout à l'autre du monde.

Il y a environ un siècle et demi, Engels dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* écrivait clairement le programme socialiste pour supprimer l'oppression des femmes : « *Nous marchons maintenant à une révolution sociale dans laquelle les fondements économiques actuels de la monogamie disparaîtront tout aussi sûrement que ceux de son complément, la prostitution. La monogamie est née de la concentration des richesses importantes dans une même main – la main de l'homme – et du désir de léguer ces richesses aux enfants de cet homme, et d'aucun autre. Il fallait pour cela la monogamie de la femme non celle de l'homme, si bien que cette monogamie de la première ne gênait nullement la polygamie avouée ou cachée du second. Mais la révolution sociale imminente, en transformant en propriété sociale à tout le moins la partie de beaucoup la plus considérable des richesses permanentes qui se peuvent léguer, les moyens de production, réduira à leur minimum tous ces soucis de transmission héréditaire.* (...) »

« *La condition des hommes sera donc, en tout cas, profondément transformée. Mais celle des femmes, de toutes les femmes, subira, elle aussi, un important changement. Les moyens de production pas-*

*sant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en une industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique ; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. Du même coup, disparaît l'inquiétude des "suites", cause sociale essentielle – tant morale qu'économique – qui empêche une jeune fille de se donner sans réserve à celui qu'elle aime. Et n'est-ce pas une raison suffisante pour que s'établisse peu à peu une plus grande liberté dans les relations sexuelles, et que se forme en même temps une opinion publique moins intransigeante quant à l'honneur des vierges et au déshonneur des femmes ? » (6)*

Et aujourd'hui, cent cinquante ans après, nos marxistes moralistes et profamille ont fait disparaître cette orientation de leur programme. Ils et elles l'ont réduite à l'égalité de droit entre femmes et hommes, et hésitent même à promettre le reste dans un avenir lointain.

Une autre des raisons de la faiblesse de l'action de groupes petits-bourgeois iraniens soi-disant révolutionnaires, était leur emprisonnement dans la pensée populiste. L'arriération culturelle de la majorité de nos jeunes révolutionnaires était telle qu'ils et elles croyaient que la pauvreté est la source de la révolution et lui vouaient un culte. Ils et elles expliquaient fréquemment que « *le voile n'était pas le problème de nos femmes travailleuses* », « *le droit à l'avortement est bourgeois et ne colle pas avec les idées religieuses du peuple* », et d'autres affirmations du même genre.

Si les travailleurs et travailleuses avaient su que le port obligatoire du voile était une attaque visant leurs droits, s'ils et elles avaient connu les raisons de l'opposition du régime réactionnaire à l'avortement, s'ils avaient su l'importance capitale que la liberté d'expression pouvait jouer dans la chute des régimes capitalistes, quel besoin auraient-ils eu d'intellectuel-les révolutionnaires ?

En fait, les illusions de la population sur tous ces sujets étaient beaucoup moins grandes que ce que pensaient les intellectuel-les petit-bourgeois se réclamant de la gauche. Une des leçons de la révolution de 1979 a été que les travailleurs et travailleuses étaient beaucoup plus conscients qu'eux et qu'elles. Kianouri, le leader du parti Tudeh, a écrit dans ses mémoires : « *Le défaut désastreux de la révolution réside dans le fait que le peuple a été trop radical et trop à gauche* ».

Il existait cependant des personnes et en particulier des femmes qui, cherchant le chemin vers l'organisation des femmes pour la défense de leurs droits, ont essayé de créer une union entre les forces combattantes et ont essayé de trouver une solution. Mais leur dispersion, leur petit nombre, leurs possibilités limitées d'avoir un programme juste de lutte les ont empêchées d'avoir une influence notable dans les événements.

## Les leçons de la révolution et de son échec pour les femmes

Sous l'ancien régime, la résistance des femmes à l'oppression avait été avant tout individuelle et non pas collective. Les droits limités qu'elles avaient obtenus leur avaient été octroyés par en haut. Elles considéraient ces droits comme tellement naturels, elles avaient obtenu une telle confiance en elles-mêmes que, fermant les yeux sur les noirs desseins des religieux pour les femmes, elles se sont voilées pour aller aux manifestations précédant l'insurrection. Elles pensaient que la nécessité politique l'exigeait, et qu'après il serait toujours temps de rejeter le voile. Elles ont, ainsi, participé à la lutte sous la direction d'autres qu'elles-mêmes. Autrement dit, elles n'ont pas lutté de façon indépendante car le terrain n'avait pas été préparé.

Les femmes ayant bénéficié avant 1979 d'un certain nombre de droits sans avoir lutté pour les obtenir, la revendication de l'élargissement de ces droits n'a pas été posée pendant le soulèvement. Et ceci dans des conditions où le bénéfice même de ces quelques droits n'était pas généralisé. Les femmes sont donc rentrées dans la lutte, sans revendication propre pour leur libération et la fin de l'oppression sexuelle dans la société.

Dans les premiers jours suivant l'insurrection, l'optimisme a disparu. Les femmes étaient surprises et désarmées face au début des attaques du régime islamique. Elles n'étaient pas préparées à se défendre. Malgré cela des femmes, surtout celles ayant goûté aux quelques droits octroyés précédemment, se sont défendues et sont descendues dans la rue.

Cette fois, un mouvement propre aux femmes est entré en scène. Un mouvement spontané, sans expérience, sans programme, sans organisation et sans perspectives. Mais plus celui-ci continuait, plus ses faiblesses devenaient évidentes.

Quelques organisations de gauche et quelques intellectuel-les radicaux avaient commencé par effectuer des premiers ges-

6. Friedrich Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, « 2.4 La famille monogamique » : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm>

tes de soutien envers ce mouvement des femmes. Mais rapidement, s'appuyant sur les faiblesses de celui-ci, ils et elles ont déclenché une pluie de critiques contre lui et l'ont boycotté.

Ils et elles attendaient de ce mouvement inexpérimenté et inorganisé des réponses à des problèmes pour lesquels ils et elles ne proposaient rien. Et les efforts faits par certain-es membres, notamment des femmes, de diverses organisations politiques pour proposer des perspectives au mouvement des femmes, ont fait l'objet d'un véritable sabotage.

Pendant que le régime développait et accentuait la répression, les attaques contre les droits des femmes ont pris de plus en plus d'ampleur. Et les militant-es de la cause des femmes, qui avaient participé à la lutte, démoralisé-es et impuissant-es, ont été poussé-es vers l'inaction.

Les attaques contre les droits des femmes avaient commencé avec l'obligation du port du voile dans les lieux publics, mais elles ne se sont pas arrêté-es là et ont atteint une grande ampleur. Le régime est entré en guerre non seulement contre les droits juridiques et politiques des femmes, mais également contre leur position socio-économique.

Les droits des femmes sont un ensemble qui se tient. L'attaque contre n'importe lequel d'entre eux doit être considérée comme une attaque contre l'ensemble de ceux-ci. Elle ne constitue que la préparation des attaques ultérieures. Face à l'offensive contre les droits des femmes, il n'existe aucune barrière garantie autre que les luttes des femmes pour défendre ces droits.

Il aurait été nécessaire que leurs défenseur-es préparent une stratégie pour défendre ces droits. Mais une stratégie offensive était également nécessaire pour approfondir le mouvement des femmes en montrant la réalité de l'oppression des femmes et en luttant contre celle-ci, en élargissant leurs perspectives, en attirant dans les rangs des combattantes un nombre toujours plus important de femmes parmi les plus durement opprimées.

L'élargissement des droits démocratiques des femmes et l'extension de leurs libertés dans la société, sont directement liés. L'évolution de ces deux luttes est le reflet du rapport de forces entre le capital et le travail. S'attaquer à n'importe laquelle de ces luttes signifie vouloir changer ce rapport de forces au profit du capital.

L'absence d'une direction révolutionnaire du mouvement des femmes a entraîné une séparation entre cette lutte et celles se déroulant dans l'ensemble de la société.

Les femmes ne pouvaient pas spontanément voir les liens entre leur lutte spécifique et les autres luttes : celle des conseils ouvriers apparus dans les entreprises, celle du peuple Kurde pour le droit de déterminer librement son avenir, celle pour la liberté d'expression, etc. Et réciproquement, la lutte spécifique des femmes n'a pas eu le soutien des autres luttes. L'absence de coordination entre toutes ces luttes a débouché sur l'échec du mouvement.

S'attendre à ce degré de compréhension et d'homogénéité de la part de mouvements spontanés n'est pas réaliste. L'expérience a démontré une nouvelle fois, que la lutte des femmes aurait eu besoin d'une direction révolutionnaire, simultanément capable d'organiser les femmes pour la satisfaction de leurs revendications spécifiques et d'œuvrer à la coordination nécessaire entre cette lutte et les autres.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que les femmes devraient retarder leur lutte et attendre que dans l'unité avec le prolétariat, la révolution socialiste crée la base matérielle de leur libération. C'est une leçon qu'elles comprendront au cours de leur lutte.

Encore une fois, il est du devoir des révolutionnaires de résumer les faiblesses et les points forts de la lutte pour faire avancer la cause.

Un autre point intéressant concernant le mouvement des femmes est l'origine sociale de celles qui y ont participé. La grande majorité d'entre elles étaient des femmes instruites : employées de bureau, personnel hospitalier et enseignantes. Elles avaient bénéficié plus que d'autres des droits accordés aux femmes sous l'ancien régime. Et cela a été utilisé comme prétexte par certaines forces de gauche pour justifier leur position.

## La nécessité de structuration du mouvement des femmes

Le mouvement actuel des femmes iraniennes peut ouvrir la voie à la structuration de l'immense force des femmes au sein d'une organisation de lutte pour leur émancipation. Une telle organisation pourrait devenir un instrument puissant contre les réactionnaires, les opportunistes et les défenseurs du système capitaliste qui, en raison de leurs intérêts propres, sont partie prenante de l'oppression des femmes.

Ce type d'organisation ne pourra pas être créé par en haut ou par quelques groupes de femmes. Cette organisation doit sortir du cœur même de la lutte et du mouvement des femmes.

Chaque lutte pour la suppression des discriminations sexuelles et sociales des femmes, ainsi que tout succès dans cette voie, met rapidement en cause les anciens rapports sociaux, les anciens jugements et la base de la famille patriarcale qui constitue la principale courroie de transmission des rapports de classe. Et tout au long de ce processus de lutte, la nécessité d'une organisation propre des femmes se fera de plus en plus sentir. Un nombre plus important de femmes verront alors qu'avec une direction juste, il est possible d'aller vers leur émancipation.

L'existence d'un mouvement autonome des femmes est indispensable pour convaincre la grande masse des femmes de la complémentarité entre leur lutte spécifique et celles des autres opprimé-es et exploité-es, ainsi que préparer la lutte pour la fin de toute oppression.

Une telle organisation ne peut pas voir le jour artificiellement, mais il lui faut une direction capable de la structurer et de la diriger. Reste à savoir ce qu'elle pourrait être.

Le problème de l'égalité des femmes et des hommes n'est pas seulement une question juridique. Il ne peut pas être réglé avec la seule obtention de droits juridico-politiques égaux pour les femmes. Cette discrimination est due au partage social du travail. En dernière analyse, elle est l'indication d'un moment particulier de l'histoire sociale, avec un certain partage du travail assignant des devoirs différents aux femmes et aux hommes dans la sphère de la production sociale.

La condition préalable à l'égalité complète des femmes et des hommes est l'existence d'une société débarrassée de cette vieille division de travail. Comme la libération de la classe ouvrière et d'autres couches opprimées de la société, la libération des femmes dépend de la disparition de la société capitaliste et de la création d'une société socialiste débarrassée de toute division sociale du travail, et donc de la division du travail entre l'homme et la femme.

## Parti(s) révolutionnaire(s) et mouvement des femmes

La pleine participation du mouvement des femmes à la révolution n'est possible que s'il existe une force ayant une conscience matérialiste de l'histoire, une vue scientifique de l'oppression et une conscience dialectique de la logique de la lutte pour la libération des femmes. C'est-à-dire une direction socialiste révolutionnaire, permettant de mener d'une façon conséquente cette lutte jusqu'au bout, et de faire

## Iran

en sorte qu'une alliance se réalise entre le mouvement des femmes et les luttes socialistes du prolétariat.

Les militantes du parti doivent prendre toute leur place dans la construction d'un mouvement autonome des femmes, englobant la masse des femmes, reposant sur la démocratie interne et respectant la pluralité des courants politiques participant à ce processus. C'est uniquement de cette façon que les révolutionnaires se réclamant du socialisme peuvent espérer gagner la confiance des femmes, contribuer à homogénéiser leurs forces, lutter contre la satellisation du mouvement des femmes par des courants bourgeois et ainsi parvenir à ce que les propositions des révolutionnaires y deviennent hégémoniques.

Pour y parvenir, les femmes se réclamant de la révolution socialiste doivent défendre leur programme indépendant à l'intérieur du mouvement plus large des femmes. Il est nécessaire pour cela qu'elles participent à une tendance indépendante des femmes partisans de la révolution socialiste. C'est uniquement ainsi que le mouvement des femmes pourra se maintenir sur une orientation révolutionnaire. Sinon, le potentiel de lutte des femmes ne disparaîtra pas pour autant, mais ses objectifs se limiteront alors à la satisfaction des seules revendications compatibles avec les intérêts de la bourgeoisie. Le mouvement des femmes pourrait alors se transformer en un levier aux mains de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, et en dernière analyse contre les femmes elles-mêmes.

Dans la situation actuelle où la question du programme est particulièrement importante, l'existence d'un mouvement des femmes tourné vers la révolution socialiste revêt une importance de premier plan.

En Iran, les femmes ayant participé au mouvement des femmes, même dans de petites organisations, peuvent être d'un grand secours pour capitaliser ces expériences et en tirer les leçons. Non seulement, cela laissera ses empreintes sur le mouvement des femmes, mais une partie de la gauche pourra à cette occasion se libérer de certaines de ses idées petites-bourgeoises.

Une longue route est devant nous et nous en sommes seulement au début. Pouvoir parcourir cette voie dépendra des efforts de chacun·e d'entre nous. Nous avons besoin de toutes les sources d'études sur les origines historiques de l'oppression des femmes, ainsi que de l'expérience du mouvement des femmes au niveau international. Nous avons besoin de connaître précisément les conditions

particulières des femmes, ainsi que la forme particulière de leur oppression sous la République islamique. Nous avons

besoin d'un programme de lutte, écrit pour répondre aux problèmes particuliers des femmes en Iran.

### 3. La douloureuse marche vers la laïcité et la modernité

Le soulèvement des femmes contre le port obligatoire du hijab en public n'est pas seulement un soulèvement féministe et démocratique. Plus fondamentalement, c'est un soulèvement contre la charia islamique, jetant au feu et piétinant le pilier idéologique et identitaire fondamental du régime de la République islamique. Au-delà de son importance révolutionnaire en Iran, cette question a attiré l'attention du monde entier sur la révolte contre le hijab obligatoire, dogme intouchable au sein de l'islam politique. Elle est devenue une source d'inspiration, non seulement dans la région et chez les musulman·es, mais aussi dans les pays occidentaux. Le cancer de l'islam politique s'insinue dans ces pays à travers la propagation du voile islamique, en tirant parti de la législation sur la laïcité et la liberté de s'habiller. En Iran, le renversement actuel des barrières entre les femmes et les hommes, et surtout leur direction conjointe du mouvement, quels que soient la forme et le niveau de lutte, est une autre preuve « *socialement nécessaire* » de l'égalité réelle des femmes et des hommes dans ce soulèvement.

Oser affronter le régime religieux a été l'une des grandes réalisations de ce mouvement. Brûler les portraits de dirigeants et de personnalités religieuses du régime, incendier des séminaires. Faire tomber en public des turbans de mollahs, les ridiculiser d'une manière plus tangible et publique que le fait de proférer des insultes humiliantes à l'encontre de la personne du Guide suprême Khamenei. Le caractère sacré de ce régime politique est brisé à jamais.

Certaines minorités ethniques opprimées ont émergé des cendres de la censure en réclamant leurs droits nationaux bafoués. Le fait qu'aujourd'hui tout le monde ait entendu parler des Baloutches et du Baloutchistan est un acquis irrévocable. Ces nations éveillées ne peuvent pas être renvoyées dans l'oubli de l'opinion publique.

Quoi qu'il arrive désormais, la détermination des peuples à renverser ce régime est irréversible. L'heure n'est plus à s'en remettre à un improbable compromis proposé par le régime. Si le mouvement actuel finissait par s'épuiser et s'essouffler, alors les différents peuples d'Iran empêcheraient le régime de dormir tranquillement comme un serpent dans la maison. L'époque où le pouvoir pouvait gouverner

en toute tranquillité est terminée. À partir de maintenant, cela va devenir pour lui un véritable cauchemar !

Le mouvement Femme, Vie, Liberté s'appuie d'une part sur ses capacités innovantes et d'autre part sur l'impasse des politiques mises en œuvre par le pouvoir. Ce mouvement a ouvert des perspectives d'espoir. On ne sait pas encore sous quelle forme il triomphera, ni par quelles étapes il passera. Mais son irréversibilité est claire, même s'il connaît des fluctuations. Les hauts et les bas du mouvement dépendent d'une part de la conscience de ses valeurs et réalisations passées, d'autre part de la conscience de ses insuffisances et lacunes. Pour cette raison, le bilan présenté ici se concentre sur les valeurs, les innovations, les capacités et les lacunes du mouvement Femme, Vie, Liberté.

La poursuite du soulèvement s'est traduite par la combinaison de manifestations de rue, de mobilisations d'universités et d'écoles, ainsi que des grèves. Cette diversité, cette empathie, cette solidarité et cette ampleur expriment la qualité et la nature de ce nouveau mouvement. Le mouvement Femme, Vie, Liberté est un passage dans la voie de la transition de l'Iran vers la démocratie, la laïcité et la modernité. Aujourd'hui, les signes de lassitude et de fragilité de la République islamique se multiplient.

#### Les spécificités du mouvement Femme, Vie, Liberté

Ses identifiants et caractéristiques sont les suivants :

- Féminin, jeune (filles et garçons), moderne, dynamique, universaliste et ouvert sur le monde extérieur, (« *Mon Dieu, comme le monde est encore jeune et beau !* », écrivait Louis Aragon) ;
- Défenseur de la dignité humaine, de l'égalité des droits, de la liberté de tous et toutes les citoyen·nes ;
- Pour l'égalité des droits des femmes et des hommes dans tous les domaines de la vie sociale ;
- L'opposition aux discriminations, à l'injustice, à l'oppression et à la tyrannie sous toute forme ;
- L'opposition à l'hégémonie des forces politiques traditionnelles ;
- Courage moral et aversion pour l'hypocrisie ;

- Désobéissance civile contre la coercition et la domination ;
- Volonté de vivre mieux et en liberté, aujourd'hui et ici-bas, (et non pas dans un paradis futur situé dans l'au-delà) ;
- Pluraliste, laïc, libertaire et démocratique ;
- Déconstruction des vieux rouages des structures pourries et archaïques de la société, ainsi que du pouvoir ;
- Lutte pour l'indépendance nationale ;
- L'opposition à la manipulation et à l'intervention de puissances étrangères ;
- Méthodes nouvelles, tant dans le contenu que dans la forme, en rupture avec celles des quatre dernières décennies ainsi que d'avant la révolution de 1979 ;
- Opposition radicale à la totalité du système de la République islamique, ainsi qu'aux régimes héréditaires traditionnels comme la monarchie ;
- Éparpillement, absence de direction permettant de faire avancer la lutte, tant dans les espaces réels que virtuels. Nature non verticale et non hiérarchique du militantisme de terrain ;
- Rôle déterminant des technologies numériques dans le domaine de la communication et de l'information, en l'absence d'organisations militantes comme les partis politiques, les syndicats etc. ;
- Caractère pacifique et non violent du mouvement, signe de sa maturité face à un régime violent et sanguinaire.

### Les résultats du mouvement à ce jour

- Raviver et développer l'esprit de courage, de sacrifice, de confiance en soi et d'espoir ;
- Faire tomber le mur de la peur, et passer de la protestation à l'offensive ;
- Attirer le soutien d'une grande partie des populations à l'intérieur du pays et dans la diaspora ;
- Impulser une nouvelle culture moderne propre à ce mouvement (dans les domaines poétique, littéraire, musical, visuel etc.) ;
- Attirer le soutien de personnalités de référence et de célébrités sportives, artistiques, littéraires et scientifiques de premier plan ;
- Permettre l'éveil politique rapide de millions de lycéen-es et adolescent-es. Leur énorme politisation en peu de temps a libéré et préparé une force immense pour le futur proche ;
- Faciliter la sympathie intergénérationnelle entre les jeunes impliqué-es dans le mouvement et des membres des générations précédentes ;
- Générer de l'empathie avec la minorité

Kurde, en permanence réprimée, et les Baloutches complètement oubliés. Avoir créé des conditions favorables au dépassement des discriminations nationales et ethniques dans le pays, discriminations que le régime a toujours essayé d'attiser et de renforcer ;

- Faciliter l'empathie et de solidarité populaire, en articulant manifestations de rue, mobilisations dans les universités et les écoles, ainsi que diverses grèves et mobilisations sociales ;
- Mettre au point de nouvelles formes, méthodes et mécanismes créatifs et d'organisation des luttes ;
- Accélérer le processus d'érosion et de fragilisation de l'État ;
- Susciter la sympathie et attirer un soutien sans précédent de l'opinion publique mondiale.

### Les lacunes du mouvement et les efforts pour les corriger

Le mouvement Femme, Vie, Liberté s'est accompagné d'importants bouleversements positifs au sein de la société et de la sphère politique. Mais il comporte également d'importantes lacunes qui doivent être comblées pour l'étendre et le faire progresser à un niveau supérieur. Certaines de ces lacunes sont soulignées ci-dessous :

- L'absence d'objectif stratégique positif. À cette étape, l'ambiguïté de l'objectif poursuivi peut causer de sérieux problèmes. La société iranienne a besoin d'un changement profondément radical dans les domaines politiques, économiques et sociaux, afin d'établir un système laïc démocratique et social remplaçant l'actuel régime théocratique, économiquement injuste et corrompu.
- La manière d'atteindre l'objectif stratégique est au moins aussi importante que l'objectif lui-même ! Le manque de straté-

gie politique claire du soulèvement actuel et de ses principaux éléments (7) est l'un de ses plus importants défauts. Un mouvement démocratique et laïc doit avant tout reposer sur les différents mouvements sociaux (8). Ceux-ci constituent la base de celui-ci et permettent l'ancrage de sa stratégie politique. Le lien encore très insuffisant et limité du mouvement réellement existant avec les forces associatives et syndicales est l'une des plus importantes faiblesses. La persistance de cette situation peut être à la source de sérieux problèmes. Une conjonction et convergence globale, entre l'ensemble de ces forces et mouvements (ainsi que leur chevauchement) font partie des conditions requises pour l'expansion et la promotion du mouvement à une phase supérieure.

- L'existence d'un fossé générationnel. La société iranienne compte 85 millions d'habitantes, dont 86 % sont nées après la révolution de 1979. La tranche d'âge des 15 à 29 ans (appelée génération Z) constitue 22 % du total de la population (plus de 18 millions de personnes). Celle des 30 à 64 ans, 47 % (plus de 39 millions). L'absence de communication et de langage commun entre la jeune génération et les générations précédentes constitue l'une des lacunes les plus importantes du mouvement actuel. Il est en effet nécessaire que les différentes générations apprennent à se connaître, à se comprendre et à s'encourager mutuellement. Si, par exemple, la jeune génération ignore la façon dont l'ancienne génération a vécu l'expérience de la révolution de 1979, cela est préjudiciable au mouvement actuel et à l'avenir de la société. L'existence d'un fossé entre les générations est le fruit d'un processus historique et social. Ce n'est pas un mur infranchissable.

## 4. Et maintenant ?

Si on me demandait quel est l'avenir du soulèvement en Iran, je répondrais : je ne suis pas une diseuse de bonne aventure, je ne peux parler que de ce que j'observe.

### Une guerre de longue durée

Outre le fait que le régime est irréformable, celui-ci sait que dans la situation de crise actuelle, les mobilisations continueront. Et cela quels que soient les éventuels reculs du pouvoir. Pour ces raisons, son état-major de « *gestion de crise* » ne voit d'autre issue que de chercher à éteindre le

feu avec les seuls moyens à sa disposition : la répression et notamment les meurtres. La chute du régime est à l'horizon, mais il n'est pas possible de dire quand et comment. Cela dépendra de nombreux facteurs qui ne peuvent pas être tous être prédits pour l'instant.

7. Force, base sociale, ancrage social (au sens de point d'appui du mouvement), façon de passer d'une situation à l'autre, etc.

8. Mouvements des enseignant-es et autres salarié-es, des étudiant-es, des défenseur-es des droits des femmes, des militant-es contre les discriminations nationales et ethniques, des écologistes, des retraité-es, des autres mouvements sociaux etc.

## Iran

Ce qui se passe depuis quelques années est une guerre d'usure de longue durée. Une guerre est faite de nombreuses batailles. Certaines sont gagnées et d'autres perdues. Les deux adversaires doivent avoir une « *intelligence de combat* », c'est-à-dire une vision globale du champ de bataille incluant la capacité de mesurer leurs propres forces et celles de l'adversaire, de tenter de prévoir la stratégie et les tactiques de celui-ci, de prévoir les moyens de le repousser et de le neutraliser.

Bien qu'on en soit encore loin, le renversement de la République islamique ne sera pas une vraie révolution s'il se limite à chasser les mollahs. Une révolution véritable nécessiterait également le renversement de l'ordre politique, économique et social existant, son remplacement par la souveraineté et l'autogestion des masses prenant en main leur destin, l'instauration par celles-ci de la démocratie politique et économique, c'est-à-dire une révolution sociale.

### Un colossal appareil répressif

L'une des différences importantes avec 1979 concerne la nature de l'armée et la façon d'intervenir des forces de répression. Sous le régime actuel, la chute de l'appareil répressif sera plus beaucoup plus compliquée qu'à l'époque du Chah.

En 1979, le Chah avait ordonné des massacres en ayant recours à des fusils, des véhicules blindés, voire des chars et hélicoptères. Mais les militaires se sont retrouvés dans les rues face à une vingtaine de millions de personnes. Celles-ci ont mis des œillets dans les canons des fusils des soldats en scandant le slogan « *L'armée est notre frère* ».

Il est improbable que se reproduise le scénario de 1979, où les dirigeants de l'armée avaient brusquement abandonné le Chah et rendu possible la chute du régime. Ces militaires n'avaient fait que s'aligner sur la nouvelle orientation des États-Unis d'Amérique et de pays européens qui tenaient les rênes de l'armée iranienne. Ces États avaient en effet décidé en janvier 1979 de lâcher le Chah et d'accélérer la venue au pouvoir de Khomeiny.

Aujourd'hui, la structuration des forces de répression, le moral de leurs membres et leur manière de combattre sont complètement différents. Contrairement à 1979, les Iraniennes ne se retrouvent pas dans la rue face à des conscrits inexpérimentés, inappropriés pour réprimer les émeutes de rue et psychologiquement vulnérables, ainsi qu'à quelques bandes de voyous vio-

lents. En plus de l'armée, la République islamique dispose du corps expérimenté des Gardiens de la Révolution, ainsi que des milices Basiji qui sont l'aspect le plus évident du caractère fasciste de ce régime.

Il existe également des gangs dont les membres sont considérés par la population comme des « agents en civil ». Ils sont organisés et formés parmi les voyous de quartiers. On y trouve également des criminels condamnés à de lourdes peines de prison, et qui bénéficient en retour de rations alimentaires ou de réductions de peine.

Il n'existe aujourd'hui aucun signe de faiblesse des différentes composantes de l'appareil répressif. Toutes participent, plusieurs fois par an, à des exercices d'entraînement leur permettant de faire face aux émeutes urbaines. Elles interviennent depuis des années contre toutes les mobilisations de petite ou grande échelle.

### Un appareil de renseignement de premier ordre

L'appareil sécuritaire du régime du Chah était composé du service de contre-espionnage de l'armée et de la SAVAK. Un informateur de la SAVAK était affecté à chaque institution et organisation.

La République islamique a organisé seize institutions de renseignement, chacune indépendante de l'autre. Un « *Bureau de la sécurité* » a été mis en place, composé de nombreux mercenaires Basiji fanatiques. Ceux-ci sont intégrés au sein toutes des institutions publiques et privées, universités, écoles, hôpitaux, usines, bureaux etc. Ils y sont ouvriers, employés de bureau, infirmiers, chauffeurs, enseignants, étudiants etc. Ils y ont des emplois prioritaires, ne peuvent pas être licenciés et touchent des primes en plus de leurs salaires. Des villages de vacances et centres de loisirs dédiés sont mis à disposition de leurs familles. Ils bénéficient d'exonérations fiscales, d'exemption des frais de scolarité, d'exonération d'examens d'entrée à l'université etc. En retour, ils sont prêts à commettre tout crime et acte odieux pour conserver ces avantages. Ils reçoivent, de plus, des rations alimentaires et des améliorations de carrière lorsqu'ils dénoncent des collègues ou confrères, et/ou contribuent directement à leur répression.

Participent par ailleurs aux activités de renseignement les associations islamiques, les Conseils islamiques, les Maisons des travailleurs, ainsi que des vigiles d'usines, d'universités, de bureaux, d'hôpitaux etc., qui constituent les antennes de l'appareil sécuritaire et l'arme de la répression.

## Les manœuvres de la droite iranienne et internationale

Il existe au sein des oppositions iraniennes de droite un effort délibéré pour limiter le soulèvement actuel à la satisfaction des revendications des femmes. Et les gouvernements et parlements des pays impérialistes sont prêts à s'aligner sur cette position et à se couper les cheveux pour « *soutenir les femmes d'Iran* ».

Pour la droite iranienne et internationale, il n'est pas possible d'accepter qu'en plus de la libération des femmes, le soulèvement actuel ait également des motivations et des revendications radicales aux niveaux économique, social et politique.

La droite réduit délibérément le mouvement actuel au refus de l'obligation pour les femmes de porter le voile en public, alors qu'il s'agit en réalité d'une lutte radicale contre le patriarcat, même si cela n'apparaît pas toujours clairement au stade actuel du soulèvement.

Ce n'est pas un hasard si ces courants de droite, contre-révolutionnaires jusqu'à la moelle, se limitent généralement à répéter inlassablement les seuls slogans « *Femme, Vie, Liberté* » en les « *complétant* » parfois par le slogan réactionnaire « *Homme, Patrie, Prospérité* » et par « *les mollahs doivent dégager* ».

Le beau slogan de « *Femme, Vie, Liberté* » est en opposition claire avec le régime intrinsèquement misogyne, meurtrier et liberticide des mollahs, et pour cette raison, c'est un slogan fortement expressif, puissant et efficace. Mais, scandé en opposition à des slogans visant à changer l'ensemble de l'ordre existant, il peut être utilisé pour marginaliser les revendications en faveur d'une révolution sociale. La révolution n'est pas de l'art abstrait que chaque spectateur ou spectatrice peut appréhender avec sa propre compréhension et interprétation.

Jusqu'à présent malheureusement, le mouvement lui-même n'a pas beaucoup mûri. Il n'est pas entré dans le stade de la définition de slogans et de revendications radicales. Il avance en effet sous la forme d'affrontements de rue entre les forces de répression et des jeunes combattifs qui prennent ensuite la fuite pour ne pas se faire arrêter, et de rassemblements de protestation organisés par des groupes de citoyennes se renouvelant sans cesse.

Dans les manifestations, le mouvement social des travailleurs et travailleuses, des femmes, des minorités ethniques etc. ne prend pas encore la forme de cortèges affichant leurs identités sociales spécifiques par le biais de drapeaux ou de

revendications propres. Toutes et tous participent au soulèvement à titre individuel, en tant que simples citoyen-nes. Il faut dire que la virulence de la répression empêche ce mode d'expression et d'organisation.

Une telle situation de non-différenciation a débouché sur une « *division du travail* », non écrite mais claire, en ce qui concerne le processus de renversement du régime : certain-es se battent et versent leur sang sur le champ de bataille, d'autres, à l'extérieur des frontières, complotent pour s'emparer ensuite du butin de guerre. La mission du premier groupe serait de renverser le régime, et celle du second de prendre la suite de celui-ci.

Avant septembre 2022, seule l'opposition de gauche et révolutionnaire était partisane d'un renversement du pouvoir par le peuple. L'opposition de droite en exil s'en remettait à une intervention militaire de l'impérialiste pour en finir avec la République islamique.

Cette même droite iranienne se réclame maintenant du soulèvement en cours et espère pouvoir ensuite s'emparer du pouvoir. Mais elle redoute, à juste titre, que les mobilisations populaires se poursuivent après la chute du régime islamique. Ses différentes fractions multiplient donc les contacts avec les différentes grandes puissances étrangères pour voir lesquelles pourraient, une fois le régime renversé, la parachuter à Téhéran et l'installer au pouvoir.

## Principales différences avec 1979

Le soulèvement actuel évolue dans des conditions très différentes de celui ayant renversé le Chah. En 1979, la grande majorité des Iranien-nes, religieux et laïcs, urbains et ruraux, alphabétisés et analphabètes, intellectuel-les et n'ayant pas fait d'études, écœuré-es par le régime du Chah et n'ayant aucun projet d'avenir, étaient uni-es autour du slogan « *Mort au Chah !* »

Aujourd'hui, les Iranien-nes qui luttent ensemble dans la rue pour renverser le régime, ont des projets d'avenir, en particulier parmi la jeune génération, les femmes et les travailleurs et travailleuses. Contrairement à 1979, ils et elles ne constituent pas une masse grégaire prête à s'en remettre à un « *sauveur suprême* ». Il s'agit là d'un changement qualitatif par rapport à cette époque. Cependant, le fait qu'il n'y ait toujours pas dans les manifestations de cortèges exprimant les revendications spécifiques aux groupes sociaux représentés, est une faiblesse stratégique potentiellement dangereuse. Une faille, que les *think tanks* de tous les opposant-es de

droite et des puissances impérialistes essaient de mettre à profit.

Lors de la révolution de 1979, dans un contexte de faible niveau de conscience politique dû à la destruction de toutes les forces de gauche, démocratiques et progressistes par le régime du Chah, un leader charismatique nommé Khomeiny est parvenu au pouvoir. Aujourd'hui, la conscience des masses est plus importante qu'en 1979. Mais le mouvement en cours ne dispose ni de dirigeant-es charismatiques crédibles, ni de partis politiques, ni d'état-major. De ce fait il n'existe pas pour l'instant au sein du mouvement révolutionnaire de mécanisme de pilotage global. Sa marche en avant repose sur des décisions au jour le jour de petits regroupements et de relations de voisinage. Même lorsqu'ils parviennent à se coordonner, ils ne parviennent pas à formuler une stratégie révolutionnaire d'ensemble et à tracer le chemin vers la victoire.

Ce point est d'une importance capitale et c'est un des enjeux des prochains mois et du processus en cours. Il faut noter que dans le cadre de cette carence fondamentale, les ennemis du soulèvement, y compris le régime et la droite iranienne, constituent des états-majors de fait.

## Spontanéité et organisation

Le soulèvement est actuellement un mouvement spontané, sans boussole, sans stratégie unique, sans état-major, c'est-à-dire sans coordination et sans cohérence entre ses différentes composantes.

Un tel mouvement ne peut déboucher que sur des initiatives et décisions spontanées d'individus et de groupes de quelques personnes, dispersés sur tout le territoire.

Comment un tel mouvement peut-il à la fois, bloquer la tentative de confiscation de la révolution par les réactionnaires et contre-révolutionnaires et, en même temps, mettre le régime à genoux ? Les soulèvements surgissent généralement de façon spontanée, mais la seule spontanéité ne permet pas de triompher d'un adversaire organisé de façon hiérarchique.

## En guise de conclusion provisoire

Le soulèvement actuel a remporté certaines victoires partielles. Même si ce mouvement n'aboutissait pas dans l'immédiat, celles-ci constituent des avancées irréversibles dans l'histoire du pays :

- certains des piliers de ce régime ont été détruits, comme par exemple l'obligation pour les femmes du port du voile en public,
- d'autres sont sérieusement ébranlés, comme le rejet de masse du Guide suprême et d'un État basé sur la religion.

Dans une guerre, la victoire finale est issue de l'ensemble des victoires partielles.

Après l'écriture de ce texte est parvenue d'Iran une déclaration apportant des éléments de réponses aux préoccupations figurant dans cet article. Un article de Babak Kia (9), en fait la présentation suivante : « *En première ligne dans la lutte contre la République islamique, une vingtaine d'organisations syndicales et civiles indépendantes de l'intérieur ont publié le 15 février une déclaration et une plateforme revendicative importante* (10). *Ces organisations ont été rejointes dans leur démarche par de nombreuses associations étudiantes, universitaires et par des réseaux militants du pays. Ce texte lie les revendications démocratiques (abolition de la peine de mort, de la torture, liberté d'organisation...), féministes, LGBTQI+, écologistes, sociales ainsi que de défense des minorités nationales et religieuses. La déclaration réclame la saisie des biens accaparés les dignitaires du régime et dénonce les privations de liberté subies par les Iranien-es tant sous le régime monarchique que durant les 44 dernières années. Ce manifeste exige notamment l'instauration d'une démocratie radicale, par en bas. Il constitue un appel à lutter pour un projet radical de transformation sociale. Ces revendications sont bien sûr incompatibles avec le régime dictatorial actuel, mais elles le sont aussi avec le projet réactionnaire, libéral, patriarcal, grand perse et autoritaire porté par Reza Pahlavi et consort. D'ailleurs, les réseaux monarchistes ont attaqué violemment ce manifeste. Il est du devoir des militant-es anticapitalistes et révolutionnaires de soutenir l'expression radicale et la lutte contre la République islamique. Il est aussi du devoir de la gauche radicale de dénoncer les menées impérialistes des grandes puissances et des forces réactionnaires iraniennes. L'issue du soulèvement en cours est déterminante pour l'ensemble des peuples qui luttent contre les fondamentalismes religieux, les États autoritaires et dictatoriaux, ainsi que contre les puissances impérialistes.* » ■

9. Babak Kia, « Iran : un processus révolutionnaire démocratique, social et féministe », *L'Anticapitaliste* n° 651 du 2 mars 2023 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/iran-un-processus-revolutionnaire-democratique-social-et-feministe>

10. Voir le document reproduit en p. 24.

# Femme, Vie, Liberté

## Déclaration d'organisations indépendantes syndicales et civiles d'Iran au peuple juste et épris de liberté\*

**A**u quarante-quatrième anniversaire de la révolution de 1979, les fondements économique, politique et social du pays sont dans un tourbillon de crises et de décomposition de telle sorte qu'aucune perspective n'est envisageable dans le cadre de la superstructure politique actuelle. C'est pourquoi depuis cinq mois le peuple opprimé d'Iran – femmes, jeunes épris de liberté et d'égalité – ont transformé les rues des villes de tout le pays en une arène historique et décisive du combat pour mettre fin à la situation inhumaine actuelle, et cela en mettant en danger leur vie à cause de la répression sanglante de l'État.

Les femmes, étudiants, enseignants, ouvriers, ceux qui demandent justice (familles et proches des prisonniers politiques ou des morts dans les manifestations), artistes, queers, écrivains et tout le peuple opprimé du pays, du Kurdistan au Sistan et Baloutchistan, ont levé le drapeau des protestations fondamentales contre la misogynie, l'exclusion sexiste, l'interminable insécurité économique, l'esclavage de la force du travail, la pauvreté, l'oppression de classe et l'oppression nationaliste et religieuse. Tels sont les maux de notre société que le despotisme religieux ou non religieux nous impose depuis plus d'un siècle. Les femmes et hommes qui luttent en Iran ont un soutien international sans précédent.

Les protestations profondes actuelles viennent des grands mouvements sociaux modernes et du soulèvement d'une génération qui n'a plus peur et veut mettre fin à un siècle d'arriération et relever le défi de construire

\* Cette déclaration, publiée en persan le 15 février 2023 a été traduite en français le 17 février 2023 par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes : <https://laboursolidarity.org/fr/n/2544/declaration-des-revendications-minima-d039organisations-independantes-syndicales-et-civiles-diran>

Vingt organisations et syndicats indépendants d'enseignants, de travailleurs, de femmes, d'étudiants et de retraités iraniens ont publié le 15 février 2023 cette déclaration de revendications minimales. Il s'agit de : Conseil de coordination des associations syndicales des enseignants d'Iran, Union libre des ouvriers d'Iran, Union des associations étudiantes unitaires, Association des défenseurs des droits de l'homme, Syndicat des ouvriers de la canne à sucre Haft-Tapeh, Conseil d'organisation des protestations des ouvriers pétroliers non-contractuels, Maison des enseignants d'Iran, Éveil féminin, Voix des femmes d'Iran, Voix indépendante des ouvriers métallurgistes du groupe national de l'aciérie d'Ahvaz, Association de défenseurs des droits ouvriers, Association syndicale des ouvriers électriciens et métallurgiste de Kermanschah, Comité de coordination pour l'aide à la constitution des syndicats ouvriers, Union des retraités, Conseil des retraités d'Iran, Association des étudiants progressistes, Conseil des élèves libres-penseurs d'Iran, Syndicat des ouvriers peintres en bâtiment de la province de l'Alborz, Comité de soutien à la fondation de syndicats ouvriers d'Iran, Conseil des retraités de la Sécurité sociale.

une société moderne de bien-être et de liberté.

Après deux grandes révolutions dans l'histoire contemporaine d'Iran, les grands mouvements sociaux pionniers – mouvement ouvrier, mouvement des enseignants et retraités, mouvement égalitaire des femmes, étudiantes et jeunes, mouvement contre la peine de mort... – veulent changer la structure politique, économique et sociale du pays en intervenant en masse et depuis en bas.

C'est pourquoi ce mouvement veut mettre fin, une fois pour toutes, à l'existence d'un pouvoir d'en haut et commencer une révolution sociale, moderne et humaine pour l'émancipation du peuple de toute forme d'oppression, d'exclusion, d'exploitation et de dictature.

Nous, les organisations syndicales et civiles signataires de la présente déclaration, nous concentrons sur l'unité et la construction de liens entre mouvements sociaux et revendicatifs, et sur la lutte contre la situation inhumaine et destructrice actuelle. Nous considérons que l'aboutissement des revendications de base est la première exigence des protestations de fond du peuple d'Iran. Elles préparent les fondements de l'établissement d'une société nouvelle, moderne et humaine. Nous demandons à tous les êtres humains justes qui ont un cœur battant pour la liberté, l'égalité et l'émancipation de lever l'étendard de ces revendications de l'usine à l'université, des écoles aux quartiers, et partout dans le monde.

1. Libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques, interdiction de la criminalisation des activités politiques, syndicales et civiles, jugement public des commanditaires et agents des répressions des protestations populaires ;
2. Liberté sans condition d'opinion, d'expression, de pensée, de presse, d'organisation, de groupes locaux et nationaux syndicaux et populaires, de rassemblement, de grève, de manifestation, de réseaux sociaux et de médias audiovisuels ;
3. Abolition immédiate de la peine de mort, de la loi du talion et interdiction de toute sorte de torture physique et psychologique ;
4. Établissement immédiat de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans tous les domaines politique, économique, social, culturel, familial. Abolition immédiate de toutes les lois et formes d'exclusion contre les appartenances sexuelles et reconnaissance de la communauté LGBTQ+. Décriminalisation de toutes les tendances et appartenances sexuelles et respect sans condition de tous les droits des femmes pour contrôler leur corps et leur destinée, interdiction du contrôle patriarcal ;
5. Non-intervention de la religion dans les lois politiques, économiques, sociales et culturelles : la religion est une affaire personnelle ;
6. Renforcement de la sécurité des lieux de travail et de l'emploi. Hausse immédiate des salaires des ouvriers, enseignants, fonctionnaires et de tous les

travailleurs actifs et retraités, par la présence, l'intervention et l'accord des représentants élus d'organisations indépendantes et nationales ;

7. Suppression des lois basées sur l'exclusion, l'oppression nationale, religieuse, et création des institutions adéquates pour soutenir et distribuer justement et également les moyens publics pour le progrès culturel et artistique dans toutes les régions du pays, et mise en place des moyens nécessaires et identiques pour tous, pour l'apprentissage et l'éducation de toutes les langues existant dans le pays ;

8. Suppression des organes de répression, limitation des prérogatives de l'État et intervention directe et permanente de tous dans l'administration des affaires du pays par les conseils de quartier et nationaux. Révocabilité de tout responsable gouvernemental ou autre à tout moment, ce qui doit être un droit de base de tous les électeurs ;

9. Confiscation des fortunes de toutes les personnes morales ou physiques, des organes étatiques, semi-étatiques et privés qui pillent directement ou par la rente gouvernementale les biens et richesses sociales du peuple d'Iran. Le montant des confiscations doit être utilisé immédiatement pour la modernisation et refondation de l'éducation nationale, des caisses de retraite, de l'écologie et des besoins des populations des régions d'Iran qui ont beaucoup souffert sous les deux régimes islamique et monarchique ;

10. Fin des destructions écologiques, application des politiques fondamentales pour la reconstruction des structures écologiques détruites depuis un siècle et restitution à la propriété publique de toutes les parties de la nature qui ont été privatisées, entre autres les pâturages, les plages, les forêts et les montagnes ;

11. Interdiction du travail des enfants et garantie pour leur vie quotidienne et pour leur éducation, indépendamment de la situation économique et sociale de leur famille. Création d'assurances chômage et d'une sécurité sociale fortes pour toutes les personnes en capacité de travailler ou non. Gratuité de l'éducation et du système de santé pour toutes et tous ;

12. Normalisation des relations extérieures au plus haut niveau avec tous les pays du monde, basée sur des relations justes et le respect réciproque. Interdiction des armes atomiques et efforts pour la paix mondiale.

Nous pensons que les revendications de base ci-dessus sont réalisables immédiatement, étant donné les ressources réelles et potentielles du pays, une population consciencieuse et capable, des jeunes et adolescents qui ont la conviction de pouvoir avoir une vie décente, gaie et libre.

Ces revendications sont les axes généraux des signataires. Il est évident que la poursuite de la lutte et de la solidarité nous permettront d'apporter plus de précisions. ■

# Deux ans après le putsch militaire

## LA GUERRE OUBLIÉE

Par  
Pierre Rousset\*

Le 1<sup>er</sup> février 2021, l'armée birmane (Tatmadaw) a rompu sa cohabitation gouvernementale avec la Ligue nationale pour la démocratie (LND), incarcérant ses dirigeant-es, puis a plongé le pays entier dans une guerre asymétrique atroce. Deux ans plus tard, elle n'a toujours pas réussi à imposer son contrôle sur une grande partie du territoire. Malgré leur infériorité en armement, les différentes composantes de la résistance l'ont mise en échec, avec pour objectif d'en finir à jamais avec un régime militaire qui a clairement manifesté son refus de toute transition démocratique.

Citons, en guise d'introduction, la déclaration publiée le 1<sup>er</sup> février 2023 par le Women's Peace Network (Réseau des femmes pour la Paix). Il exprime en effet avec force ce que nous ressentons toutes et tous, nous qui suivons au jour le jour le combat des peuples de Birmanie : « *Deux ans depuis la tentative de coup d'État de l'armée birmane, plus de cinq ans depuis ses attaques génocidaires de 2017, et après ses décennies d'atrocités contre nos communautés, nous, Women's Peace Network, nous sommes en proie à une tragédie et à une rage indescriptibles. L'armée reste libre de brutaliser le pays tout entier, même après avoir assassiné près de 3 000 civils, arrêté et détenu arbitrairement plus de 17 000 personnes, et torturé des centaines de milliers d'autres en seulement deux ans. Ses forces intensifient leurs frappes aériennes et l'utilisation d'armes lourdes dans l'État Chin, la région de Sagaing, l'État Karen, l'État Kachin, l'Arakan et de nombreuses autres régions où résident nos communautés. Tant dans ces régions que dans les prisons et les centres d'interrogatoire du pays, les militaires patriarcaux et misogynes s'en prennent aux femmes et aux filles en leur faisant subir les formes les plus brutales de la violence sexuelle. Les Rohingyas sont maintenant confrontés à un risque croissant d'attaques génocidai-*

*res de la part de l'armée : au cours des deux dernières années, la junte a émis et réémis des politiques et des restrictions pour arrêter et détenir au moins 2 700 Rohingyas, dont plus de 800 femmes. »* (1)

**Rage** face à la solitude dans laquelle la population martyrisée a été laissée par la dite « *communauté internationale* », alors qu'elle s'est engagée dans la résistance à la dictature avec un immense courage. **Rage**, car si l'aide méritée avait été accordée en temps et en heure, le putsch aurait avorté et mille souffrances auraient été évitées. **Admiration** devant la capacité de tant d'organisations, de tant de personnes, à faire front à la pire des adversités. **Espoir**, car si la junte n'a pas été chassée du pays, elle n'a pas pu, pour autant, stabiliser son règne, malgré tout l'appui qu'elle a reçu des grandes puissances que sont la Chine et la Russie, mais aussi l'Inde et le Pakistan au poids régional considérable, du Vietnam et de ses (autres) voisins que sont le Laos et la Thaïlande... Elle ne contrôlerait militairement aujourd'hui que la moitié du territoire, ou un peu plus, et n'a pas réussi à briser l'esprit de résistance populaire. C'est pourquoi Women's Peace Network parle de tentative de coup d'État.

### Deux ans après : la violence de la répression et les succès de la résistance

Chacun commémore à sa façon le deuxième anniversaire du putsch militaire (2). La résistance a organisé une journée de « *grève silencieuse* » de 10h à 15h dans de nombreuses régions du pays, une opération « *ville morte* ». À l'étranger, des rassemblements se sont tenus devant des ambassades, conspuant le nom du dictateur-général Min Aung Hlaing, le chef de la junte. Le plus important de ces rassemblements s'est probablement tenu en Thaïlande, fort de plusieurs centaines de manifestant-es portant parfois un portrait d'Aung San Suu Kyi ou alors trois doigts levés, le signe de ralliement de la jeunesse mobilisée contre l'ordre monarchique

absolu dans le royaume thaï, où réside une importante communauté immigrée birmane. Cette communauté est à la fois accueillie et placée sous surveillance par un régime qui, pour l'essentiel, soutient la junte.

La junte, elle, après avoir prolongé l'état d'urgence pour six mois de plus, a imposé la Loi martiale dans trente-sept localités (au sein de huit régions et États), dont les bastions de la résistance dans les régions de Sagaing et Magwe. Elle dote ainsi les commandants régionaux des pleins pouvoirs et ce seront les tribunaux militaires qui traiteront toute affaire pénale mettant, à leurs yeux, en cause le régime. Elle annonce que la peine de mort et des condamnations à perpétuité seront prononcées. Aucun appel des verdicts ne sera autorisé, sauf en cas de peine de mort, les appels pouvant alors être soumis au... généralissime Min Aung Hlaing en personne, pour décision finale.

En 2021, le régime avait déjà déclaré la loi martiale dans certaines parties de Yangon (Rangoon), de Mandalay et de l'État Chin. Près de 100 personnes avaient alors été condamnées à mort (3).

Quel est le bilan de la campagne de terreur poursuivie par la junte ces deux

\* Pierre Rousset dirigeant de longue date de la IV<sup>e</sup> Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF). Cet article a été écrit pour la revue *L'Anticapitaliste* de février 2023, puis largement développé par l'auteur et publié sur le site web d'ESSF (<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65716>)

1. Women's Peace Movement, « Statement : Two-year anniversary of the attempted coup in Myanmar », 1<sup>er</sup> février 2023 : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65545>

2. Pour une présentation d'ensemble de la situation, voir notamment Banyar Aung, « Reviewing Myanmar's Spring Revolution, 2 Years on From the Coup », *The Irrawaddy* du 31 janvier 2023 : <https://www.irrawaddy.com/opinion/analysis/reviewing-myanmars-spring-revolution-2-years-on-from-the-coup.html>

3. « Martial Law Imposed on 37 Myanmar Townships, Including Resistance Strongholds », *The Irrawaddy* du 3 février 2023 : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/martial-law-imposed-on-37-myanmar-townships-including-resistance-strongholds.html>

## Birmanie (Myanmar)

dernières années ? Selon l'Association d'aide aux prisonniers politiques (Assistance Association for Political Prisoners, AAPP), plus de 2 500 personnes auraient été tuées (dont quelque 300 dans les centres d'interrogatoire et de détention militaires), plus de 16 500 autres auraient été arrêtées et plus de 13 000 seraient aujourd'hui encore détenues. 138 condamnations à mort ont été prononcées, dont 41 *in absentia*. En juillet, quatre prisonniers politiques accusés de « *terrorisme* » ont été pendus. Ce sont les premières exécutions effectuées depuis la fin des années 1980. En novembre, sept étudiants de l'université Dagon ont été condamnés à la peine capitale.

On estime à 1,1 million au moins le nombre de personnes déplacées par la guerre (certains évoquent trois millions). Plus de 40 000 bâtiments – maisons, édifices religieux, écoles, établissements de santé – auraient été rasés ou incendiés par la junte (4).

Cependant, malgré cette campagne de terreur et la supériorité criante de l'armée en matière d'armement, la situation militaire a évolué en défaveur de la junte. Le général Min Aung Hlaing a lui-même reconnu, le jour anniversaire du coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021, lors d'une réunion de l'état-major, que « *L'état de la nation n'est pas encore revenu à la normale : plus d'un tiers des districts ne sont pas totalement sous contrôle militaire.* » Un euphémisme qui revient à un aveu d'échec. Il « *précisait, s'adressant au Conseil national de défense et de sécurité que son régime ne contrôlait que 60 % des 330 townships du Myanmar, tandis que 132 d'entre eux sont encore fortement contestés.* » (5) L'initiative est actuellement du côté de la résistance. Tatmadaw subit de sérieux revers dans les États Chin, Shan, Karen et Kachin, ainsi notamment que dans les régions de Sagaing et Magwe.

Outre les pertes subies par l'armée, plus de 500 membres ou partisans du Parti de la solidarité et du développement de

l'Union (bras politique des militaires), des administrateurs nommés par la junte (appelée Conseil administratif d'État, SAC), des milices et des informateurs présumés ont été tués par les résistances. Des bâtiments gouvernementaux et environ 500 pylônes de télécommunication ont été détruits ou endommagés.

L'avenir de la Birmanie reste donc ouvert, envers et malgré tout. Un chapitre entier de l'histoire du pays s'est clos dans une crise paroxysmique. La junte voulait assurer à la caste dirigeante militaire la pérennité et le monopole de son pouvoir sur la société entière, ce pouvoir se voit au contraire remis en cause. Un retour à la situation d'avant le putsch apparaît impossible, la dernière tentative de transition démocratique pacifique ayant avorté dans un bain de sang. Il y a quelque chose de définitif dans cet échec. Les générations d'officiers supérieurs se sont succédé, mais l'armée, elle, n'a pas changé, ne changera pas. Les luttes en cours ne visent plus à imposer un compromis « *acceptable* » à Tatmadaw, mais à la défaire une bonne fois pour toutes.

### Retour sur la révolution du printemps 2021

L'attention se porte aujourd'hui sur la situation deux ans après le putsch du 1<sup>er</sup> février 2021, commémoration des « *anniversaires* » oblige. Qui ne connaît pas l'histoire de la Birmanie pourrait donc croire que Tatmadaw s'est emparée du pouvoir en 2021, renversant un gouvernement civil. En fait, c'est en mars 1962 qu'une junte, alors dirigée par le général Ne Win (il se met en retrait en 1988 et décède en 2002), l'a conquis (6). Elle ne l'a jamais vraiment abandonné depuis. Ne Win se prétendait à la fois socialiste (c'était à la mode, mais il ne l'était pas) et anticommuniste (ce qu'il était bel et bien). Il a plongé le pays dans la dictature, l'isolement et la banqueroute. Décidé à sortir de cette impasse, le général Than Shwe a partiellement libéralisé l'économie et la vie politique, permettant à la Birmanie de se réinsérer dans le marché régional et dans la « *communauté internationale* ». De 2011 à 2021, la « *société civile* » a connu un développement important, tant sur le plan associatif que partidaire et syndical, alors que précédemment, les mouvements antidictatoriaux étaient régulièrement brisés dans le sang.

Soucieuse de s'assurer une légitimité électorale, l'armée s'est dotée d'un parti politique, l'USDP (sigle anglais du Parti de

l'Union, de la solidarité et du développement), convaincue qu'il gagnerait les élections de 2020. Elle a piloté la rédaction en 1998 d'une Constitution sur mesure. Cette dernière l'assure automatiquement d'une minorité de blocage dans toutes les assemblées législatives, où 25 % de sièges non élus lui sont réservés, en sus des sièges que son parti et ses alliés auraient obtenus (elle peut ainsi interdire l'adoption d'un amendement constitutionnel, qui exige au moins 75 % des votes). Elle reçoit d'office la direction de ministères clés (Défense, Intérieur et Sécurité des frontières). L'institution militaire est protégée de tout contrôle de la part d'une autorité civile. La junte impose ainsi sa prééminence au sein de la coalition gouvernementale.

Gros grain de sable cependant, c'est la Ligue nationale pour la démocratie et non l'USDP qui a emporté haut la main les élections de 2020, avec 82 % des voix, Aung San Suu Kyi s'imposant sur le champ politique birman et cristallisant dans les régions centrales le rejet de l'ordre militaire. Forte de sa légitimité électorale, elle a accepté l'expérience très risquée de la cohabitation gouvernementale avec l'armée. Il était pourtant assez illusoire de croire que Tatmadaw allait céder volontairement ses prérogatives à la suite d'un scrutin législatif, du moins sans mobilisation massive de la population (dont Suu Kyi ne voulait pas). Elle a parié sur une évolution progressive du rapport de force civil-militaire au sein du régime. Un pari qu'elle a payé d'un prix exorbitant : la détention sans fin, la mise au secret, l'arrestation massive et l'assassinat de cadres du parti dont elle était la figure de proue.

### Le putsch et la riposte

L'objectif de l'armée n'était donc **pas de conquérir** le pouvoir, elle l'avait déjà, mais de le **monopoliser** à nouveau, alors qu'Aung San Suu Kyi menaçait notamment d'enquêter sur des affaires de corruption et de pousser son avantage au-delà de ce que Tatmadaw était prête à accepter. C'est pourquoi je parle généralement, pour ma part, de putsch, plus que de coup d'État, ou alors de coup d'État **préventif**.

Le putsch a suscité une immense levée populaire. Dès le lendemain du coup, dans le centre de Rangoon, la population a occupé les balcons dans un concert de casseroles, réputé chasser les « *esprits maléfiques* ». Les hôpitaux sont entrés en dissidence ouverte et la jeunesse lycéenne est descendue dans la rue. Les fonctionnaires n'ont pas été en reste,

4. Voir le reportage de Rebecca Ratcliff dans la région de Sagaing, *The Guardian* du 31 janvier 2023 : <https://www.theguardian.com/world/2023/jan/31/monster-from-the-sky-two-years-on-from-coup-myanmar-junta-increases-airstrikes-on-civilians>

5. « Myanmar junta imposes martial law on resistance strongholds, reshuffles cabinet and military council members » : <https://myanmar-now.org/en/news/myanmar-junta-imposes-martial-law-on-resistance-strongholds-reshuffles-cabinet-and-military>

6. Sur l'histoire convulsive de l'état-major militaire birman, voir notamment Bertil Lintner, « Will Myanmar's Brutal Military Remain United ? », *The Irrawaddy* du 30 janvier 2023 : <https://www.irrawaddy.com/opinion/analysis/will-myanmars-brutal-military-remain-united.html>

dans les chemins de fer, les banques. Dans sa grande majorité, le pays a refusé de se retrouver sous le contrôle de l'armée, de vivre et de travailler sous l'autorité de militaires ou de leurs représentants. Dès le 6 février, les ouvrières du textile ont manifesté dans la zone industrielle de Rangoon. La paralysie a touché une partie croissante de la production... La désobéissance civile s'est rapidement propagée dans l'ensemble du territoire avec, en premier point d'orgue, la grève générale du 22 février, plus d'un million de personnes défilant dans de nombreuses localités et bien d'autres multipliant les arrêts de travail.

Cette levée populaire spontanée a trouvé dans le Mouvement de désobéissance civile (MDC) un cadre de coordination efficace. S'y rattachaient en effet des représentant-es des infirmières et du personnel soignant, de la jeunesse lycéenne, des fonctionnaires (de nombreux secteurs ont été nationalisés en Birmanie), des femmes et des étudiants, de syndicats du privé (dans le textile en particulier, base de la Fédération générale des travailleurs de Myanmar, FGWM) et de la Confédération des syndicats de Myanmar (CTUM), d'enseignants... Cette synergie a donné naissance à ce qui doit bien être l'un des plus grands mouvements de protestation civique, de grèves et de mobilisation de rue dans l'histoire moderne. Ainsi, par son ampleur, cette « *révolution de printemps* » a d'emblée dénié à la junte militaire toute légitimité, toute autorité – et ce dans un pays où l'armée se présentait comme la Gardienne de la Nation.

Bien des commentateurs écrivent d'une plume distraite que c'est à l'appel du Gouvernement d'Unité nationale (GUN) que la population est entrée en résistance au lendemain du putsch. Problème : ce gouvernement n'existait pas encore... Il n'a vu le jour que le 16 avril 2021, près de deux mois plus tard. Or, ce n'est pas un détail, car cela escamote le rôle décisif joué par le Mouvement de désobéissance civile (MDC) et les limites de la LND (Ligue nationale pour la démocratie).

Le GUN est certes l'émanation du CPRH (7), fondé le 5 février par des parlementaires de la LND ayant échappé à l'arrestation. Il incarne la continuité de la majorité parlementaire issue des élections de 2020, source première de sa légitimité face au SAC (la junte). Il n'est cependant pas que cela. Par sa composition multi-ethnique et ses premières déclarations de principe, il entre en dissonance avec l'héritage d'Aung San Suu Kyi et prend en compte l'entrée dans une nouvelle période.

## Une opposition multicéphale

La géographie, la culture et l'histoire s'invitent inévitablement quand on veut dresser une présentation, même succincte, des oppositions au régime militaire. On tentera d'y revenir. Plusieurs générations se sont rencontrées en 2020, dont des cadres survivants (souvent d'origine étudiante) des combats antidictatoriaux de 1988 et les jeunes générations lycéennes ou ouvrières. Les mouvements opérant dans la plaine centrale et ceux enracinés dans les États ethniques de la périphérie frontalière ont des histoires bien différentes. Des courants à l'identité religieuse (essentiellement bouddhiste) couvrent le spectre politique, des progressistes à un fascisme qui generis meurtrier. Les organisations sociales jouent souvent un rôle décisif.

● **Le Mouvement de désobéissance civile.** Il constitue, on l'a vu, le principal cadre de coordination de la résistance dans la plaine centrale. Il a pu voir quasi instantanément le jour grâce à l'expérience cumulative des précédentes luttes antidictatoriales qui se sont menées sur divers terrains (sociaux, électoraux...) en 1988, 1990, 2007 notamment... (8) Sa réactivité et sa vitalité reflètent aussi le développement des mouvements sectoriels, associatifs ou syndicaux, durant la décennie relativement libérale ouverte en 2011 et qui s'achève avec le putsch de 2021.

Le MDC est indépendant de la Ligue nationale pour la démocratie. L'extrême gauche y est présente – au moins le SDUF (9) – mais il s'agit avant tout, me semble-t-il, d'un centre de concertation des directions des mouvements sociaux.

● **De la LND au GUN.** La Ligue nationale pour la démocratie s'est avérée, les années précédant le putsch, la principale formation politique du pays, sous la direction d'Aung San Suu Kyi. Elle bénéficiait d'une double légitimité, électorale et familiale : elle est la fille d'Aung San, figure titulaire, le plus connu des fondateurs de l'armée nationale durant la Seconde Guerre mondiale. Il négocia l'octroi de l'indépendance par les Britanniques, avant d'être assassiné, avec six autres membres du gouvernement provisoire, le 19 juillet 1947.

Le courage de Suu Kyi est indéniable, mais ce serait un contresens que de croire qu'il s'agissait d'une démocrate. Elle se réclamait certes d'un « *socialisme bouddhique* », mais n'avait rien d'autogestionnaire, s'inscrivant au contraire dans une traditionnelle conception « *verticaliste* » du parti et du pouvoir. Autoritaire, elle a durci

des lois contre les droits et mouvements sociaux. Elle défendait l'ordre (capitaliste) existant et la prédominance de l'élite bamare (largement majoritaire dans la plaine centrale) sur l'État. Son aura était grande dans le centre du pays, mais il n'en allait pas de même dans les régions frontalières, même si la Ligue pour la démocratie nationale était implantée parmi les minorités.

Bien que maintes fois harcelée ou réprimée par les militaires, elle avait toujours refusé de s'exiler et de rejoindre sa famille en Grande-Bretagne et avait reçu pour cela le prix Nobel de la Paix, un prix qui lui a cependant été retiré après le génocide des Rohingyas, commis en 2017-2018 par l'armée, alors qu'elle partageait avec elle le pouvoir : elle avait, dans un premier temps, défendu bec et ongles les généraux dans l'arène internationale, allant jusqu'à dénoncer les organismes onusiens chargés de l'aide aux populations réfugiées comme des « *complices des terroristes* ».

Le nouveau Gouvernement d'Unité nationale maintient évidemment dans leurs fonctions Aung San Suu Kyi, « *Conseillère d'État* » (10), et Win Myint, Président, mais on peut penser que la LND et le GUN sont **de fait** entrés dans l'ère post-Suu Kyi.

La composition du nouveau gouvernement est ostensiblement pluri-ethnique, il a reconnu les torts fait aux Rohingyas et assure que les coupables doivent être jugés. Il a pris des engagements importants concernant la refonte complète du droit à la citoyenneté, étonnamment complexe et particulièrement inégalitaire (11) en fondant dorénavant « *la citoyenneté sur la naissance au Myanmar ou la naissance n'importe où en tant qu'enfant de citoyens*

7. CPRH : Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw (Comité représentant Pyidaungsu Hluttaw, Comité représentant l'Assemblée de l'Union), fondé le 5 février 2021 par des parlementaires de la Ligue pour la démocratie (LND) pour assurer la continuité de l'autorité civile de la Chambre basse.

8. Frédéric Debomy, « Birmanie : l'armée peut-elle un jour abandonner le pouvoir ? », *Asialyst* du 12 mars 2021 : <https://asialyst.com/fr/2021/03/12/birmanie-armee-tatmadaw-peut-elle-un-jour-abandonner-pouvoir/>

9. Front uni social-démocrate (Social Democratic United Front). « *Social-démocrate* » s'entend ici dans le sens que Lénine et les bolcheviks donnaient à ce terme.

10. Elle était cheffe de gouvernement et présidente de fait, mais les militaires avaient introduit dans la Constitution un amendement spécialement conçu pour qu'elle ne puisse devenir présidente, ce poste ne pouvant être occupé que par une personne dont les deux parents étaient birmanes. Le mari de Suu Kyi était britannique, Michael Aris, décédé en 1999.

11. Juliette Gheerbrant, « L'imbroglie de la citoyenneté birmane », *Asialyst* du 4 mai 2015 : <https://asialyst.com/fr/2015/05/04/imbroglio-de-la-citoyennete-birmane/>

# Birmanie (Myanmar)

du Myanmar ». Autre engagement d'importance : établir un véritable fédéralisme qui serait défini en coopération avec les minorités (12).

Selon le site internet du GUN (13), « les chefs du gouvernement d'unité nationale de la République de l'Union du Myanmar [ont été] nommés conformément à la Charte fédérale de la démocratie ». Le président en exercice (acting president), Duwa Lashi La, est un avocat et homme politique Kachin. Le Premier ministre, Mahn Winn Khaing Thann, est Karen, chrétien. Bien entendu, le GUN doit monter, de façon convaincante, que ces engagements ne sont pas cosmétiques, mais sa Constitution confirme que, du côté de l'opposition aussi, un nouveau chapitre de l'histoire du Myanmar s'ouvre.

● **Les organisations ethniques de la périphérie.** La Birmanie a la forme d'un fer à cheval dont la partie à l'est serait plus longue que celle de l'ouest. La plaine centrale, où court du nord au sud le fleuve Irrawaddy, est bordée de montagnes frontalières. Sa façade maritime, dans la partie méridionale, ouvre sur la mer d'Andaman et le golfe du Bengale (océan Indien).

Le pays est pour l'essentiel divisé en sept États ethniques à la périphérie et sept régions au centre. 135 ethnies sont officiellement reconnues.

Chaque État ethnique, identifié par son groupe majoritaire (Shan, Karen...), mais en règle générale pas unique, possède ses propres institutions gouvernementales ou législatives, ses partis politiques, ainsi que, souvent, des « organisations ethniques armées » (sigle anglais : EAO) actives depuis des décennies et qui peuvent entretenir des relations fluctuantes avec le pouvoir militaire central. Dans ces États, plusieurs organisations armées peuvent coexister (voire être en conflit) à la suite de

scissions ou représentant des groupes ethniques différents. Elles peuvent être soutenues, voire armées, par un pays voisin, comme la Chine peut le faire au nord. À l'inverse, d'autres mouvements de résistance doivent tenir compte de l'existence à leur frontière d'un régime hostile (comme dans le cas de l'État Karen appelé aussi État de Kayin, à la frontière de la Thaïlande).

Au lendemain du putsch militaire, des mobilisations populaires spontanées ont éclaté dans bon nombre d'États ethniques, portées par la jeunesse, même là où les autorités restaient attentistes, manifestant un sentiment de rejet similaire à celui exprimé dans la plaine centrale, de solidarité transethnique entre peuples de la périphérie et bamars. Une solidarité qui va devenir un enjeu décisif quand la violence de la répression va pousser dans la clandestinité et la résistance armée les habitants des basses terres.

● **Les mouvements bouddhistes.** L'ordre monastique compte quelque 500 000 membres divisés en 9 sectes (14). En tant qu'institutions officielles, les instances du bouddhisme (la Sangha) ne sont pas censées s'engager en politique, mais elles apportent traditionnellement leur appui au régime en place, fût-il dictatorial. Après le putsch du 1<sup>er</sup> février 2021, l'état-major a pris soin de courtiser plus que jamais la hiérarchie religieuse. Cependant, les mouvements de référence bouddhistes peuvent couvrir un large spectre politique – jusqu'au (quasi ?) fascisme : l'Organisation de Défense de la Race et de la Nation (Ma Ba Tha) a ainsi joué un rôle clé dans le génocide des Rohingyas. Cette organisation est dirigée par Wirathu/Parmaukha, un moine influent et ultranationaliste. À la veille du coup d'État, ce sont surtout des moines promilitaires qui se sont fait entendre, l'appelant de leurs vœux.

Cependant, sous la pression continue du mouvement de désobéissance civile, le bloc conservateur entre autorités religieuses et régime militaire s'est fissuré. Les moines prodémocratie se font entendre, notamment à Mandalay, le deuxième centre urbain de Birmanie et un bastion de la LND, où plusieurs monastères sont entrés en dissidence ouverte, prenant la tête d'une manifestation éclair afin de protéger, par leur présence, les manifestant·es. Cela avait déjà été le cas lors de la « révolution safran » de 2007, qui avait vu la formation d'une organisation clandestine, l'« Alliance de tous les moines birmans ».

Des monastères et des moines, pour la plupart jeunes, ont ainsi bravé les édits

religieux qui leur interdisent toute activité politique afin de s'opposer aux généraux. La faction pro-militaire du clergé reste néanmoins puissante, affirmant que le régime protège l'identité bouddhiste de la Birmanie contre la soi-disant menace d'une lente prise de pouvoir par l'islam. Parmi ce groupe on retrouve le mouvement Buddha Dhamma Parahita Foundation, prolongation du Ma Ba Tha (interdit en 2017), pour qui Aung San Suu Kyi ouvrait la voie à « l'extinction de notre religion, de notre ethnologie et du pays tout entier » (15)

## Le passage forcé à la résistance armée

La répression militaire est devenue de plus en plus systématique, de plus en plus meurtrière. Il n'a pas été facile à Tatmadaw de reprendre le contrôle du terrain vu la massivité de la résistance, mais il est rapidement devenu impossible de poursuivre les grandes manifestations et rassemblements en plein air. Les rues sont devenues le théâtre d'intenses confrontations, la population, les jeunes, construisant dans les quartiers populaires, les zones industrielles et les grands axes routiers une multitude de barricades de fortune, pour bloquer les mouvements de troupes, faisant face à la soldatesque. Équipés de casques, de boucliers improvisés, si possible de masques à gaz, « armés » de lance-pierre ou de cocktails Molotov... mais aucun équipement de protection n'était suffisant quand les tirs à balles réelles ont débuté et quand les blindés sont intervenus. Témoin de la violence des événements, la « bataille de Hlaing Tharyar », dans un quartier ouvrier de Rangoon (Yangon) a duré quatre jours, faisant au moins soixante morts chez les ouvriè·es et les étudiant·es. (16)

Petit à petit, l'armée a quadrillé les centres urbains, les villages des basses terres, imposant des couvre-feux, fouillant un à un les logements afin de recenser les habitant·es et de débusquer les activistes. Durant la période qui va de la grève générale du 22 février à celle du 8 mars 2021, la dynamique des mobilisations populaires s'est poursuivie, avec des mobilisations de rue nocturnes, des manifestations « éclairs », mais la participation à ces initiatives s'est peu à peu resserrée sur les noyaux les plus militants. Début mars, plus de 2 100 personnes avaient déjà été arrêtées et plus de 200 tuées, selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques.

12. Prise de position du 3 juin 2021. Voir, pour une traduction non officielle, GUN, « Myanmar : Position politique sur les Rohingyas dans l'État de Rakhine », *ESSF* : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58471>

13. <https://www.nugmyanmar.org/en/>

14. Sur le bouddhisme Theravada en Birmanie et le contexte moderne, voir notamment Bénédicte Brac de la Perrière, « Les moines, une troisième force dans l'équilibre transitionnel des pouvoirs en Birmanie », dans Aurore Candier (dir.), *Birmanie (Myanmar) 2010-2017 : Un pays en transition ?*, Presses de l'Inalco, 2020 : <https://books.openedition.org/pressesinalco/37102>

15. *Associated Press, AFP*, « Buddhist monks in Myanmar split on anti-junta movement » : <https://www.frontiermyanmar.net/en/buddhist-monks-in-myanmar-split-on-anti-junta-movement>

16. Ko Maung, « Myanmar's Spring Revolution : a history from below », *Opendemocracy* du 15 décembre 2021 : <https://www.opendemocracy.net/en/beyond-traffic-ficking-and-slavery/myanmars-spring-revolution-a-history-from-below/>

La résistance a dû entrer en clandestinité et se préparer à la lutte armée, sans formation militaire préalable ni armement digne de ce nom. Elle s'est tournée vers les mouvements ethniques qui étaient prêts à les aider en ce moment particulièrement éprouvant où tout pouvait sombrer.

Comme le note Banyar Aung, « *La lutte armée qui a débuté en 2021 diffère des crises passées, comme les troubles de 1948 qui ont conduit à la guerre civile. Dans le passé, la lutte armée était lancée par un parti ou une organisation particulière après une préparation minutieuse. En revanche, le soulèvement après le coup d'État de 2021 était un mouvement populaire et spontané, inattendu et non planifié. Les gens ont été poussés dans la guerre après qu'eux-mêmes, leurs parents ou leurs amis eurent été confrontés à la puissance de feu militaire lors de manifestations de rue. Ce n'est qu'après que les gens se sont soulevés contre le régime que le gouvernement civil parallèle d'unité nationale (GUN) et son bras armé, la Force de défense du peuple (PDF), ont émergé pour unifier la résistance dispersée.* » (17)

Le déroulement des événements qui ont conduit de la désobéissance civile de masse à la résistance n'a rien de mystérieux. Je ne pensais pas devoir y revenir. J'ai donc été très surpris de lire l'article de Robert Narai du 1<sup>er</sup> février 2022, que j'ai traduit en français (18). Dans un premier temps, il présente l'évolution des luttes et la situation actuelle dans des termes analogues aux miens. Dans un second temps, il s'attache à aborder des questions plus générales, relevant de l'analyse de classe des forces en présence, pour fonder, au final, une démarche qui me paraît dangereusement déconnectée des réalités... qu'il analysait lui-même dans la partie initiale de son article. Le point qui me paraît politiquement le plus problématique concerne l'idée selon laquelle le passage à la résistance armée était à la fois évitable et erroné.

Je vais citer extensivement ce long article, d'une part parce qu'il présente une synthèse d'informations fort utiles, et d'autre part pour ouvrir le débat sur un certain nombre de questions politiques qui me semblent importantes.

Dans la première partie de son article, Robert explique que « *la réponse de Tatmadaw* » à la levée populaire « *a été de mobiliser les forces armées à sa disposition pour écraser le mouvement de masse dans une vague de terreur contre-révolutionnaire : les expulsions massives des travailleurs du secteur public des logements*

*fournis par le gouvernement ont été combinées à des massacres dans tout le pays (...)* Depuis lors, la campagne est devenue le principal lieu de confrontation. Des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs des villes ont cherché la sécurité dans les zones frontalières contrôlées par les ethnies, ont suivi un entraînement à la guérilla et ont formé un certain nombre de groupes armés sous la bannière des "Forces de défense du Peuple" (PDF). (...) La résistance urbaine se poursuit sous la forme plus limitée d'assassinats ciblés de militaires et de leurs informateurs, tandis que les manifestations quotidiennes de type "manifestations flash" ("flash-mob") se poursuivent dans les grandes villes et les communes. »

Robert Narai ajoute plus loin que « *c'est la menace [représentée par la] grève générale étendue (...)* qui a conduit à la terreur contre-révolutionnaire qui a suivi. Les expulsions massives des cheminots, des infirmières, des fonctionnaires et des employés de banque se sont ajoutées au carnage de Hlaing Tharyar et aux bains de sang qui ont eu lieu ailleurs dans le pays. La nature apparemment indiscriminée de la violence avait pour seul but de paralyser le moteur de la lutte de masse et d'écraser l'âme sociale au cœur du processus révolutionnaire. » Comme le note l'une des personnes interrogées par Narai via des communications cryptées « *Nous avons l'habitude de faire des grèves dans les usines, mais faire une grève contre des militaires armés, c'est différent. Nous n'avons jamais participé à des grèves politiques auparavant. Mais les étudiants ont beaucoup d'expérience dans ce domaine. Et par ici, beaucoup de travailleurs savent que les étudiants soutiennent toujours les travailleurs quand ils font grève.* »

« *Le ciblage de ces militants [étudiants-travailleurs] et l'interdiction pratique de la plupart des syndicats au Myanmar depuis le coup d'État sont des mesures calculées pour déraciner ces réseaux et les priver de leur capacité d'action. L'un des effets de la répression a été la rupture de ces liens, mais pas entièrement. L'organisation clandestine des travailleurs sur le lieu de production se poursuit sous le nouveau régime militaire, malgré les difficultés et les dangers extrêmes que cela implique.* » Ce qui est étrange, c'est que dans la foulée Narai déplore que « *la tendance générale au sein de la gauche a été d'abandonner la promotion de l'auto-activité de la classe ouvrière et de rejoindre la prolifération des groupes armés qui ont émergé après la défaite de la grève générale de mars.* »

Nous en étions en effet clairement arrivés au point où l'élargissement de la lutte armée dans les basses terres était devenu une nécessité vitale, y compris pour permettre le maintien de résistances sociales dans les agglomérations urbaines et les zones industrielles : les militant·es en trop grand danger devaient pouvoir trouver refuge dans les campagnes, il fallait que l'armée soit obligée de disperser ses unités dans l'ensemble du pays et que l'impunité des forces de répression cesse.

À ma connaissance, aucune organisation significative en Birmanie n'a « *choisi* » la lutte armée sans y être contrainte, comme cela a pu être le cas dans d'autres pays, telles les Philippines où le PCP (dans la tradition de José Maria Sison) juge qu'elle doit toujours être considérée comme la « *forme principale* » de lutte. Il serait tout aussi erroné de dire qu'en toutes circonstances l'engagement dans la lutte armée signifierait désertier les combats sociaux des couches populaires.

Robert Narai note que le Gouvernement d'Unité nationale (GUN) a appelé à la « *guerre révolutionnaire du peuple* » et à la constitution des « *Forces de défense du peuple* » (PDF) et s'attache à décrire le développement de la résistance armée : « *Il existe deux types de PDF (...)* les forces de défense locales autonomes et celles directement liées au ministère de la Défense du GUN. Les groupes locaux se sont développés à partir des luttes de la base contre les forces de sécurité et opèrent en grande partie indépendamment du GUN. Dans le même temps, les autres groupes armés entretiennent des liens plus étroits avec le GUN : certains ont été créés directement par le GUN, tandis que d'autres ont cherché à s'associer plus étroitement au gouvernement parallèle. »

Deux facteurs principaux « *entravent* » cependant « *actuellement la "guerre révolutionnaire" du GUN* » : le « *manque d'armement lourd, qui rend difficile pour les PDF de capturer et de conserver des territoires et de contrer la puissance terrestre et aérienne supérieure du Tatmadaw* » et « *l'absence d'une structure de commande-*

17. Banyar Aung, « *Reviewing Myanmar's Spring Revolution, 2 Years on From the Coup* », *The Irrawaddy* du 31 janvier 2023 : <https://www.irrawaddy.com/opinion/analysis/reviewing-myanmars-spring-revolution-2-years-on-from-the-coup.html>

18. Robert Narai, « *"Jusqu'à la fin du monde" : La révolution inachevée du Myanmar* » (<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65652>). Je correspond depuis assez longtemps avec Robert et ses articles dans *Red Flag*, l'organe de Socialist Alternative (Australie), sur le Myanmar m'ont souvent été fort utiles.

## Birmanie (Myanmar)

ment et de contrôle centralisée capable de surmonter celle du Tatmadaw ». Toute cette présentation me paraît exacte et citer longuement Narai m'évite d'avoir à le répéter.

Là où le bât blesse, c'est quand Robert Narai condamne « les membres de la gauche birmane qui rejoignent les milices populaires armées » qui se mettraient nécessairement au service d'une forme de restauration capitaliste par le haut, d'une démocratie bourgeoise, sous l'égide du GUN. Dans le flot de dénonciation de cette orientation « désastreuse », il note cependant qu'il « ne s'agit pas de nier qu'une certaine composante armée sera [je souligne] nécessaire pour renverser Min Aung Hlaing ; mais l'objectif de ceux qui s'engagent à voir réussir les tâches de la révolution inachevée du Myanmar (démocratie politique et économique, terres pour les petits agriculteurs et autodétermination pour les minorités ethniques) ne devrait pas être d'aider à la construction d'une nouvelle "machine bureaucratique-militaire" qui serait incapable de ne résoudre aucun de ces problèmes. » Certes, l'objectif des luttes (armées ou pas) doit être la construction d'une Birmanie nouvelle au bénéfice des couches populaires, en défense des droits sociaux et nationaux. Mais c'est assez étrange d'utiliser ici le futur pour parler d'une guerre qui fait aujourd'hui rage et d'invoquer « une certaine composante armée » alors qu'il y en a déjà une multitude (19).

En attendant un avenir indéfini, la condamnation de ces militant·es qui ont rejoint aujourd'hui la résistance est sans nuance : « L'approche militarisée représente une rupture fondamentale avec le mouvement révolutionnaire observé au cours des premières semaines de février et mars 2021. Alors que les grèves et les manifestations de masse donnaient confiance aux autres travailleurs et les attiraient, ainsi que des couches plus larges, dans la lutte, les bombardements, les assassinats ciblés et les fusillades produisent le contraire. Tragiquement, la militarisation croissante de la résistance contribue à consolider un terrain politique qui exclut la participation démocratique et populaire de la classe ouvrière et du "peuple". »

Contre toute évidence, Robert Narai affirme que le renversement du pouvoir militaire était possible au printemps 2021 et que c'est l'engagement dans la lutte armée qui a frustré les masses de cette

victoire à portée de main. Il en conclut que tous les mouvements qui ont conduit la résistance ont « trahi » la cause. J'ai déjà écrit tout le mal que je pensais de la LND sous Aung San Suu Kyi : elle a effectivement contribué à brider les mouvements démocratiques et sociaux. Condamner pour trahison la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM), le centre syndical qui a lancé la grève générale prolongée du 8 mars, c'est une autre affaire ! Le CRPH, fondé par des parlementaires liés à la LND, est composé avant tout par des membres des élites ? Certes, et il faut favoriser l'auto-organisation des luttes populaires, leur indépendance de classe. Cependant, il est pour le moins problématique de prétendre que la LND et le CRPH ont « joué un rôle important » dans « la défaite de la grève générale étendue » en « promouvant le "droit à l'autodéfense" à la mi-mars (après un mois et demi d'appel à la "protestation pacifique" face aux massacres perpétrés par la Tatmadaw), ils ont contribué à canaliser le sentiment répandu que Min Aung Hlaing devrait être renversé par la force armée, en abandonnant la lutte sur le lieu de production pour la "guerre révolutionnaire du peuple". »

La victoire était-elle possible en mars 2021 ? Oui, à une condition **réalisable** que, curieusement, Robert ne mentionne pas : une aide et une solidarité internationale décisive sur le plan diplomatique, des sanctions à la hauteur des enjeux, la fourniture d'armements à diverses composantes de la résistance (dans les États ethniques), une aide internationale multiforme. Washington n'a, notamment, pas usé du pouvoir exorbitant qui permet à la justice des États-Unis de poursuivre toute entité utilisant le dollar pour des transactions entrant en contradiction avec les intérêts étatsuniens.

Nos faiblesses sont aussi en cause. Nous sommes nombreux à avoir fait tout ce que nous pouvions pour aider la résistance au putsch, sur le plan humanitaire et politique, puis sur le plan financier (pour notre part, nous avons rapidement commencé à collecter des fonds, comme nous avons participé à des campagnes contre « notre » compagnie pétrolière Total). Il faut cependant reconnaître les limites de nos actions et les difficultés que nous rencontrons pour faire de la guerre oubliée de Birmanie un enjeu dans nos propres pays (le soutien le plus actif étant venu de pays voisins, dont la Thaïlande et les Philippines).

Dans ces conditions, il faut commencer par reconnaître que ce qui a été accompli par les mouvements qui ont initié la résis-

tance au putsch du 1<sup>er</sup> avril est remarquable, extraordinaire (hors du commun). En matière de trahison, on fait mieux. Il ne faut pas réécrire l'histoire avec des « si », ce que fait, il me semble, Robert Narai. Comme nous disons en français, « avec des "si" on mettrait Paris en bouteille ».

Selon Narai, deux facteurs principaux expliqueraient pourquoi la classe ouvrière du Myanmar n'a pas réussi à renverser le régime de Min Aung Hlaing lors de la grande vague de grèves de février-mars : l'incapacité à créer un second pouvoir gouvernemental des masses laborieuses et l'absence d'une organisation révolutionnaire profondément enracinée. Il recherche (à raison) et met en valeur les exemples d'entraide population-grévistes, de comités de grèves prenant le contrôle direct de la production, la fusion entre des comités de grève et des organisations d'autodéfense de quartier. Toutes choses qui manifestent la profondeur et l'inventivité d'un soulèvement populaire. Pour conclure : « Malheureusement, ces initiatives révolutionnaires ne se sont jamais regroupées en un système cohérent d'autogestion collective. Pour atteindre le niveau d'un gouvernement révolutionnaire des masses laborieuses, ces expériences devraient être généralisées à un niveau local et national. Elles devraient également pénétrer dans les centres d'accumulation du capital qui sont restés largement épargnés par les grèves, en particulier les champs de gaz de la mer d'Andaman et les mines de jade de l'État de Kachin. Ce faisant, ils auraient pu commencer à jeter les bases d'un réseau de conseils de travailleurs qui pourraient éventuellement se disputer le pouvoir. »

Il juge que les comités de grève générale formés à la mi-février auraient pu impulser la création d'un organe national de double pouvoir face à la junte et offrant une légitimité alternative, prolétarienne, au GUN, initiant une dynamique de revendications transitoires portée par un « gouvernement révolutionnaire des masses laborieuses ». Il ajoute que les « formes de pouvoir ouvrier » auraient dû s'implanter dans la capitale Naypyitaw, ce dont elles ont été incapables, pour ne pas permettre aux militaires de « passer les jours les plus difficiles ».

Pour Robert Narai, il est « raisonnable » de penser que tout cela aurait pu se produire avant que Tatmadaw ne reprenne l'initiative. Je crains qu'il soit déraisonnable de le croire. Nous parlons d'une période de six semaines ! Encore une fois, ce qui a été accompli durant ce très bref laps de temps mérite déjà la plus grande admira-

19. En anglais : *This is not to deny that some armed component will be necessary.* La formule « une certaine composante armée » semble impliquer que, dans tous les cas, cette « composante » restera minimale.

tion. Ses enseignements sont exceptionnels et les succès comme les limites de ce qui a pu être achevé méritent d'être analysés, mais n'exigeons pas *a posteriori* l'impossible...

Même si des organisations politiques révolutionnaires implantées avaient existé en février 2021, il est douteux que cela ait suffi sans aide internationale plus décisive, mais de toute façon, elles restaient à construire, comme le note Robert lui-même. Il utilise ici le singulier (une organisation révolutionnaire), alors que je préfère utiliser le pluriel, car le pluralisme du mouvement révolutionnaire s'impose souvent comme une donnée qu'il faut accepter positivement, sous peine de le fracturer.

Je voudrais conclure ici sur deux questions.

● **La flexibilité des stratégies et des tactiques.** Il va de soi que les tactiques sont concrètes, mais les stratégies aussi. La Birmanie a vécu coup sur coup deux tournants majeurs : le putsch du 1er avril et son échec, puis la capacité de Tatmadaw à reprendre l'initiative en menant une campagne de terreur à très grande échelle. L'articulation des formes de lutte n'est évidemment pas la même en février et en mars. Dans un premier temps, il s'agissait d'associer de façon dynamique, au sein d'un vaste mouvement de désobéissance civique, combats démocratiques et sociaux, ancrages dans les lieux de production comme dans les quartiers populaires et zones industrielles, les centres urbains et les campagnes. Dans un second temps, le facteur « *résistance armée* » entre décisivement en jeu, alors qu'il était précédemment absent, ce qui implique un poids accru des zones rurales et des liens avec les organisations ethniques armées solidaires – en tentant de maintenir la résistance active dans les centres urbains, voire à reprendre l'initiative là aussi.

Quand des paramètres clés de la situation basculent, la stratégie en ressort modifiée. Disons qu'en février, une stratégie du « *soulèvement de masse* » non armé correspondait à la situation dans la plaine centrale, en sachant que ce type de levée populaire prend des formes territoriales autant que dans les centres de production, rurale autant qu'urbaine, sociale autant que politique.

Nous entrons courant mars dans une phase intermédiaire où la résistance armée s'impose, mais où il est probablement encore difficile d'élaborer une stratégie appropriée, tant que l'évolution des rapports de forces reste indéfinie. **Nous savons maintenant que la résistance**

**armée s'inscrit dans la durée et non pas dans le court terme.** Robert Narai n'en écarte pas moins d'un revers de la main la question de la « *guerre révolutionnaire du peuple* » déclarée par le GUN – et pourtant, il nous faut bien l'aborder, cette question.

Il y a un large éventail d'expériences asiatiques en matière de luttes ou résistances armées à base populaire – déjà anciennes (Chine, Vietnam, etc.) ou très contemporaines (dont aux Philippines). Le vocabulaire importe ici peu : guerre du peuple, guerre révolutionnaire prolongée... Rien n'est jamais transposable d'un pays à l'autre, d'une période historique à une autre. Cependant, ces expériences permettent de réfléchir à bien des questions : le rapport entre la mobilisation des forces sociales dans le processus révolutionnaire et la réforme agraire, le danger autoritaire que peuvent manifester des organisations armées vis-à-vis de leurs bases sociales et les moyens de le combattre, la défense et le respect des droits des communautés populaires et des populations montagnardes en situation de militarisation aiguë, les modes de règlement des conflits entre mouvements armés (même progressistes), etc. Il ne s'agit évidemment pas, pour nous, de définir à des milliers de kilomètres la juste stratégie, mais d'apprendre et de transmettre les enseignements de ces expériences dans ce qu'elles ont de spécifique, d'original, ou de plus général.

● **Qui doit représenter la Birmanie dans les instances internationales ?** Nous ne pouvons pas ignorer cette question, un terrain de bataille fort important. L'équation est assez simple.

Nous sommes pour que le Conseil d'administration d'État (SAC) soit exclu de toutes les instances régionales et internationales. Il ne peut en aucun cas et nulle part représenter la Birmanie.

S'en tenir à la situation d'avant le putsch (ce que font de nombreuses chancelleries), c'est reconnaître la représentativité du gouvernement civil de la LND sous Aung San Suu Kyi et ne pas tenir compte de tout ce qui s'est passé depuis.

Demander la reconnaissance du GUN, qui incarne à la fois la continuité de l'autorité parlementaire civile élue, mais prend acte aussi des évolutions majeures sur la reconnaissance du génocide des Rohingyas, les droits démocratiques et à la citoyenneté, la représentation pluri-ethnique, la co-élaboration d'un projet confédéral... Il ne s'agit pas de croire le GUN sur parole ou de prétendre qu'il va instaurer une démocratie socialiste. C'est d'abord un constat : il n'y a en l'état pas d'autre

choix légitime acceptable sur le plan diplomatique.

J'ajouterai que nous avons de la chance, car le GUN, pour une large part, n'est pas un gouvernement en exil, coupé du pays. Protégés par l'État Karen, des cadres continuent à opérer sur le terrain et certains l'ont payé de leur vie. La coopération militaire avec les PDF s'impose dans bien des lieux comme une nécessité, même de la part d'unités qui ne veulent pas passer sous le commandement (effectif ou symbolique) du ministre de la Défense du GUN.

### Le projet confédéral et l'ethno-nationalisme bamar

Ce qu'invoque le GUN ne sera pas simple à mettre en œuvre, car il implique une rupture radicale avec ce que fut la Ligue nationale pour la démocratie sous l'égide d'Aung San Suu Kyi, tant en ce qui concerne sa politique envers les peuples des hautes terres que ses complicités dans le génocide des Rohingyas. Il faut surmonter un lourd passif qui remonte loin dans le passé.

● **Les élites bamars et l'ethno-nationalisme.** Rapelons qu'au Myanmar, la plaine centrale est bordée de montagnes frontalières et que la façade maritime, dans la partie méridionale, borde l'océan Indien, et que le pays est, pour l'essentiel, administrativement divisé en sept États ethniques à la périphérie (40 % de la population) et sept régions au centre (60 % de la population). La Birmanie est dotée d'un parlement bicaméral, l'Assemblée de l'Union, composée d'une chambre basse, la Chambre des représentants, et d'une chambre haute, la Chambre des nationalités. Il s'agit en réalité d'un faux fédéralisme, le gouvernement central n'ayant jamais articulé de politiques de développement pensées à l'échelle du pays entier. Par ailleurs, le mode de représentation institutionnel et de reconnaissance de la citoyenneté fige les « *identités* » dans la périphérie, car ils dépendent de l'appartenance à une ethnie recensée (20). Historiquement, ce système a été, pour une large part, formalisé sous la colonisation britannique, connue pour sa politique de « *diviser pour régner* ».

Dans cette configuration, le pouvoir central est bamar, censé incarner, dans la tradition coloniale, le pays « *utile* ». Le régime fonde notamment sa légitimité sur

20. François Robinne, « Guerre civile en Birmanie : la transition démocratique dans l'impasse identitaire », *Les Grands dossiers de Diplomatie* n° 42, décembre 2018, pp. 94-96.

## Birmanie (Myanmar)

la défense de « sa » Birmanie, face à la figure de « l'autre », les peuples non bamars de la périphérie. Les élites sociales bamars, auxquelles Aung San Suu Kyi appartient, sont culturellement ethno-nationalistes. C'est l'une des raisons qui explique que Suu Kyi ait pu cohabiter un temps avec l'armée et la défendre après le génocide des Rohingyas.

Suu Kyi est la fille d'Aung San, le plus connu des fondateurs de l'armée nationale durant la Seconde Guerre mondiale et, en 1939, du Parti communiste birman (PCB). Il fut assassiné, avec six autres membres du gouvernement provisoire, le 19 juillet 1947 par un dirigeant d'extrême droite. La formation de cette armée pendant la guerre est marquée par des retournements d'alliances et il n'y a pas eu, comme en Chine, un long processus combinant guerre populaire, lutte de libération nationale et révolution sociale. Le PCB avait d'indéniables racines dans l'histoire de luttes populaires, mais il restait de composition exclusivement bamare.

La stature d'Aung San Suu Kyi tient pour une part à cette filiation. L'ambivalence de son rapport à l'armée probablement aussi. Elle ne voulait pas ternir son aura historique tout en cherchant à affirmer la prééminence du gouvernement civil contre l'état-major de Tatmadaw, sa propre légitimité étant électorale. Par ailleurs, la tradition politique dans laquelle elle s'inscrit est celle d'une gauche « verticaliste », autoritaire. Durant la période relativement démocratique qui précède le putsch de 2021, quand la « société civile » s'est rapidement développée, Suu Kyi a refusé de s'appuyer sur elle et ses mobilisations autonomes. Ainsi, l'ethno-nationalisme et le verticalisme apparaissent comme deux des facteurs qui ont contribué à l'échec d'une transition démocratique, par ailleurs fort aléatoire.

● **Le génocide des Rohingyas.** Les Rohingyas habitent depuis longtemps la Birmanie, en bordure du golfe du Bengale, et bon nombre d'entre eux étaient reconnus comme des citoyens de plein droit. Rohingya signifie d'ailleurs « habitants du Rohang », plus généralement connu comme l'Arakan/l'État Rakhine – « habitants de l'Arakan », donc. Le régime militai-

re leur refuse le droit de s'appeler ainsi, les considérant comme des étrangers. Cette population a été soumise à diverses campagnes de discrimination, voire à des massacres comme en 2012, pour déboucher, en 2017-2018 sur un génocide et la fuite massive des survivants (quelque 750 000 réfugiés, pour une grande part au Bangladesh ou errant entre divers autres pays).

L'aile extrémiste nationaliste d'extrême droite du bouddhisme birman a joué un grand rôle dans la diabolisation et la déshumanisation des Rohingyas. Comme bien souvent, derrière les discours enflammés en défense de causes « sacrées » – au nom de l'identité religieuse ou de l'ethno-nationaliste – se cachent des enjeux très terre à terre. Le génocide n'aurait probablement pas eu lieu s'il n'avait pas fallu faire place nette pour ouvrir le territoire où vivaient les musulmans à la construction d'un port en eau profonde, d'une zone industrielle et de nouvelles infrastructures au bénéfice des généraux, de l'Inde et de la Chine. C'est en effet là qu'aboutit le « corridor birman » qui relie le sud de la Chine à la haute mer (il y a aussi un « corridor pakistanais »). La politique des « corridors » permet tout à la fois au régime chinois de raccourcir les échanges commerciaux, d'investir massivement dans les pays concernés, de renforcer son influence à sa périphérie et de contourner un possible blocus que l'armée des États-Unis pourrait exercer au niveau du détroit de Malacca, plus à l'est.

Le génocide a été occulté en Birmanie et aucune solidarité substantielle ne s'est manifestée chez les Bamars ou de la part d'États ethniques. C'est certes l'armée qui a commis le génocide, mais dans un premier temps, Aung San Suu Kyi a agressivement défendu les généraux dans l'arène internationale, allant jusqu'à dénoncer les organismes onusiens chargés de l'aide comme des « complices des terroristes ». Devant le tollé provoqué par son attitude, elle a reconnu l'existence du problème (sans admettre pour autant sa gravité) et a déclaré qu'elle organiserait le retour de réfugiés après avoir vérifié leur citoyenneté (qui leur a été retirée !). Elle a toujours refusé de prononcer leur nom (Rohingya). On en est resté là.

La jeune génération birmane semble aujourd'hui prête à affronter ce lourd passé. Des Bamars subissant aujourd'hui la violence sans merci de Tatmadaw vivent dans leur chair le sort qui a été fait aux Rohingyas et se sentent coupables d'avoir regardé ailleurs en 2017-2018. Bien que le nouveau gouvernement d'Unité nationale ait reconnu le génocide dans son communiqué du 3 juin

2021 et affirmé que les responsables de ce crime devraient être jugés et condamnés, des représentants d'associations de Rohingyas restent sceptiques sur ce *mea culpa* et demandent à juger sur pièces, mais reconnaissent qu'un nouveau « possible » s'ouvre du côté de l'opposition à la junte, alors que rien ne peut être espéré côté Tatmadaw. Il est tout à fait possible que d'autres membres du GUN qu'Aung San Suu Kyi aient été personnellement impliqués, sous une forme ou une autre, dans l'occultation du génocide.

### La coopération militaire des oppositions et Tatmadaw

C'est l'un des facteurs qui va affecter de façon décisive l'avenir du Myanmar. En 2021, il n'existait pas d'organisation progressiste armée dans la plaine centrale bamare, la LND cohabitant au pouvoir avec les militaires. Les militants et cadres politiques ou sociaux qui sont entrés en clandestinité n'avaient ni savoir-faire en ce domaine ni armement et les déplacements pour chercher aide et protection dans des États ethniques de la périphérie étaient très dangereux. Deux ans plus tard, l'expérience aidant, le panorama a bien changé.

Malgré tout, la situation peut encore varier beaucoup d'un endroit à l'autre et la résistance doit, parfois encore, combattre avec des moyens très rudimentaires (21). Le degré d'engagement des organisations ethniques armées contre la junte varie toujours, mais il est plus important que par le passé. Sur le terrain, la situation est souvent compliquée. Voici comment elle se présente actuellement, selon Banyar Aung, dans un article du 31 janvier 2023 : « *L'ampleur de la révolution armée en cours est sans précédent au Myanmar. Les forces du régime sont débordées et épuisées, et combattent sur de multiples fronts à travers le pays. L'armée est souvent incapable d'envoyer des renforts lorsqu'une base est attaquée. Au lieu de cela, ils ont de plus en plus recours à l'artillerie et aux attaques aériennes, dans le cadre d'une stratégie de la terre brûlée contre les civils, afin d'ébranler leur foi dans la révolution.* » (22)

Les combats ont été les plus intenses dans les États de Kachin, Chin, Kayah (Karenni), Karen et Mon, ainsi que dans les régions de Sagaing et Magwe. Les forces de résistance peuvent à nouveau mener des attaques en zones urbaines, notamment dans les grandes villes comme Yangon et Mandalay. Plus de 8 000 affrontements de différentes tailles ont été enregistrés depuis le coup d'État. Il ne se

21. Voir par exemple Aakash Hassan et Ellis-Petersen, « Haimual : On the frontline with the rebel army fighting Myanmar's brutal junta » ; *The Guardian* du 8 janvier 2023 : <https://www.theguardian.com/world/2023/jan/08/on-the-frontline-with-the-rebel-army-fighting-myanmars-brutal-junta>

22. Banyar Aung, « Reviewing Myanmar's Spring Revolution, 2 Years on From the Coup », op.cit. note 17.

ne passe pas un jour sans que l'armée du Myanmar ne subisse des pertes. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ait du mal à recruter de nouveaux soldats.

Le GUN a jusqu'à présent créé environ 300 bataillons et a des liens avec quelque 400 unités locales de PDF. Un bataillon de PDF comptant environ 200 hommes, le GUN a ainsi rassemblé une armée d'environ 60 000 résistants, sans compter d'autres groupes de défense populaires. *« Bien qu'il n'ait pas encore unifié toutes les forces de résistance sous un commandement unique, le GUN a fait des progrès impressionnants en développant un réseau national de forces de résistance au cours des deux dernières années. Nombre de ces résistants ont suivi une formation militaire de base et ont acquis une expérience du combat. Mais armer tous ses bataillons, sans parler des PDF locaux, reste un défi pour le GUN. Cependant, la foule qui a combattu l'armée du Myanmar avec des fusils de chasse rudimentaires et des armes artisanales s'est transformée en une force armée formalisée, équipée de fusils automatiques modernes et de drones. »*

Le panorama des organisations ethniques armées et de leur degré d'engagement dans la résistance à la junte est fort complexe. Voilà ce qu'il en est, selon Banyar Aung :

- Les troupes aguerries des organisations ethniques armées (EAO) comprennent l'Armée de l'indépendance kachin, l'Union nationale karen, le Front national chin, la Force de défense chinland, le Parti national progressiste karen, la Force de défense des nationalités karen et le Front démocratique des étudiants de Birmanie. Leurs forces combinées de 45 000 soldats coopèrent pleinement avec la révolution de printemps pro-démocratique pour renverser le régime.

- Bien que l'armée d'Arakan, l'armée de libération nationale Ta'ang et l'armée de l'alliance démocratique nationale du Myanmar aient participé à moins d'affrontements avec les troupes de la junte, ces trois groupes soutiennent les forces de la révolution de printemps en leur fournissant des armes ou des équipements. Ils représentent également une menace sérieuse pour le régime, car des affrontements entre les troupes de la junte et les trois EAO, dont les effectifs combinés s'élèvent à quelque 45 000 hommes, pourraient éclater à tout moment.

- Trois autres EAO, avec une force combinée d'environ 45 000 hommes – l'Armée unie de l'État Wa, l'Armée de l'alliance démocratique nationale et le Parti du pou-

voir de l'État Shan – s'engagent à peine dans les forces de résistance du pays. Mais elles ne se battent pas non plus pour le régime, préférant le rôle de spectateurs intéressés.

- Deux autres groupes, le Conseil de restauration de l'État Shan et le Nouveau parti de l'État Mon, avec une force combinée d'environ 10 000 soldats, ont adopté une position neutre dans les combats, mais concluent également des accords avec le régime.

- Les signataires de l'accord de cessez-le-feu national, à savoir l'Armée démocratique karen/bénévole, l'Union nationale karen/Conseil de libération nationale karen/Conseil de paix, l'Organisation de libération nationale palaung, le Parti de libération arakan et l'Union démocratique lahu, sont sous le contrôle du régime. Mais il est peu probable qu'ils se joignent à la Border Guard Force (Gardes frontières) et aux milices, favorables au régime, pour combattre aux côtés des forces de la junte.

*« Il est donc juste de dire que la majorité des EAO se sont rangés du côté des forces anti-régime. Les forces révolutionnaires ont cependant encore certaines faiblesses. Elles ne sont pas encore totalement armées, elles ont peu d'armes pour contrer les frappes aériennes, elles manquent d'artillerie et elles ne sont pas encore sous une seule chaîne de commandement nécessaire pour mener des attaques synchronisées. »*

- **Changement de période pour Tatmadaw.** Tatmadaw était réputée pour sa cohésion. Devenue en quelque sorte la fraction dirigeante de la société, elle pouvait représenter un canal de promotion sociale. Par-delà ses divisions et rivalités, le corps des officiers supérieurs défendait solidairement ses prérogatives politiques et son empire économique (l'économie « kaki »). Il garde aujourd'hui encore d'importantes sources de revenus, « légales » ou pas (comme les trafics frontaliers) et maintient son emprise sur les conscrits (un par famille) par la menace. Tant que les troupes ont été envoyées combattre des organisations ethniques (« l'autre »), cette cohésion a été maintenue. Une fois que la répression a frappé les populations bamares, une série de défections se sont produites (évaluées à 2 000 soldats, mais aussi 6 000 policiers). Elles pourraient se poursuivre dans la mesure où l'armée subirait des revers couteux. Hier, Tatmadaw opérait de façon discontinue sur un nombre limité de théâtres d'opérations, dans certains États ethniques seulement. Aujourd'hui le pays entier est une zone de

guerre, ce qui lui pose des problèmes opérationnels nouveaux.

Il ne faut cependant pas sous-estimer l'ennemi. La junte a encore les moyens de s'acheter des soutiens, de jouer sur des rivalités, de coopter quelques transfuges (23)... Elle ne cesse de renforcer son armement : aviation, tanks...

### Les mouvements associatifs et syndicaux

La Birmanie a connu un bouleversement tardif de sa formation sociale avec les mesures de libéralisation économique et politique qui ont été mises en œuvre à partir de 2011 – « un vaste processus » selon les termes de l'*Asian Labor Review* (ALR) dans l'introduction à l'interview que lui accorde la syndicaliste Ma Tin Tin Wai (24). Le gouvernement « quasi civil » appelant « à l'expansion des investissements directs étrangers et du commerce international ». La part de l'économie de subsistance dans les campagnes s'est rapidement réduite, provoquant un exode rural vers des emplois salariés dans les industries manufacturières des centres urbains. Il existe aujourd'hui encore des liens familiaux entre travailleurs et pauvres des villes et la paysannerie qui ont été activés quand la répression a frappé les militants anti-junte.

*« La majorité de la main-d'œuvre urbaine, dont un grand nombre de femmes, est employée dans le secteur de l'habillement, qui contribue de manière significative au revenu national du pays. Parallèlement à la libéralisation économique, la formalisation du marché du travail a été entreprise afin de faire respecter les protections légales du travail, d'assurer l'intégrité des investissements et de fournir des environnements de travail stables nécessaires à une production ininterrompue. »* L'*Asian Labor Review* note que la loi sur l'organisation du travail promulguée en 2011 « a considérablement changé la nature des relations de travail et du marché du travail, en introduisant de nouveaux systèmes de sécurité sociale, des contrats de travail obligatoires, un salaire minimum et des mécanismes de résolution des conflits du travail. Cependant, ces politi-

23. « Recruiting Renegade NLD Members is Myanmar Regime's Tactic to Divide the Party » ; *The Irrawaddy* du 26 décembre 2022 : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/recruiting-renegade-nld-members-is-myanmar-regimes-tactic-to-divide-the-party.html>

24. Ma Cheria, « "Fight on Our Own and Build Solidarity": A Conversation with Ma Tin Tin Wai of Federation of General Workers in Myanmar », *Asian Labor Review* du 31 janvier 2023 : <https://labourreview.org/fight-on-our-own/>

## Birmanie (Myanmar)

ques n'ont pas réussi à protéger adéquatement les droits des travailleurs. L'État est resté attaché à la protection des intérêts des employeurs, car leurs intérêts étaient alignés. »

Ainsi, la légalisation des syndicats, l'institutionnalisation de la négociation collective (25) et la création d'un organe d'arbitrage composé d'anciens militaires et de représentants des entreprises n'ont pas eu l'effet escompté : assurer l'ordre social remis en cause à la fin du règne Than Shwe. Peu après l'adoption du premier texte de loi sur le travail en 2011, les districts industriels de Hlaing Tharyar, Shwepyithar et Hmawbi, dans la banlieue de Yangon, ont connu une nouvelle vague de grèves, qui a conduit à la création de dizaines de nouveaux syndicats d'usine. Comme le résume Robert Narai : « Une autre vague de grèves a submergé le secteur de l'habillement en 2015-17, notamment une émeute en 2017 au cours de laquelle des centaines de travailleurs sont descendus dans l'usine Hangzhou Hundred-Tex Garment, dans la banlieue de Yangon, endommageant les véhicules de l'usine, brisant les vitres, démolissant les machines, attaquant la direction et prenant plusieurs cadres en otage. (L'émeute faisait suite à une grève de 15 mois pour des heures supplémentaires non payées, qui a entraîné le licenciement du dirigeant syndical de l'usine). Puis, en 2019, les travailleurs de l'habillement ont mené une autre vague de grèves sauvages avant que Covid-19 ne soit utilisé pour réprimer le militantisme. »

Aujourd'hui encore, note l'ALR, « sous le régime militaire qui réprime sans relâche

les grèves, condamne à mort les partisans de la démocratie et restreint la liberté d'expression et le militantisme syndical, on peut encore voir des manifestations spontanées organisées par les travailleurs dans leurs usines. » Ainsi, la Fédération des travailleurs généraux du Myanmar (FGWM, anciennement connue sous le nom de Fédération des travailleurs de l'habillement), pour laquelle parle Ma Tin Tin Wai, « regroupe 20 syndicats d'usine, est à la pointe de la résistance contre la junte et s'organise contre l'exploitation capitaliste des travailleurs du Myanmar. Elle a aidé les personnes issues du mouvement de désobéissance civile à former des syndicats. Pour ces raisons, ses dirigeants ont été pris pour cible par la junte militaire et ont été contraints à l'exil. » (26)

Le renouveau militant s'est aussi manifesté dans le monde rural et sur les campus. Robert Narai (27) souligne que la mise en place par le gouvernement USDP de Thein Sein d'un organisme chargé des litiges fonciers, composé d'anciens fonctionnaires de l'État, a déclenché un certain nombre de luttes menées par de petits agriculteurs pour récupérer des terres confisquées sous la dictature de Than Shwe. « Ces luttes ont été particulièrement vives dans le delta de l'Irrawaddy dans les régions de Monywa et de Sagaing, ainsi que dans un certain nombre de zones peuplées de minorités ethniques. » Les étudiantes se sont battus pour rétablir leurs syndicats, interdits sous la précédente dictature, « se heurtant à une forte résistance de la part des administrations universitaires et des partisans de l'ancien régime. » Dans ce climat combatif, des associations politiques ont vu le jour où « les étudiants pouvaient discuter et débattre ouvertement de sujets politiques pour la première fois en plus de cinq décennies. Un certain nombre de forums plus explicitement radicaux ont également fleuri, notamment des cercles de discussion marxistes à Yangon. »

Ce bouillonnement syndical, associatif et politique a été temporairement placé sous une chape de plomb par le putsch du 1<sup>er</sup> avril 2021, mais il reprend actuellement, bien que dans les circonstances nouvelles de la guerre civile (28).

### L'impact géopolitique

Sur le front diplomatique, le soutien à la résistance s'accroît, tout en restant fort mesuré, tandis que les positions du régime militaire se détériorent.

● **États-Unis.** En décembre dernier, les États-Unis ont adopté une loi sur la

Birmanie (le *Burma Act*), les engageant à contribuer au rétablissement d'une gouvernance civile au Myanmar (soutien au GUN) et à faire en sorte que les auteurs de violations des droits humains rendent des comptes. Elle prévoit également une assistance non militaire aux forces anti-junte, notamment aux organisations armées ethniques (EAO) et aux forces de défense populaires (PDF). Cette décision montre que Washington ne croit plus que la négociation avec la junte soit une solution pratique.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie (particulièrement critiquée pour la lenteur dont elle a fait preuve en ce domaine) ont annoncé un durcissement des sanctions internationales (29), suivis par l'Union européenne (mais pas du tout par le Japon). Justice for Myanmar se félicite du nouveau train de mesures adoptées par Bruxelles « plus de deux ans après la tentative illégale de coup d'État » (30). Selon les pays, ces sanctions peuvent concerner l'élargissement de la liste noire de membres du SAC et des entreprises ou conglomérats sous le contrôle de l'armée, ou la fourniture de carburants destinés à l'aviation birmane.

● **Chine.** La Chine réévalue la situation. Elle ne fait en effet pas dans l'idéologie. Le PCC entretenait auparavant de fort bonnes relations avec Aung San Suu Kyi, mais avait néanmoins apporté un soutien décisif à la junte après le putsch du 1<sup>er</sup> avril 2021. La priorité, pour Pékin, est de traiter avec un pouvoir susceptible de garantir la stabilité du régime en place, la sécurité de ses nombreux investissements et la protection des entreprises chinoises implantées dans le pays. Le SAC s'avère aujourd'hui incapable de répondre à ces exigences.

Pékin a réduit ses relations de haut niveau avec la junte et ne s'est pas rendu à la deuxième réunion de coopération Lancang-Mekong. La Chine n'a pas opposé son veto à une résolution de l'ONU condamnant le régime militaire. Elle a suspendu ses grands projets d'investissement, notamment dans le corridor stratégique qui conduit à la frontière maritime de l'Arakan (État Rakhine).

Fin décembre 2022, des rencontres ont été organisées dans la province chinoise frontalière du Yunnan avec sept organisations ethniques du nord de la Birmanie. Il se serait agi d'activer ou d'établir des contacts en attendant de voir comment Washington allait mettre en œuvre sa nouvelle politique. (31)

● **L'ASEAN** (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Sous la pression des

25. *Asian Labor Review* s'appuie sur les travaux de Stephen Campbell, « Labour Formalisation as Selective Hegemony in Reform-era Myanmar », *The Asia Pacific Journal of Anthropology*, 2018.

26. *Asian Labour Review* du 31 janvier 2023, op. cit.

27. Ibid.

28. Plus de 20 employées licenciées pour avoir protesté contre les conditions de travail dans une usine de Yangon renoncèrent à signer un contrat pour être réembauchées, affirmant que leurs demandes visant à remédier aux violations des droits ont été ignorées. Han Thit, « Fired Myanmar workers reject "unfair" employment offer from Adidas shoe factory », *Myanmar Now* du 4 janvier 2023 : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65296>

29. Rebecca Ratcliffe, « Myanmar junta hit by western sanctions as 'silent strikes' mark coup anniversary », *The Guardian* du 1<sup>er</sup> février 2023 : <https://www.theguardian.com/world/2023/feb/01/myanmars-air-force-targeted-by-sanctions-two-years-on-from-military-coup-protest-strike>

30. Justice for Myanmar, 20 février 2023 : <https://www.justicemyanmar.org/press-releases/jfm-welcomes-latest-round-of-eu-sanctions-imposed-on-the-myanmar-junta-and-its-arms-and-jet-fuel-suppliers>

31. The Irrawaddy, 29 janvier 2023 : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/chinas-new-special-envoy-to-myanmar-meets-ethnic-armed-organizations.html>



# Le colonialisme numérique : l'évolution de l'empire états-unien

Par  
Michael Kwet\*

Les entreprises étatsuniennes de « Big Tech » réalisent des profits considérables grâce au contrôle qu'elles exercent sur le commerce, le travail, les médias sociaux et les loisirs dans le Sud.

En 2020, les milliardaires se sont enrichis comme des bandits. Les avoirs personnels de Jeff Bezos ont bondi de 113 à 184 milliards de dollars. Elon Musk a brièvement éclipsé Bezos, avec une augmentation de sa valeur nette de 27 à plus de 185 milliards de dollars.

Pour la bourgeoisie qui préside les sociétés « Big Tech », la vie est belle.

Pourtant, si la domination accrue de ces entreprises sur leurs marchés nationaux fait l'objet de nombreuses analyses critiques, leur portée mondiale est un fait rarement discuté, notamment par les intellectuels dominants de l'empire étatsunien.

En fait, dès que l'on examine les mécanismes et les chiffres, il devient évident que la Big Tech n'est pas seulement d'envergure mondiale, mais qu'elle a un caractère fondamentalement colonial et qu'elle est dominée par les États-Unis. Ce phénomène est appelé « colonialisme numérique ».

Nous vivons dans un monde où le colonialisme numérique risque désormais de devenir une menace aussi importante et profonde pour le Sud que le colonialisme classique l'était au cours des siècles précédents. La forte augmentation des inégalités, le développement de la surveillance



Michael Kwet

par l'État et les entreprises et les technologies policières et militaires sophistiquées ne sont que quelques-unes des conséquences de ce nouvel ordre mondial. Ce phénomène peut sembler nouveau pour certains, mais au cours des dernières décennies, il s'est ancré dans le statu quo mondial. Sans un mouvement de contre-pouvoir suffisamment fort, la situation ne fera qu'empirer.

## Que signifie le colonialisme numérique ?

Le colonialisme numérique est l'utilisation de la technologie numérique à des fins de domination politique, économique et sociale d'une autre nation ou d'un autre territoire.

Dans le cadre du colonialisme classique, les Européens se sont emparés des terres étrangères et les ont colonisées ; ils ont installé des infrastructures telles que des forts militaires, des ports maritimes et des chemins de fer ; ils ont déployé des canonnières pour la pénétration économique et la conquête militaire ; ils ont construit des machines lourdes et exploité la main-d'œuvre pour extraire les matières premières ; ils ont érigé des structures de surveillance pour contrôler les travailleurs ; ils ont rassemblé les ingénieurs nécessai-

res à une exploitation économique avancée (par exemple, des chimistes pour l'extraction des minéraux) ; ils ont siphonné les connaissances indigènes pour les processus de fabrication ; ils ont renvoyé les matières premières vers la mère patrie pour la production de produits manufacturés ; ils ont inondé les marchés du Sud avec des produits manufacturés bon marché ; ils ont perpétué la dépendance des peuples et des nations du Sud dans une division mondiale inégale du travail ; et ils ont étendu la domination commerciale, diplomatique et militaire pour faire des profits et se livrer au pillage.

En d'autres termes, le colonialisme dépendait de la propriété et du contrôle du territoire et des infrastructures, de la captation de la main-d'œuvre, des connaissances et des marchandises et de l'exercice du pouvoir de l'État.

Ce processus a évolué au fil des siècles, de nouvelles technologies apparaissant au fur et à mesure de leur développement. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les câbles sous-marins facilitaient les communications télégraphiques au service de l'empire britannique. Les nouveaux développements en matière d'enregistrement, d'archivage et d'organisation de l'information ont été exploités par les services de renseignements militaires américains, qui les ont utilisés pour la première fois lors de la conquête des Philippines.

Aujourd'hui, « les veines ouvertes » qu'Eduardo Galeano (1) décrivait, ce sont pour le Sud global des « veines numériques » qui traversent les océans, reliant un écosystème technologique détenu et contrôlé par une poignée d'entreprises basées aux États-Unis. Certains câbles numériques sous-marins contiennent des fibres optiques appartenant à des sociétés comme Google et Facebook ou loués par elles, afin de favoriser l'extraction et la monopolisation des données. Les machines lourdes d'aujourd'hui sont les plateformes de serveurs en nuage dominées par Amazon et Microsoft, qui servent à stocker,

\* Michael Kwet, sociologue, travaille dans le cadre de Information Society Project à l'École de droit de l'Université Yale de New Haven, aux États-Unis. Il anime le podcast *Tech Empire* et a publié, entre autres, « Digital colonialism : US empire and the new imperialism in the Global South » (*Race & Class* vol. 60, n° 4, April 2019). Cet article a été d'abord publié par le magazine en ligne *ROAR*, le 3 mars 2021 : <https://roarmag.org/essays/digital-colonialism-the-evolution-of-american-empire/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Eduardo Galeano, *les Veines ouvertes de l'Amérique latine* [Las venas abiertas de América Latina], Plon, coll. « Terre humaine », Paris 1981,

regrouper et traiter les données volumineuses, et qui prolifèrent à la manière des bases militaires de l'empire étatsunien, dont les armées sont composées d'ingénieurs, les programmeurs d'élite avec des salaires généreux de 250 000 dollars ou plus. Les travailleurs exploités sont les personnes de couleur qui extraient les minerais au Congo et en Amérique latine, les armées de travailleurs bon marché qui annotent les données de l'intelligence artificielle en Chine et en Afrique et les travailleurs asiatiques qui souffrent du syndrome de stress post-traumatique après avoir nettoyé les plateformes de médias sociaux de tout contenu dérangeant. Les plateformes et les centres d'espionnage – comme la NSA (2) – constituent le Panoptisme (3) et les données sont la matière première traitée pour les services basés sur l'intelligence artificielle. Plus largement, le colonialisme numérique consiste à ancrer une division inégale du travail, où les puissances dominantes ont utilisé leur propriété de l'infrastructure numérique, de la connaissance et leur contrôle des moyens de calcul pour maintenir le Sud dans une situation de dépendance permanente. Cette division inégale du travail a évolué. Sur le plan économique, l'industrie manufacturière s'est déplacée vers le bas de la hiérarchie de la valeur, remplacée par une économie de haute technologie avancée dans laquelle les grandes entreprises technologiques sont fermement aux commandes.

## L'architecture du colonialisme numérique

Le colonialisme numérique est ancré dans la domination de la « matière » du monde numérique, constituée par les moyens informatiques : logiciels, équipements et réseaux de connectivité.

Il comprend les plateformes agissant comme des gardiens, les données extraites par les fournisseurs de services intermédiaires et les normes industrielles, ainsi que la propriété privée de la « propriété intellectuelle » et de « l'intelligence numérique ». Le colonialisme numérique s'est fortement intégré aux outils conventionnels du capitalisme et de la gouvernance autoritaire, depuis l'exploitation du travail, la captation des politiques et la planification économique jusqu'aux services de renseignement, l'hégémonie de la classe dirigeante et la propagande.

Si l'on considère tout d'abord les logiciels, on peut observer un processus dans lequel le code, qui était autrefois librement

et largement partagé par les programmeurs, est devenu de plus en plus privatisé et soumis aux droits d'auteur. Dans les années 1970 et 1980, le Congrès américain a commencé à renforcer les droits d'auteur sur les logiciels. Une contre-tendance s'est manifestée sous la forme de licences *Free and Open Source Software* (FOSS) qui accordaient aux utilisateurs le droit d'utiliser, d'étudier, de modifier et de partager les logiciels. Cela présentait des avantages inhérents pour les pays du Sud, car cela créait un « bien commun numérique », libre du contrôle des entreprises et de la recherche du profit. Pourtant, lorsque le mouvement du logiciel libre s'est étendu au Sud, il a provoqué une réaction brutale des entreprises. Microsoft a méprisé le Pérou lorsque son gouvernement a essayé de s'éloigner des logiciels propriétaires de Microsoft. Il a également tenté d'empêcher les gouvernements africains d'utiliser le système d'exploitation libre GNU/Linux dans les ministères et les écoles.

La privatisation des logiciels s'est accompagnée de la concentration rapide d'internet entre les mains de fournisseurs de services intermédiaires comme Facebook et Google. Le passage aux services en nuage a réduit à néant les libertés que les licences FOSS avaient accordées aux utilisateurs, car les logiciels sont exploités à partir des ordinateurs des grandes entreprises technologiques. Les services d'informatique dématérialisée déposent les gens de la possibilité de contrôler leurs ordinateurs. Ces services fournissent des pétaoctets d'informations aux entreprises, qui utilisent ces données pour former leurs systèmes d'intelligence artificielle. Les systèmes d'intelligence artificielle utilisent le Big Data pour « apprendre » – il faut des millions d'images pour reconnaître, par exemple, la lettre A dans ses différentes polices et formes. Appliqués aux humains, les détails sensibles de la vie personnelle des gens deviennent une ressource incroyablement précieuse que les géants de la technologie tentent sans cesse d'extraire.

Dans le Sud, la majorité de la population est essentiellement coincée avec des téléphones de bas niveau ou des smartphones avec peu de données à disposition. Par conséquent, des millions de personnes considèrent des plateformes telles que Facebook comme étant « l'internet », et les données les concernant sont consommées par les impérialistes étrangers.

« Les effets de rétroaction » du Big Data aggravent la situation : ceux qui ont plus et de meilleures données peuvent créer les

meilleurs services d'intelligence artificielle, ce qui attire plus d'utilisateurs, qui leur donnent encore plus de données pour améliorer le service et ainsi de suite. Tout comme le colonialisme classique, les données ont été ingérées comme des matières premières pour les puissances impérialistes, qui traitent les données et fabriquent en retour les services pour le public mondial, ce qui renforce encore leur domination et place tous les autres dans une situation de dépendance subordonnée.

Dans son livre, *Capitalism, Power and Innovation : Intellectual Monopoly Capitalism Uncovered* (4), Cecilia Rikap montre comment les géants américains de la technologie fondent leur pouvoir de marché sur leurs monopoles intellectuels, en commandant une chaîne complexe d'entreprises subordonnées afin d'extraire des rentes et d'exploiter la main-d'œuvre. Cela leur a permis d'accumuler le « savoir-qui » et le « savoir-comment » (*know-who, know-how*) pour planifier et organiser les chaînes de valeur mondiales, ainsi que de privatiser la connaissance et d'exproprier les biens communs de la connaissance et les résultats de la recherche publique.

Apple, par exemple, tire des rentes de la propriété intellectuelle et de l'image de marque de ses smartphones, et coordonne la production tout au long de la chaîne des produits de base. Les producteurs de niveau inférieur, tels que les assembleurs de téléphones dans les usines de fabrication hébergées par la société taïwanaise Foxconn, les minéraux extraits pour les batteries au Congo et les fabricants de puces pour les processeurs, sont tous subordonnés aux besoins et aux caprices d'Apple.

En d'autres termes, les géants de la technologie contrôlent les relations commerciales tout au long de la chaîne des produits de base, profitant de leurs connaissances, du capital accumulé et de

2. La National Security Agency (NSA, Agence nationale de la sécurité) est un organisme gouvernemental du département de la Défense des États-Unis, responsable du renseignement d'origine électromagnétique et de la sécurité des systèmes d'information du gouvernement américain.

3. « Quand Foucault définit le Panoptisme, tantôt il le détermine concrètement comme un agencement optique ou lumineux qui caractérise la prison, tantôt il le détermine abstraitement comme une machine qui non seulement s'applique à une matière visible en général (atelier, caserne, école, hôpital autant que prison), mais aussi traverse en général toutes les fonctions énonçables. La formule abstraite du Panoptisme n'est plus "voir sans être vu", mais "imposer une conduite quelconque à une multiplicité humaine quelconque". » (Gilles Deleuze, Foucault, Éditions de Minit, 1986/2004, p. 41).

4. Cecilia Rikap, *Capitalism, Power and Innovation : Intellectual Monopoly Capitalism Uncovered*, Routledge, London 2021.

## Informatique et société

leur domination des composants fonctionnels essentiels. Cela leur permet de marchander ou de se passer même des entreprises relativement grandes qui produisent leurs produits en masse comme des subordonnés. Les universités sont complices. Les plus prestigieuses d'entre elles, dans les pays impérialistes centraux, sont les acteurs les plus dominants de l'espace de production universitaire, tandis que les universités les plus vulnérables de la périphérie ou de la semi-périphérie sont les plus exploitées, manquant souvent de fonds pour la recherche et le développement, de connaissances ou de capacités pour breveter les résultats et de ressources pour se défendre lorsque leur travail est exproprié.

### Colonisation de l'éducation

Le secteur de l'éducation est un exemple de la façon dont la colonisation numérique se manifeste.

Comme je l'ai expliqué en détail dans ma thèse de doctorat sur les technologies de l'éducation en Afrique du Sud (5), Microsoft, Google, Pearson, IBM et d'autres géants de la technologie font jouer leurs muscles dans les systèmes éducatifs du Sud. Pour Microsoft, ce n'est pas nouveau. Comme mentionné ci-dessus, Microsoft a tenté de forcer les gouvernements africains à remplacer les logiciels libres par Microsoft Windows, y compris dans les écoles.

En Afrique du Sud, Microsoft dispose d'une armée de formateurs sur le terrain qui forment les enseignants à l'utilisation des logiciels Microsoft dans le système éducatif. Elle a également fourni des tablettes Windows et des logiciels Microsoft à des universités telles que l'université de Venda, un partenariat dont elle a fait une large publicité. Plus récemment, elle s'est associée au fournisseur de téléphonie mobile Vodacom (détenu en majorité par la multinationale britannique Vodafone) pour offrir une éducation numérique aux apprenants sud-africains.

Si Microsoft est le principal fournisseur, avec des contrats dans au moins cinq des neuf ministères provinciaux de l'éducation en Afrique du Sud, Google cherche égale-

ment à conquérir des parts de marché. En partenariat avec la start-up sud-africaine CloudEd, ils cherchent à conclure le premier contrat Google avec un ministère provincial.

La fondation Michael et Susan Dell s'est également jointe à l'aventure, en proposant aux gouvernements provinciaux une plateforme DDD (Data Driven District). Le logiciel DDD est conçu pour collecter des données permettant de suivre et de contrôler les enseignants et les élèves, notamment les notes, l'assiduité et les « *problèmes sociaux* ». Bien que les écoles téléchargent les données collectées chaque semaine plutôt qu'en temps réel, l'objectif final est de fournir un suivi en temps réel du comportement et des performances des élèves à des fins de gestion bureaucratique et d'« *analyse des données longitudinales* » (analyse des données collectées sur un même groupe d'individus au fil du temps).

Le gouvernement sud-africain est également en train d'étendre le cloud du Department of Basic Education (DBE), qui pourrait à terme être utilisé pour une surveillance technocratique invasive. Microsoft a proposé au DBE de collecter des données « *tout au long du cycle de vie de l'utilisateur* », depuis l'école et, pour ceux qui conservent des comptes Microsoft Office 365, jusqu'à l'âge adulte, afin que le gouvernement puisse effectuer des analyses longitudinales sur des sujets tels que le lien entre éducation et emploi.

Le colonialisme numérique des Big Tech se répand rapidement dans les systèmes éducatifs du Sud. Écrivant depuis le Brésil, Giselle Ferreira et ses coauteurs constatent que « *La ressemblance entre ce qui se passe au Brésil et l'analyse de Kwet (2019) du cas sud-africain (et probablement d'autres pays du "Sud global") est frappante. En particulier, lorsque les entreprises GAFA [Google, Amazon, Facebook, Apple] offrent généreusement des technologies aux étudiants défavorisés, les données sont extraites sans entrave et traitées ensuite d'une manière qui rend les spécificités locales dénuées d'importance.* » (6)

Les écoles sont des sites idéaux pour que les grandes entreprises technologiques puissent étendre leur contrôle sur les marchés numériques. Les personnes pauvres du Sud comptent souvent sur les gouvernements ou les entreprises pour leur fournir gratuitement un appareil, ce qui les rend dépendantes dans le choix des logiciels. Quel meilleur moyen de s'emparer de parts de marché que de précharger des logiciels de Big Tech sur des appareils offerts aux enfants – qui n'ont peut-être

guère d'autre accès à la technologie qu'un simple téléphone... Cela présente l'avantage supplémentaire de capter les futurs développeurs de logiciels, qui peuvent en venir à préférer, par exemple, Google ou Microsoft (plutôt que les solutions technologiques basées sur les logiciels libres) après avoir passé des années à utiliser leurs logiciels et s'être habitués à leur interface et à leurs fonctionnalités.

### Exploitation du travail

Le colonialisme numérique se manifeste également dans la manière dont les pays du Sud sont lourdement exploités pour la main-d'œuvre subalterne afin de fournir les intrants essentiels aux technologies numériques. On sait depuis longtemps que la République démocratique du Congo fournit plus de 70 % du cobalt mondial, un minerai essentiel pour les batteries utilisées dans les voitures, les smartphones et les ordinateurs. Quatorze familles de la RDC poursuivent actuellement Apple, Tesla, Alphabet, Dell et Microsoft, les accusant de bénéficier du travail des enfants dans l'industrie minière du cobalt. Le processus d'extraction des minéraux lui-même a souvent un impact négatif sur la santé des travailleurs et des habitats environnants.

Quant au lithium, les principales réserves se trouvent au Chili, en Argentine, en Bolivie et en Australie. Les salaires des travailleurs de tous les pays d'Amérique latine sont bas par rapport aux normes des pays riches, surtout si l'on considère les conditions de travail qu'ils endurent. Même si la disponibilité des données varie, les personnes employées par les mines au Chili gagnent environ entre 1 430 et 3 000 dollars par mois, tandis qu'en Argentine les salaires mensuels peuvent être aussi bas que 300 à 1 800 dollars. En 2016, le salaire minimum mensuel des mineurs en Bolivie a été porté à 250 dollars. En revanche, les mineurs australiens gagnent environ 9 000 dollars par mois et peuvent atteindre 200 000 dollars par an.

Les pays du Sud offrent également une abondance de main-d'œuvre bon marché pour les géants de la technologie. Il s'agit notamment de l'annotation de données pour les ensembles de données d'intelligence artificielle, des travailleurs des centres d'appels et de la modération des contenus pour les géants des médias sociaux comme Facebook. Les modérateurs de contenu nettoient les flux de médias sociaux des contenus dérangeants, tels que les scènes sanglantes et le matériel sexuellement explicite, ce qui

5. Michael Kwet, « Digital Colonialism: South Africa's Education Transformation in the Shadow of Silicon Valley », PhD dissertation, Rhodes University, 2019 : [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3496049](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3496049)

6. Giselle Martins dos Santos Ferreira, Luiz Alexandre da Silva Rosado, Márcio Silveira Lemgruber, Jaciara de Sá Carvalho, « Metaphors we're colonised by? The case of data-driven educational technologies in Brazil », Taylor & Francis Online 2019, <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/17439884.2019.1666872>

les laisse souvent psychologiquement endommagés. Pourtant, dans un pays comme l'Inde, un modérateur de contenu peut gagner aussi peu que 3 500 dollars par an, et ce après une augmentation de salaire de 1 400 dollars.

### Un empire numérique chinois ou étatsunien?

En Occident, on parle beaucoup d'une « nouvelle guerre froide », les États-Unis et la Chine s'affrontant pour la suprématie technologique mondiale. Pourtant, un examen attentif de l'écosystème technologique montre que les entreprises américaines dominent largement l'économie mondiale.

La Chine, après des décennies de forte croissance, génère environ 17 % du PIB mondial et devrait dépasser les États-Unis d'ici 2028, ce qui alimente les affirmations selon lesquelles l'empire américain est sur le déclin (un récit qui était auparavant populaire avec la montée du Japon). Si l'on mesure l'économie chinoise en parité de pouvoir d'achat, elle est déjà plus importante que les États-Unis. Toutefois, comme le souligne l'économiste Sean Starrs dans la *New Left Review* (7), cette mesure traite à tort les États comme des unités autonomes, « interagissant comme des boules de billard sur une table ». En réalité, selon Starrs, la domination économique américaine « n'a pas décliné, elle s'est mondialisée ». C'est particulièrement vrai si l'on considère la Big Tech.

Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la production des entreprises s'est étendue à des réseaux de production transnationaux. Par exemple, dans les années 1990, des entreprises comme Apple ont commencé à externaliser la fabrication de produits électroniques des États-Unis vers la Chine et Taïwan, en exploitant les travailleurs des usines de sous-traitance employées par des entreprises comme Foxconn. Les transnationales américaines de la technologie conçoivent souvent la propriété intellectuelle, par exemple pour des commutateurs de routeur à haute performance (par exemple Cisco), tout en externalisant la capacité de fabrication à des fabricants de matériel dans le Sud.

Starrs a dressé le profil des 2 000 premières entreprises mondiales cotées en bourse, selon le classement de *Forbes Global 2000*, et les a organisées en 25 secteurs, montrant la domination des transnationales américaines. En 2013, elles dominaient en termes de parts de bénéfices dans 18 des 25 premiers secteurs. Dans

son livre à paraître, *American Power Globalized : Rethinking National Power in the Age of Globalization*, Starrs montre que les États-Unis restent dominants. Pour les logiciels et services informatiques, la part de profit des États-Unis est de 76 % contre 10 % pour la Chine ; pour le matériel et les équipements technologiques, elle est de 63 % pour les États-Unis contre 6 % pour la Chine, et pour l'électronique, elle est de 43 % et 10 %, respectivement. D'autres pays, comme la Corée du Sud, le Japon et Taïwan, obtiennent souvent de meilleurs résultats que la Chine dans ces catégories également.

Dépeindre les États-Unis et la Chine comme des concurrents égaux dans la bataille pour la suprématie technologique mondiale, comme on le fait souvent, est donc très trompeur. Par exemple, un rapport de 2019 des Nations unies sur l'économie numérique (8) indique que : « *La géographie de l'économie numérique est fortement concentrée dans deux pays* » : les États-Unis et la Chine. Mais non seulement le rapport ignore les facteurs identifiés par des auteurs comme Starrs, mais il ne tient pas compte non plus du fait que la majeure partie de l'industrie technologique chinoise est dominante à l'intérieur du pays, à l'exception d'une poignée de produits et services majeurs, tels que la 5G (Huawei), les caméras de vidéosurveillance (Hikvision, Dahua) et les médias sociaux (TikTok), qui détiennent également d'importantes parts de marché à l'étranger. La Chine a également des investissements substantiels dans certaines entreprises technologiques étrangères, mais cela ne suggère guère une véritable menace pour la domination des États-Unis, qui ont également une part beaucoup plus importante d'investissements étrangers.

En réalité, les États-Unis sont l'empire technologique suprême. En dehors des frontières américaines et chinoises, les États-Unis sont en tête dans les catégories suivantes : moteurs de recherche (Google) ; navigateurs web (Google Chrome, Apple Safari) ; systèmes d'exploitation pour smartphones et tablettes (Google Android, Apple iOS) ; systèmes d'exploitation pour ordinateurs de bureau et portables (Microsoft Windows, macOS) ; logiciels de bureau (Microsoft Office, Google G Suite, Apple iWork) ; les infrastructures et services de *cloud computing* (Amazon, Microsoft, Google, IBM) ; les plateformes de réseaux sociaux (Facebook, Twitter) ; les transports (Uber, Lyft) ; les réseaux d'affaires (Microsoft LinkedIn) ; le divertissement en streaming (Google,

YouTube, Netflix, Hulu) et la publicité en ligne (Google, Facebook) – entre autres.

Le résultat est que, que vous soyez un particulier ou une entreprise, si vous utilisez un ordinateur, ce sont les entreprises américaines qui en profitent le plus. L'écosystème numérique leur appartient.

### Domination politique et moyens de la violence

La puissance économique des géants américains de la technologie va de pair avec leur influence dans les sphères politique et sociale. Comme dans d'autres secteurs, il existe une porte tournante entre les cadres de la tech et le gouvernement américain, et les entreprises et alliances commerciales de la tech dépensent beaucoup pour faire pression sur les régulateurs en faveur de politiques favorables à leurs intérêts spécifiques – et au capitalisme numérique en général.

Les gouvernements et les organismes d'application de la loi, à leur tour, forment des partenariats avec les géants de la tech pour faire leur sale boulot. En 2013, Edward Snowden a révélé que Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, PalTalk, YouTube, Skype, AOL et Apple partageaient tous des informations avec l'Agence nationale de sécurité via le programme PRISM. D'autres révélations ont suivi, et le monde a appris que les données stockées par les entreprises et transmises sur Internet sont aspirées dans d'énormes bases de données gouvernementales pour être exploitées par les États. Des pays du Sud ont été la cible de la surveillance de la NSA, du Moyen-Orient à l'Afrique et à l'Amérique latine.

La police et l'armée travaillent également avec des entreprises technologiques, qui sont heureuses d'encaisser de gros chèques en tant que fournisseurs de produits et services de surveillance, y compris dans les pays du Sud. Par exemple, par l'intermédiaire de sa division peu connue, Public Safety and Justice, Microsoft a mis en place un vaste écosystème de partenariats avec des fournisseurs de services de surveillance « d'application de la loi », qui font fonctionner leurs technologies sur l'infrastructure en nuage de Microsoft. Il s'agit notamment d'une plateforme de surveillance et de commandement à l'échelle d'une

7. Sean Starrs, « The chimera of global convergence », *New Left Review* n° 87 ; mai-juin 2014, <https://newleftreview.org/issues/ii87/articles/sean-starrs-the-chimera-of-global-convergence>

8. <https://unctad.org/publication/digital-economy-report-2019>



ville, appelée Microsoft Aware, qui a été achetée par la police au Brésil et à Singapour, et d'une solution pour véhicules de police avec caméras de reconnaissance faciale qui a été déployée au Cap et à Durban, en Afrique du Sud.

Microsoft est également très impliquée dans l'industrie pénitentiaire. Elle offre une variété de solutions logicielles pour les prisons qui couvrent l'ensemble de la filière correctionnelle, les mineurs en centre éducatif fermé, les prévenus et en probation, les personnes incarcérées, ainsi que celles libérées de prison et mises en liberté conditionnelle. En Afrique, elle s'est associée à une société appelée Netopia Solutions, qui propose une plateforme de logiciel de gestion des prisons (PMS) comprenant la « gestion des évasions » et l'analyse des détenus.

Bien que l'on ne sache pas exactement où la solution de gestion des prisons de Netopia est déployée, Microsoft a déclaré que « *Netopia* [un partenaire/fournisseur Microsoft] est au Maroc et se concentre sur la transformation numérique des services gouvernementaux en Afrique du Nord et centrale. » (9) Le Maroc a pour habitude de brutaliser les dissidents et de torturer les prisonniers, et les États-Unis ont récemment reconnu son annexion du Sahara occidental, en violation du droit international.

Pendant des siècles, les puissances impériales ont testé les technologies per-

mettant de faire la police et de contrôler leurs citoyens sur les populations étrangères d'abord, depuis les travaux pionniers de Sir Francis Galton sur les empreintes digitales appliquées en Inde et en Afrique du Sud, jusqu'à la combinaison par les États-Unis de la biométrie et des innovations en matière de gestion des statistiques et des données qui ont formé le premier appareil de surveillance moderne pour pacifier les Philippines. Comme l'a montré l'historien Alfred McCoy (10), l'ensemble des technologies de surveillance déployées aux Philippines a servi de terrain d'essai pour un modèle qui a finalement été ramené aux États-Unis pour être utilisé contre les dissidents nationaux. Les projets de surveillance high-tech de Microsoft et de ses partenaires suggèrent que les Africains continuent de servir de laboratoire d'expérimentation carcérale.

## Résistances

La technologie et l'information numériques jouent partout un rôle central dans la politique, l'économie et la vie sociale. Dans le cadre du projet d'empire américain, les sociétés transnationales américaines réinventent le colonialisme dans le Sud grâce à leur propriété et leur contrôle de la propriété intellectuelle, de l'intelligence numérique et des moyens de calcul. La plupart des infrastructures de base, des industries et des fonctions réalisées par les ordinateurs sont la propriété privée des sociétés transnationales américaines, qui dominent largement en dehors des frontières américaines. Les plus grandes entreprises, telles que Microsoft et Apple, dominent les chaînes d'approvisionnement mondiales

en tant que monopoles intellectuels.

Il en résulte un échange inégal et une division du travail qui renforcent la dépendance de la périphérie tout en perpétuant l'appauvrissement des masses et la pauvreté mondiale.

Au lieu de partager les connaissances, de transférer les technologies et de fournir les éléments constitutifs d'une prospérité mondiale partagée sur un pied d'égalité, les pays riches et leurs entreprises cherchent à protéger leur avantage et à faire pression sur le Sud pour obtenir une main-d'œuvre bon marché et une rente. En monopolisant les principaux composants de l'écosystème numérique, en introduisant leurs technologies dans les écoles et les programmes de formation professionnelle et en s'associant aux élites des entreprises et des États du Sud, les grandes entreprises technologiques s'emparent des marchés émergents. Elles profiteront même des services de surveillance fournis aux services de police et aux prisons, tout cela pour gagner de l'argent.

Pourtant, contre les forces du pouvoir concentré, il y a toujours ceux qui repoussent les limites. La résistance à la Big Tech dans le Sud a une longue histoire, qui remonte à l'époque des protestations internationales contre IBM, Hewlett Packard et d'autres sociétés faisant des affaires dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. Au début des années 2000, les pays du Sud ont adopté les logiciels libres et les biens communs mondiaux comme moyen de résister au colonialisme numérique pendant un certain temps, même si beaucoup de ces initiatives se sont estompées depuis. Ces dernières années, de nouveaux mouvements contre le colonialisme numérique ont vu le jour.

Il y a beaucoup plus dans ce tableau. Une crise écologique créée par le capitalisme menace rapidement de détruire définitivement la vie sur Terre, et les solutions pour l'économie numérique doivent se croiser avec la justice environnementale et les luttes plus larges pour l'égalité.

Pour éradiquer le colonialisme numérique, nous avons besoin d'un cadre conceptuel différent qui remette en question les causes profondes et les principaux acteurs, en liaison avec les mouvements de base désireux de s'opposer au capitalisme et à l'autoritarisme, à l'empire américain et à ses partisans intellectuels. ■

9. <https://microsoftcaregh.com/2017/07/24/2017-microsoft-partner-network-africa-partner-year-award-winners/>  
10. Alfred McCoy, « Policing the Imperial Periphery: The Philippine-American War and the Origins of U.S. Global Surveillance » : <https://ojs.library.queensu.ca/index.php/surveillance-and-society/article/view/philip/philippines>

# Écosocialisme numérique : briser le pouvoir des Big Tech

Par  
Michael Kwet\*

Nous ne pouvons plus ignorer le rôle des Big Tech dans l'enracinement des inégalités mondiales. Pour freiner les forces du capitalisme numérique, nous avons besoin d'un accord écosocialiste sur la technologie numérique.

En l'espace de quelques années, le débat sur la façon d'encadrer les Big Tech est devenu un sujet de premier plan, discuté dans tout le spectre politique. Pourtant, jusqu'à présent, les propositions de régulation ne tiennent pas compte des dimensions capitalistes, impérialistes et environnementales du pouvoir numérique, qui, ensemble, creusent les inégalités mondiales et poussent la planète vers l'effondrement. Nous devons de toute urgence construire un écosystème numérique écosocialiste. Mais à quoi cela ressemblerait-il et comment pouvons-nous y parvenir ?

Cet essai vise à mettre en évidence certains des éléments fondamentaux d'un programme socialiste numérique – un *Digital Tech Deal* (DTD, accord écosocialiste sur la technologie numérique) – centré sur les principes de l'anti-impérialisme, de l'abolition des classes, des compensations et de la décroissance qui peuvent nous faire passer à une économie socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'appuie sur des propositions de transformation ainsi que sur des modèles existants qui peuvent être mis à l'échelle, et cherche à les intégrer à d'autres mouvements qui prônent des alternatives au capitalisme, en particulier le mouvement de la décroissance. L'ampleur de la transformation nécessaire est énorme, mais nous espérons que cette tentative d'esquisser un Digital Tech Deal socialiste suscitera d'autres réflexions et débats sur l'aspect d'un écosystème numérique égalitaire et les mesures à prendre pour y parvenir.

Les critiques progressistes du secteur technologique sont souvent tirées d'un cadre capitaliste classique centré sur la législation relative aux abus des cartels, aux droits humains et au bien-être des tra-

vailleurs. Formulées par l'élite des universitaires, des journalistes, des groupes de réflexion et des décideurs politiques du Nord, elles mettent en avant un programme réformiste américano-euro-centré qui suppose la poursuite du capitalisme, de l'impérialisme occidental et de la croissance économique.

## Capitalisme numérique et législation contre les cartels

Le réformisme anti-trusts est particulièrement problématique parce qu'il suppose que le problème de l'économie numérique est simplement la taille et les « pratiques déloyales » des grandes entreprises plutôt que le capitalisme numérique lui-même. Les lois contre les cartels ont été créées aux États-Unis pour promouvoir la concurrence et limiter les pratiques abusives des monopoles (alors appelés « trusts ») à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Grâce à l'ampleur et à la puissance des grandes entreprises technologiques contemporaines, ces lois sont de nouveau à l'ordre du jour. Leurs défenseurs soulignent que les grandes entreprises non seulement nuisent aux consommateurs, aux travailleurs et aux petites entreprises, mais remettent également en question les fondements de la démocratie elle-même.

Les défenseurs de la législation anti-trusts affirment que les monopoles faussent un système capitaliste par ailleurs idéal et que ce qu'il faut, ce sont des conditions de concurrence égales pour tous. Pourtant, la concurrence n'est bonne que pour ceux qui ont des ressources à concurrencer. Plus de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 7,40 dollars par jour, et personne ne s'arrête pour demander comment ils seront « compétitifs » sur le « marché concurrentiel » envisagé par les défenseurs occidentaux de l'anti-trust. C'est d'autant plus décourageant pour les pays à revenu faible ou intermédiaire que l'internet ne connaît pas de frontières.

À un niveau plus large, comme je l'ai soutenu dans un article précédent (voir pages 38-42) les défenseurs de l'anti-trust

ignorent la division globalement inégale du travail et de l'échange de biens et de services, qui a été approfondie par la numérisation de l'économie mondiale. Des entreprises comme Google, Amazon, Meta, Apple, Microsoft, Netflix, Nvidia, Intel, AMD et bien d'autres ne sont aussi grandes que parce qu'elles possèdent la propriété intellectuelle et les moyens informatiques utilisés dans le monde entier. Les penseurs anti-trusts, en particulier ceux des États-Unis, finissent par effacer systématiquement l'Empire américain et le Sud global du tableau.

Les initiatives européennes anti-trusts ne sont pas meilleures. Là, les décideurs politiques qui se plaignent des maux des grandes entreprises technologiques essaient discrètement de créer leurs propres géants technologiques. Le Royaume-Uni vise à produire son propre mastodonte de plusieurs milliards de dollars. Le président Emmanuel Macron va injecter 5 milliards d'euros dans des start-up technologiques dans l'espoir que la France compte au moins 25 « licornes » – des entreprises évaluées à un milliard de dollars ou plus – d'ici 2025. L'Allemagne dépense 3 milliards d'euros pour devenir une puissance mondiale de l'intelligence artificielle et un leader mondial (c'est-à-dire un colonisateur de marché) de l'industrialisation numérique. Pour leur part, les Pays-Bas visent à devenir une « nation de licornes ». Et en 2021, la commissaire à la concurrence de l'Union européenne, Margrethe Vestager, largement applaudie, a déclaré que l'Europe devait construire ses propres géants technologiques européens. Dans le cadre des objectifs numériques de l'UE pour 2030, Mme Vestager a déclaré que l'UE visait à « doubler le nombre de licornes européennes, qui est actuellement de 122 » (1).

Au lieu de s'opposer par principe aux grandes entreprises technologiques, les

\* Pour une présentation de l'auteur, voir p. 38. Cet article a d'abord été publié le 4 avril 2022 par le magazine en ligne ROAR : <https://roarmag.org/essays/digital-ecosocialism-tech-deal/> (Traduit de l'anglais par JM).  
1. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH\\_21\\_1092](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_21_1092)

# Informatique et société

responsables politiques européens sont des opportunistes qui cherchent à étendre leur propre part du gâteau.

D'autres propositions capitalistes réformistes, telles que l'imposition progressive, le développement des nouvelles technologies comme option publique et la protection des travailleurs, ne parviennent toujours pas à s'attaquer aux causes profondes et aux problèmes fondamentaux. Le capitalisme numérique progressiste est meilleur que le néolibéralisme. Mais il est d'orientation nationaliste, il ne peut pas empêcher le colonialisme numérique, et il conserve un engagement envers la propriété privée, le profit, l'accumulation et la croissance.

## Urgence environnementale et technologie

Les crises jumelles du changement climatique et de la destruction écologique, qui mettent en péril la vie sur Terre, sont d'autres angles morts des réformateurs numériques. De plus en plus d'éléments prouvent que les crises environnementales ne peuvent être résolues dans un cadre capitaliste fondé sur la croissance, qui non seulement accroît la consommation d'énergie et les émissions de carbone qui en résultent, mais exerce également une pression énorme sur les systèmes écologiques.

Le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) estime que les émissions doivent diminuer de 7,6 % chaque année entre 2020 et 2030 pour atteindre l'objectif de maintenir l'augmentation de la température à moins de 1,5° C (2). Des évaluations savantes estiment la limite d'extraction durable de matières premières à l'échelle mondiale à environ 50 milliards de tonnes de ressources par an. Or, à l'heure actuelle, nous en extrayons 100 milliards de tonnes par an, ce qui profite largement aux riches et aux pays du Nord.

La décroissance doit être mise en œuvre dans un avenir immédiat. Les légères réformes du capitalisme vantées par les progressistes continueront à détruire l'environnement. En appliquant le principe de

précaution, nous ne pouvons pas nous permettre de risquer une catastrophe écologique permanente. Le secteur technologique n'est pas un simple spectateur, mais l'un des principaux moteurs de ces tendances.

Selon un rapport récent, en 2019, les technologies numériques – définies comme les réseaux de télécommunications, les centres de données, les terminaux (appareils personnels) et l'internet des objets IoD (le réseau de terminaux physiques) – ont contribué à 4 % des émissions de gaz à effet de serre, et leur consommation d'énergie a augmenté de 9 % par an (3).

Et aussi élevé que cela puisse paraître, ce chiffre sous-estime probablement l'utilisation de l'énergie par le secteur numérique. Un rapport de 2022 a révélé que les géants de la grande technologie ne s'engagent pas à réduire l'ensemble des émissions de leur chaîne de valeur (4). Des entreprises comme Apple prétendent être « neutres en carbone » d'ici 2030, mais cela « ne comprend actuellement que les opérations directes, qui représentent un microscopique 1,5 % de son empreinte carbone ».

En plus de surchauffer la planète, l'extraction des minéraux utilisés dans l'électronique – tels que le cobalt, le nickel et le lithium – dans des pays comme la République démocratique du Congo, le Chili, l'Argentine et la Chine est souvent destructrice sur le plan écologique.

Et puis il y a le rôle central des entreprises numériques dans le soutien d'autres formes d'extraction polluantes. Les géants de la technologie aident les entreprises à explorer et à exploiter de nouvelles sources de combustibles fossiles et à numériser l'agriculture industrielle. Le modèle économique du capitalisme numérique tourne autour de la diffusion de publicités visant à promouvoir la consommation de masse, un facteur clé de la crise environnementale. Pendant ce temps, nombre de ses dirigeants milliardaires ont une empreinte carbone des milliers de fois supérieure à celle des consommateurs moyens du Nord.

Les réformistes du numérique partent du principe que les grandes entreprises technologiques peuvent être dissociées des émissions de carbone et de l'utilisation des ressources et, par conséquent, ils concentrent leur attention sur les activités et les émissions particulières de chaque entreprise. Pourtant, la notion de « dissociation » de la croissance de l'utilisation des ressources matérielles a été remise en question par les chercheurs, qui notent que l'utilisation des ressources suit de près la croissance du

PIB à travers l'histoire. Les chercheurs ont récemment constaté que le transfert de l'activité économique vers les services, y compris les industries à forte intensité de connaissances, a un potentiel limité de réduction des impacts environnementaux mondiaux en raison de l'augmentation des niveaux de consommation des ménages par les travailleurs des services.

En résumé, les limites de la croissance changent tout. Si le capitalisme est écologiquement non durable, alors les politiques numériques doivent s'adapter à cette réalité brutale et difficile.

## Le socialisme numérique et ses fondements

Dans un système socialiste, la propriété est détenue en commun. Les moyens de production sont directement contrôlés par les travailleurs eux-mêmes par le biais de coopératives de travailleurs, et la production est destinée à l'utilisation et aux besoins plutôt qu'à l'échange, au profit et à l'accumulation. Le rôle de l'État est contesté parmi les socialistes, certains soutenant que la gouvernance et la production économique devraient être aussi décentralisées que possible, tandis que d'autres plaident pour un plus grand degré de planification de l'État.

Ces mêmes principes, stratégies et tactiques s'appliquent à l'économie numérique. Un système de socialisme numérique éliminerait progressivement la propriété intellectuelle, socialiserait les moyens de calcul, démocratiserait les données et l'intelligence numérique et placerait le développement et la maintenance de l'écosystème numérique entre les mains des communautés du domaine public.

De nombreux éléments constitutifs d'une économie numérique socialiste existent déjà. Les logiciels libres et *open source* (FOSS, *Free and Open Source Software*) et les licences *Creative Commons*, par exemple, fournissent les logiciels et les licences nécessaires à un mode de production socialiste. Comme le note James Muldoon dans *Platform Socialism* (5), des projets urbains comme DECODE (6) fournissent des outils d'intérêt public *open source* pour des activités communautaires où les citoyens peuvent accéder et contribuer aux données, comme les niveaux de pollution atmosphérique, les pétitions en ligne ou les réseaux sociaux de quartier, tout en gardant le contrôle sur les données partagées. Les coopératives de plateformes (7), telles que la plateforme de livraison de nourriture

2. <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/cut-global-emissions-76-percent-every-year-next-decade-meet-15dege>

3. <https://theshiftproject.org/en/article/unsustainable-use-online-video/>

4. [https://carbonmarketwatch.org/publications/ccrm\\_2022/](https://carbonmarketwatch.org/publications/ccrm_2022/)

5. James Muldoon, *Platform Socialism – How to Reclaim our Digital Future from Big Tech*, Pluto Press, London 2022.

6. Decentralised citizen-owned data ecosystems (écosystèmes de données décentralisés appartenant aux citoyens) : <https://decodeproject.eu/pilots.html>

7. <https://platform.coop/>

Wings à Londres, fournissent un modèle notable de lieu de travail dans lequel les travailleurs organisent leur travail par le biais de plateformes open source détenues et contrôlées collectivement par les travailleur-es eux-mêmes. Il existe également une alternative socialiste de réseaux sociaux (8) dans le Fediverse (9), un ensemble de réseaux sociaux qui interagissent en utilisant des protocoles partagés, qui facilitent la décentralisation des communications en ligne.

Mais ces éléments constitutifs auraient besoin d'un changement de politique pour prospérer. Des projets comme le Fediverse, par exemple, ne sont pas en mesure de s'intégrer à des systèmes fermés ou de rivaliser avec les ressources massives et concentrées d'entreprises comme Facebook. Un ensemble de changements politiques radicaux serait donc nécessaire pour obliger les grands réseaux de médias sociaux à interopérer, à se décentraliser en interne, à ouvrir leur propriété intellectuelle (par exemple, les logiciels propriétaires), à mettre fin à la publicité forcée (publicité à laquelle les gens sont soumis en échange de services « gratuits »), à subventionner l'hébergement des données afin que les individus et les communautés – et non l'État ou les entreprises privées – puissent posséder et contrôler les réseaux et assurer la modération du contenu. Ces mesures permettraient d'étouffer les géants de la technologie.

La socialisation de l'infrastructure devrait également être équilibrée par de solides contrôles de la vie privée, des restrictions sur la surveillance de l'État et le recul de l'État sécuritaire carcéral. Actuellement, l'État exploite la technologie numérique comme moyen de coercition, souvent en partenariat avec le secteur privé. Les populations immigrées et les personnes en déplacement sont fortement ciblées par un ensemble de caméras, d'avions, de capteurs de mouvement, de drones, de vidéosurveillance et d'éléments biométriques. Les enregistrements et les données des capteurs sont de plus en plus centralisés par l'État dans des Fusion Centers (10) et des centres de lutte contre la criminalité en temps réel pour surveiller, prévoir et contrôler les communautés. Les communautés marginalisées et racisées ainsi que les militants sont ciblés de manière disproportionnée par l'État de surveillance high-tech. Ces pratiques doivent être interdites car les militants s'efforcent de démanteler et d'abolir ces institutions de violence organisée.

## Accord sur la technologie numérique

Les grandes entreprises technologiques, la propriété intellectuelle et la propriété privée des moyens de calcul sont profondément ancrées dans la société numérique et ne peuvent être éteintes du jour au lendemain. Ainsi, pour remplacer le capitalisme numérique par un modèle socialiste, nous avons besoin d'une transition planifiée vers le socialisme numérique.

Les écologistes ont proposé de nouveaux « deals » [accords] décrivant la transition vers une économie verte. Les propositions réformistes comme le *Green New Deal* américain et le *Green Deal* européen fonctionnent dans un cadre capitaliste qui conserve les méfaits du capitalisme, comme la croissance terminale, l'impérialisme et les inégalités structurelles. En revanche, les modèles écosocialistes, tels que le *Red Deal* de la Nation Rouge (11), l'accord de Cochabamba (12) et la Charte de justice climatique d'Afrique du Sud (13), offrent de meilleures alternatives. Ces propositions reconnaissent les limites de la croissance et intègrent les principes égalitaires nécessaires à une transition juste vers une économie véritablement durable.

Cependant, ces accords rouges ou verts n'intègrent pas de plans pour l'écosystème numérique, malgré sa pertinence centrale pour l'économie moderne et la durabilité environnementale. De son côté, le mouvement pour la justice numérique a presque entièrement ignoré les propositions de décroissance et la nécessité d'intégrer leur évaluation de l'économie numérique dans un cadre écosocialiste. La justice environnementale et la justice numérique vont de pair, et les deux mouvements doivent s'associer pour atteindre leurs objectifs.

Dans ce but, je propose un *Digital Tech Deal* [Accord sur la technologie numérique] écosocialiste qui incarne les valeurs croisées de l'anti-impérialisme, de la durabilité environnementale, de la justice sociale pour les communautés marginalisées, de l'autonomisation des travailleur-es, du contrôle démocratique et de l'abolition des classes. Voici dix principes pour guider un tel programme :

① **Veiller à ce que l'économie numérique s'inscrive dans les limites sociales et planétaires.** Nous sommes confrontés à une réalité : les pays les plus riches du Nord ont déjà émis plus que leur « part équitable » (14) du budget carbone – et cela est également vrai pour l'économie numérique dirigée par les Big Tech qui profite de manière disproportionnée aux pays

les plus riches. Il est donc impératif de veiller à ce que l'économie numérique ne dépasse pas les limites sociales et planétaires. Nous devrions établir une limite scientifiquement établie sur la quantité et les types de matériaux qui peuvent être utilisés et des décisions pourraient être prises sur les ressources matérielles (par exemple, la biomasse, les minéraux, les vecteurs d'énergie fossile, les minerais métalliques) qui devraient être consacrées à tel ou tel usage (par exemple, de nouveaux bâtiments, des routes, de l'électronique, etc.), en telle ou telle quantité et pour telle ou telle personne. On pourrait établir des dettes écologiques qui imposent des politiques de redistribution du Nord au Sud, des riches aux pauvres.

② **Supprimer progressivement la propriété intellectuelle.** La propriété intellectuelle, notamment sous la forme de droits d'auteur et de brevets, donne aux entreprises le contrôle des connaissances, de la culture et du code qui détermine le fonctionnement des applications et des servi-

8. Michael Kwet, « Social Media Socialism: People's Tech and Decolonization for a Global Society in Crisis », [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3695356](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3695356)

9. Fediverse (de l'anglais pour « fédération » et « univers ») est une fédération de serveurs formant un réseau social. Il est construit autour de logiciels libres, permettant un auto-hébergement, ou bien l'utilisation d'un service prêt à l'emploi chez un tiers. Les différents services disponibles pour les nœuds de ces instances sont hétérogènes (microblog, blog, vidéo, image, articles de recherche, code logiciel) mais utilisent des protocoles d'échanges communs pour communiquer entre eux, « se fédérer », ou des ponts entre différents protocoles de façon transparente pour l'utilisateur, la volonté étant de fournir une alternative ouverte et résiliente aux réseaux sociaux captifs, propriétés d'une unique entité. Voir : <https://serveur410.com/le-fediverse-cest-quoi-et-comment-lutiliser/>

10. Aux États-Unis, les Fusion Centers sont conçus pour promouvoir le partage d'informations au niveau fédéral entre des agences telles que le Federal Bureau of Investigation, le US Department of Homeland Security, le US Department of Justice et les forces de l'ordre étatiques, locales et tribales. En février 2018, le département américain de la Sécurité intérieure a reconnu l'existence de 79 centres. Ce Réseau national a été créé après les attentats du 11 septembre pour permettre la collaboration entre les juridictions.

11. Voir : <https://www.commonnotions.org/buy/the-red-deal-indigenous>

12. Voir : « Le monde au chevet de la planète en Bolivie », *RFI* du 22 avril 2010 (<https://www.rfi.fr/fr/contenu/20100422-le-monde-chevet-planete-bolivie>) et le site de la Conférence mondiale des peuples : <https://pwccc.wordpress.com/>

13. <https://cjem.org.za/>

14. Jason Hickel, « Quantifier la responsabilité nationale de la dégradation du climat : une approche d'attribution basée sur l'égalité pour les émissions de dioxyde de carbone dépassant la frontière planétaire », *The Lancet*, vol. 4, n° 9, sept. 2020 : [https://www.thelancet-com.translate.google.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(20\)30196-0/fulltext?\\_x\\_tr\\_sl=en&\\_x\\_tr\\_tl=fr&\\_x\\_tr\\_hl=fr&\\_x\\_tr\\_pto=sc](https://www.thelancet-com.translate.google.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(20)30196-0/fulltext?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc)

ces, ce qui leur permet de maximiser l'engagement des utilisateurs, de privatiser l'innovation et d'extraire des données et des rentes. L'économiste Dean Baker estime (15) que les rentes de propriété intellectuelle coûtent aux consommateurs 1 000 milliards de dollars supplémentaires par an par rapport à ce qui pourrait être obtenu sur un « *marché libre* » sans brevets ni monopoles de droits d'auteur. L'élimination progressive de la propriété intellectuelle au profit d'un modèle de partage des connaissances basé sur les biens communs permettrait de réduire les prix, d'élargir l'accès à l'éducation et de l'améliorer pour tous, et fonctionnerait comme une forme de redistribution des richesses et de réparation pour le Sud.

⑤ **Socialiser les infrastructures physiques.** Les infrastructures physiques telles que les plateformes de serveurs en nuage, les tours de téléphonie mobile, les réseaux de fibre optique et les câbles sous-marins transocéaniques profitent à ceux qui les possèdent. Il existe des initiatives en faveur de fournisseurs de services internet gérés par les communautés et de réseaux maillés sans fil qui peuvent contribuer à mettre ces services entre les mains des communautés. Certaines infrastructures, comme les câbles sous-marins, pourraient être entretenues par un consortium international qui les construit et les entretient au prix coûtant pour le bien public plutôt que pour le profit.

⑥ **Remplacer les investissements privés de production par des subventions publiques et la production.** La coopérative numérique britannique de Dan Hind (16) est peut-être la proposition la plus détaillée sur la manière dont un modèle de production socialiste pourrait fonctionner dans le contexte actuel. Selon ce plan, « *les institutions du secteur public, y compris les gouvernements locaux, régionaux et nationaux, fourniront des lieux où les citoyens et les groupes plus ou moins cohésifs pourront se rassembler et s'assurer une revendication sur le politique* ». Améliorée par des données ouvertes, des algorithmes transparents, des logiciels et des plateformes à code source ouvert et mise en œuvre par

une planification participative démocratique, une telle transformation faciliterait l'investissement, le développement et la maintenance de l'écosystème numérique et de l'économie au sens large.

Bien que Hind envisage de déployer cette option publique dans un seul pays – en concurrence avec le secteur privé – elle pourrait plutôt fournir une base préliminaire pour la socialisation complète de la technologie. En outre, cela pourrait être élargi pour inclure un cadre de justice globale qui fournit des infrastructures en guise de réparations au Sud, de la même manière que les initiatives de justice climatique font pression sur les pays riches pour qu'ils aident le Sud à remplacer les combustibles fossiles par des énergies vertes.

⑦ **Décentraliser l'internet.** Les socialistes prônent depuis longtemps la décentralisation de la richesse, du pouvoir et de la gouvernance entre les mains des travailleurs et des communautés. Des projets comme FreedomBox (17) proposent des logiciels libres et gratuits pour alimenter des serveurs personnels peu coûteux qui peuvent héberger et acheminer collectivement des données pour des services comme le courrier électronique, l'agenda, les applications de chat, les réseaux sociaux, etc. D'autres projets comme Solid (18) permettent aux gens d'héberger leurs données dans des « *pods* » qu'ils contrôlent. Les fournisseurs d'applications, les réseaux de médias sociaux et d'autres services peuvent alors accéder aux données à des conditions acceptables pour les utilisateurs, qui conservent le contrôle de leurs données. Ces modèles pourraient être étendus pour aider à décentraliser l'internet sur une base socialiste.

⑧ **Socialiser les plateformes.** Les plateformes internet comme Uber, Amazon et Facebook centralisent la propriété et le contrôle en tant qu'intermédiaires privés qui s'interposent entre les utilisateurs de leurs plateformes. Des projets comme Fediverse et LibreSocial fournissent un modèle d'interopérabilité qui pourrait potentiellement s'étendre au-delà des réseaux sociaux. Les services qui ne peuvent pas simplement interopérer pourraient être socialisés et exploités au prix coûtant pour le bien public plutôt que pour le profit et la croissance.

⑨ **Socialiser l'intelligence et les données numériques.** Les données et l'intelligence numérique qui en découle sont une source majeure de richesse et de pouvoir économiques. La socialisation des données permettrait au contraire d'intégrer des valeurs et des pratiques de respect de

la vie privée, de sécurité, de transparence et de prise de décision démocratique dans la manière dont les données sont collectées, stockées et utilisées. Elle pourrait s'appuyer sur des modèles tels que le projet DECODE à Barcelone et à Amsterdam.

⑩ **Bannir la publicité forcée et le consumérisme de plateforme.** La publicité numérique diffuse un flux constant de propagande d'entreprise conçue pour manipuler le public et stimuler la consommation. De nombreux services « *gratuits* » sont alimentés par des publicités, ce qui stimule encore davantage le consumérisme au moment même où il met la planète en péril. Des plateformes comme Google Search et Amazon sont construites pour maximiser la consommation, en ignorant les limites écologiques. Au lieu de la publicité forcée, les informations sur les produits et les services pourraient être hébergées dans des annuaires et accessibles sur une base volontaire.

⑪ **Remplacer les appareils militaires, policiers, pénitentiaires et de sécurité nationale par des services de sûreté et de sécurité gérés par les communautés.** La technologie numérique a accru le pouvoir de la police, de l'armée, des prisons et des agences de renseignement. Certaines technologies, comme les armes autonomes (qui ne nécessitent pas d'intervention humaine, par exemple les drones), devraient être interdites, car elles n'ont aucune utilité pratique au-delà de la violence. D'autres technologies basées sur l'intelligence artificielle, dont on peut soutenir qu'elles ont des applications socialement bénéfiques, devraient être étroitement réglementées, en adoptant une approche prudente pour limiter leur présence dans la société. Les militants qui font pression pour réduire la surveillance de masse de l'État devraient se joindre à ceux qui militent pour l'abolition de la police, des prisons, de la sécurité nationale et du militarisme, en plus des personnes visées par ces institutions.

⑫ **Mettre fin à la fracture numérique.** La fracture numérique fait généralement référence à l'inégalité d'accès individuel aux ressources numériques telles que les appareils et les données informatiques, mais elle devrait également englober la manière dont les infrastructures numériques, telles que les plateformes de serveurs en nuage et les installations de recherche de haute technologie, sont détenues et dominées par les pays riches et leurs entreprises. En tant que forme de redistribution des richesses, le capital pourrait être redistribué par le biais de la

15. Dean Baker, « Working Paper : Is Intellectual Property the Root of All Evil ? Patents, Copyrights and Inequality, CEPR, 2 octobre 2018 : <https://cepr.net/report/is-intellectual-property-the-root-of-all-evil-patents-copyrights-and-inequality/>

16. Dan Hind, « The British Digital Cooperative: A New Model Public Sector Institution » : <https://thenextsystem.org/bdc>

17. <https://freedombox.org/>

18. <https://solid.mit.edu/>

fiscalité et d'un processus de réparation afin de subventionner les appareils personnels et la connectivité Internet pour les pauvres du monde entier et de fournir des infrastructures, telles que l'infrastructure en nuage et les installations de recherche de haute technologie, aux populations qui ne peuvent pas se les offrir.

### Comment faire du socialisme numérique une réalité

Des changements radicaux sont nécessaires, mais il y a un grand écart entre ce qui doit être fait et la situation actuelle. Néanmoins, il existe des mesures essentielles que nous pouvons et devons prendre.

Tout d'abord, il est essentiel de sensibiliser, de promouvoir l'éducation et d'échanger des idées au sein des communautés et entre elles afin qu'ensemble nous puissions co-créer un nouveau cadre pour l'économie numérique. Pour ce faire, une critique claire du capitalisme et du colonialisme numériques est nécessaire.

Un tel changement sera difficile à mettre en place si la production concentrée de connaissances reste intacte. Les universités d'élite, les sociétés de médias, les groupes de réflexion, les ONG et les chercheurs de Big Tech du Nord dominant la conversation et établissent l'ordre du jour de la réparation du capitalisme, limitant et restreignant les paramètres de cette conversation. Nous devons prendre des mesures pour leur ôter leur pouvoir, par exemple en abolissant le système de classement des universités, en démocratisant la salle de classe et en mettant fin au financement des entreprises, des philanthropes et des grandes fondations. Les initiatives visant à décoloniser l'éducation – comme le récent mouvement de protestation étudiant *#FeesMustFall* (les frais doivent baisser) en Afrique du Sud et la *Endowment Justice Coalition* à l'université de Yale – fournissent des exemples des mouvements qui seront nécessaires.

Deuxièmement, nous devons relier les mouvements de justice numérique à d'autres mouvements de justice sociale, raciale et environnementale. Les militants des droits numériques devraient travailler avec les écologistes, les abolitionnistes, les défenseurs de la justice alimentaire, les féministes et d'autres. Une partie de ce travail est déjà en cours – par exemple, la campagne *#NoTechForICE* (pas de technologie pour les services de l'immigration et des douanes) menée par Mijente, un réseau de base dirigé par des migrants, remet en question l'utilisation de la technologie pour contrôler l'immigration aux

États-Unis – mais il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne l'environnement.

Troisièmement, nous devons intensifier l'action directe et l'agitation contre Big Tech et l'empire américain. Il est parfois difficile de mobiliser un soutien derrière des sujets apparemment ésotériques, comme l'ouverture d'un centre de serveurs en nuage dans le Sud (par exemple en Malaisie) ou l'imposition de logiciels Big Tech dans les écoles (par exemple en Afrique du Sud). Cela est particulièrement difficile dans le Sud, où les gens doivent donner la priorité à l'accès à la nourriture, à l'eau, au logement, à l'électricité, aux soins de santé et aux emplois. Cependant, la résistance réussie à des développements tels que Facebook's Free Basics en Inde et la construction du siège social d'Amazon sur des terres indigènes sacrées au Cap, en Afrique du Sud, montre la possibilité et le potentiel de l'opposition civique.

Ces énergies militantes pourraient aller plus loin et adopter les tactiques de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), que les militants anti-apartheid ont utilisées pour cibler les sociétés informatiques vendant des équipements au gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud. Les militants pourraient créer un mouvement *#BigTechBDS*, qui ciblerait cette fois l'existence des grandes entreprises technologiques. Les boycotts pourraient annuler les contrats du secteur public avec les géants de la technologie et les remplacer par des solutions socialistes de People's Tech. Des campagnes de désinvestissement pourraient forcer des institutions comme les universités à se désinvestir des pires entreprises technologiques. Et les militants pourraient faire pression sur les États pour qu'ils appliquent des sanctions ciblées aux entreprises technologiques américaines, chinoises et d'autres pays.

Quatrièmement, nous devons travailler à la création de coopératives de travailleurs de la technologie qui peuvent être les éléments constitutifs d'une nouvelle économie socialiste numérique. Il existe un mouvement de syndicalisation de la Big Tech, qui peut contribuer à protéger les travailleurs de la technologie en cours de route. Mais syndiquer Big Tech, c'est comme syndiquer les compagnies des Indes orientales, le fabricant d'armes Raytheon, Goldman Sachs ou Shell – ce n'est pas de la justice sociale et cela n'apportera probablement que de légères réformes. De même que les militants sud-africains de la lutte contre l'apartheid ont rejeté les principes de Sullivan – un

ensemble de règles et de réformes en matière de responsabilité sociale des entreprises qui permettraient aux entreprises américaines de continuer à faire des bénéfices dans l'Afrique du Sud de l'apartheid – et d'autres réformes légères, en faveur de l'étranglement du système de l'apartheid, nous devrions avoir pour objectif d'abolir complètement les Big Tech et le système du capitalisme numérique. Et cela nécessitera de construire des alternatives, de s'engager avec les travailleurs de la tech, non pas pour réformer l'irréformable, mais pour aider à élaborer une transition juste pour l'industrie.

Enfin, des personnes de tous horizons devraient travailler en collaboration avec des professionnels de la technologie pour élaborer le plan concret qui constituerait un Digital Tech Deal. Ce projet doit être pris aussi au sérieux que les « *green deals* » actuels pour l'environnement. Avec un Digital Tech Deal, certains travailleurs – comme ceux du secteur de la publicité – perdraient leur emploi, il faudrait donc prévoir une transition équitable pour les travailleurs de ces secteurs. Les travailleurs, les scientifiques, les ingénieurs, les sociologues, les avocats, les éducateurs, les militants et le grand public pourraient réfléchir ensemble à la manière de rendre cette transition pratique.

Aujourd'hui, le capitalisme progressiste est largement considéré comme la solution la plus pratique à la montée en puissance des Big Tech. Pourtant, ces mêmes progressistes n'ont pas su reconnaître les méfaits structurels du capitalisme, la colonisation technologique menée par les États-Unis et l'impératif de décroissance. Nous ne pouvons pas brûler les murs de notre maison pour nous garder au chaud. La seule solution pratique est de faire ce qui est nécessaire pour nous empêcher de détruire notre seule et unique maison – et cela doit intégrer l'économie numérique. Le socialisme numérique, concrétisé par un Digital Tech Deal [Accord sur la technologie numérique], offre le meilleur espoir dans le court laps de temps dont nous disposons pour un changement radical, mais il devra être discuté, débattu et construit. J'espère que cet article pourra inviter les lecteurs et d'autres personnes à collaborer dans cette direction. ■

# Ahlem Belhadj (1964-2023)

Par  
Gilbert Achcar\*

Le décès d’Ahlem Belhadj survenu à Tunis le 11 mars affecte à la fois le mouvement féministe, le mouvement syndical et la gauche révolutionnaire en Tunisie et au-delà.

Pédopsychiatre de formation, Ahlem s’est engagée dans le combat révolutionnaire alors qu’elle était étudiante, en militant dans les rangs du syndicalisme étudiant puis en rejoignant le groupe trotskiste tunisien affilié à la IV<sup>e</sup> Internationale. C’était l’époque où son pays était encore dirigé de manière autoritaire par le fondateur de la Tunisie moderne, Habib Bourguiba. En 1987, celui-ci fut renversé par un coup d’État mené par Zine el-Abidine Ben Ali, qui gouvernera la Tunisie d’une main de fer jusqu’à son renversement en janvier 2011 par un soulèvement populaire. On sait que c’est le soulèvement tunisien qui déclencha l’onde de choc révolutionnaire connue sous le nom de « printemps arabe », en inspirant d’autres populations de l’espace arabophone.

Devenue professeure en psychiatrie de l’enfant et de l’adolescent, puis cheffe de service de pédopsychiatrie à l’hôpital Mongi Slim de La Marsa et présidente de l’Association tunisienne de psychiatrie de l’enfant et de l’adolescent, Ahlem poursuivit son engagement syndical et devint secrétaire générale du Syndicat général



des médecins hospitalo-universitaires, affilié à l’Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Le groupe révolutionnaire auquel elle avait adhéré étant entré en crise, elle prit ses distances par rapport au militantisme politique organisé tout en maintenant ses convictions politiques, d’une façon qui se traduit par le maintien de relations personnelles avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Parallèlement, Ahlem s’investit à fond dans l’action féministe jusqu’à devenir présidente de l’Association tunisienne des femmes démocrates, une première fois en 2004, puis une seconde fois en 2011, année de radicalisation des mouvements sociaux tunisiens. C’est à ce titre qu’elle joua un rôle de premier plan dans le bouleversement révolutionnaire que connut la Tunisie et dans le processus constitutionnel qui s’ensuivit, en combattant notamment les démarches visant à réintroduire des clauses discriminatoires envers les femmes dans la nouvelle Constitution tunisienne.

Ahlem devint ainsi une personnalité de premier plan dans son pays, comme en témoigne la très ample réaction des milieux politiques, syndicaux et associatifs ainsi que des médias, lors de sa disparition. Sa réputation en tant que figure de proue du féminisme tunisien dépassa les

frontières : elle reçut le prix Simone de Beauvoir au nom de l’AFTD en 2012. La même année, la revue étatsunienne *Foreign Policy* la classait au 18<sup>e</sup> rang de sa liste annuelle des 100 penseurs et penseuses les plus influents du monde. Elle a également fait l’objet de plusieurs reportages dans la presse internationale.

Son décès prématuré est survenu après de longues années de combat contre la maladie. Quiconque a connu Ahlem ne pouvait qu’admirer son courage exceptionnel face au mal qui la rongait, de même que face aux difficultés de sa vie familiale. Mère de deux enfants en bas âge, elle se trouva obligée de s’en occuper seule après le départ en exil de son compagnon Jalel Ben Brik Zoghliami, puis leur séparation amiable.

Il faut évidemment une force de caractère singulière pour cumuler des responsabilités maternelles, professionnelles, syndicales et féministes comme Ahlem le fit des années durant. Elle frappait par son intelligence, son affabilité et sa chaleur amicale, ainsi que par son aptitude à rire en face de l’adversité. Son décès est une perte énorme pour tous les combats qu’elle a menés, et une perte douloureuse pour toutes les personnes qui l’ont bien connue dans le cours de ces divers combats. ■

\* Gilbert Achcar est professeur d’études du développement et des relations internationales à la SOAS, Université de Londres. Il est l’auteur, entre autres, de : le Marxisme d’Ernest Mandel (dir.) (PUF, Actuel Marx, Paris 1999), *l’Orient incandescent : le Moyen-Orient au miroir marxiste* (éditions Page Deux, Lausanne 2003), *le Choc des barbaries : terrorismes et désordre mondial* (2002, 3<sup>e</sup> édition, Syllepse, Paris 2017), *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2009), *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2013), *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2015), *Symptômes morbides, la rechute du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2017), *The New Cold War : The United States, Russia, and China from Kosovo to Ukraine* (Haymarket Books, Chicago 2023).

# Entretien (2016) avec Ahlem Belhadj : Cinq ans après la révolution du jasmin, la lutte continue en Tunisie

Par  
Faroq Sulehria\*

**S**pécialiste en pédopsychiatrie, Ahlem Belhadj est une figure de proue du mouvement féministe tunisien. Qualifiée d'« *héroïne tunisienne du Printemps arabe* », elle a reçu le prix Simone de Beauvoir en 2012 et a été présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates de 2011 à 2013.

**Faroq Sulehria :** *La Tunisie est décrite comme le seul pays qui a réussi après le printemps arabe. Le pays a non seulement connu une transition vers la démocratie, mais a également adopté une Constitution assez laïque. Dans quelle mesure cette impression dominante à l'extérieur est-elle correcte, en particulier du point de vue des femmes ?*

**Ahlem Belhadj :** La Tunisie est en pleine mutation. Nous avons bien sûr connu quelques succès. Avoir tenu deux élections libres et équitables en cinq ans est une telle réussite. En 2011, la Tunisie s'est rendue aux urnes pour choisir une Assemblée constitutionnelle en vue de rédiger une nouvelle Constitution. Après un nouveau tour d'élections en 2014, un gouvernement démocratique a été élu. En 2010, personne en Tunisie ne pouvait même rêver d'élections libres dans le pays. Une autre victoire est le droit à la liberté d'expression et d'association.

La chose la plus importante de toutes est que nous ayons une Constitution. Elle a été rédigée après un débat social très important. Bien qu'elle ne puisse pas être qualifiée d'idéale, ce n'est pas non plus une mauvaise Constitution alors que les islamistes étaient majoritaires au sein de l'Assemblée constitutionnelle (élue en 2011). L'aspect le plus important de la Constitution est qu'elle n'est pas basée sur la charia. Cependant, l'article 1 pose problème. Selon cet article, la Tunisie est reconnue comme un pays libre et démocratique tandis que l'islam a été déclaré religion du pays. Cela peut être mal inter-



prété. Il n'est pas clair si l'islam est la religion de l'État ou de la société. En même temps, du côté positif, il y a des engagements envers les droits humains universels. En ce qui concerne les droits des femmes, les succès sont nombreux. Les femmes ne sont pas seulement reconnues comme égales, il existe de nombreux engagements pour autonomiser les femmes politiquement et mettre fin à la violence domestique. En outre, la Constitution prévoit la parité aux élections : chaque parti est tenu de présenter 50 % de femmes candidates.

**Faroq Sulehria :** *Mais en même temps, de nombreux droits dont jouissaient les femmes tunisiennes sous la dictature de Ben Ali sont menacés. Par exemple, les fondamentalistes veulent légaliser la polygamie. Le conservatisme social et la violence puritaine augmentent. Comment décririez-vous la situation aujourd'hui, au cinquième anniversaire de la révolution ?*

**Ahlem Belhadj :** Quand on parle de succès, on ne parle pas d'une réussite complète et totale. Ce n'est qu'un succès relatif par rapport aux autres pays arabes. Nous luttons toujours pour les principes qui ont déclenché et inspiré la révolution. À ce jour, de nombreuses tâches de la révolution restent inachevées. L'ancien régime existe toujours. Les institutions de la violence restent à restructurer. Nous traver-

sons une crise économique majeure. Le terrorisme est en hausse alors que la justice sociale reste insaisissable.

En ce qui concerne les droits des femmes, je dirais qu'ils sont liés à l'ensemble des droits politiques et sociaux. Le mouvement des femmes tunisiennes a toujours souligné que les droits des femmes ne se réalisent pas en l'absence de droits démocratiques, de justice sociale et de liberté pour tous. La révolution tunisienne a confirmé cette position.

Après la révolution, le processus d'élaboration de la Constitution a été une leçon intéressante à cet égard. Il a déclenché un débat social majeur sur les droits des femmes, qui impliquait de larges pans de la population. Le résultat du débat fut qu'une large majorité souhaitait maintenir l'égalité des femmes.

Un autre aspect important de tout ce processus et de ce débat a été la défaite des islamistes aux élections de 2014. Plus d'un million de femmes ont voté contre eux en raison de leur position contre les droits des femmes.

Cependant, les féministes tunisiennes ont encore un long chemin à parcourir. Une tâche importante consiste à adapter les anciennes lois à la nouvelle Constitution. Les lois sont en effet discriminatoires. Certains autres pays arabes ont même une meilleure législation sur les droits des femmes que la Tunisie. Ensuite, nous avons la féminisation de la pauvreté. La violence à l'égard des femmes est un

\* Faroq Sulehria enseigne actuellement à l'université nationale Beaconhouse, à Lahore, Pakistan. Il est l'auteur de *Media Imperialism in India and Pakistan*, London 2018, Routledge. En 2016 il était en Suède et collaborait à la presse de gauche suédoise. Nous reproduisons ici un entretien de Faroq Sulehria avec Ahlem Belhadj réalisé pour le magazine suédois *Feministiskt perspektiv* (Perspective féministe) et publié le 19 janvier 2016 : <https://feministisktperspektiv.se/2016/01/19/tunisien-det-finns-mer-an-tva-val-for-feminister/> (Traduit du suédois par JM). Il va s'en dire, que depuis 2016, à la suite du coup d'État du président Kaïs Saïed, la situation générale de la Tunisie, et en particulier celle des femmes, ne s'est pas améliorée... Cf. notre dossier dans *Inprecor* n° 689/690 de septembre-octobre 2021.

## Les Nôtres

autre défi majeur. Le terrorisme fait peser une nouvelle menace sur le sentiment de sécurité des femmes.

**Farooq Sulehria** : *Dans le sillage du printemps arabe, la violence à l'égard des femmes a pris de nouvelles formes et s'est accrue de manière phénoménale. De même, le succès électoral des fondamentalistes dans les pays musulmans fait peser de nouvelles menaces sur les femmes alors que les libertés démocratiques sont conquises. Pensez-vous que cette situation valide l'argument selon lequel les droits des femmes ont été mieux protégés sous les dictatures « modernistes » ?*

**Ahlem Belhadj** : Cette contradiction est fautive. Nous avons toujours eu l'occasion de dire : ni dictature ni intégrisme islamique. La lutte féministe dans le monde musulman devrait viser à obtenir des États démocratiques qui respectent les droits des femmes. Les islamistes, même ceux qui sont modérés, ne peuvent pas respecter les droits des femmes. Ils ne peuvent pas répondre aux demandes des femmes de manière adéquate.

L'exemple des féministes tunisiennes montre qu'il est possible de lutter à la fois contre les dictatures et contre les islamistes. Nous étions contre Ben Ali et nous nous sommes opposées à l'islamisme. Après la révolution, en tant que féministes, nous avons réclamé la démocratie même si cela devait amener les islamistes au pouvoir. Nous devons combattre les islamistes par des moyens démocratiques. Notre lutte montre que c'est possible. J'ose dire que la transition démocratique en Tunisie a été possible parce que le mouvement féministe dans notre pays était fort.

En effet, si le mouvement féministe est le moteur du changement social, il permet aux forces progressistes de vaincre les forces exploiteuses, car le féminisme s'attaque au patriarcat, qui divise la société en fonction du genre, de même qu'il s'attaque au capitalisme, qui divise les gens en dominants et dominés.

**Farooq Sulehria** : *Qu'en est-il des pays où le mouvement féministe est faible et marginalisé ? Par exemple, en Arabie saoudite ou en Afghanistan, où la plupart des femmes ne peuvent même pas sortir de chez elles ?*

**Ahlem Belhadj** : Je crois que les mouvements féministes doivent se construire pour qu'ils ne soient pas aussi petits qu'ils le sont actuellement dans certains pays musulmans. C'est la seule solution. Comment y parvenir ? Il n'y a pas de raccourcis ou de réponses faciles.

Cependant, la leçon tunisienne est que les mouvements féministes dans les pays musulmans doivent s'associer à de vastes mouvements pour la justice sociale. Les féministes doivent être engagées dans la lutte contre le changement climatique, les luttes syndicales, les droits des groupes opprimés tels que les LGBTQ, etc. De cette manière, nous pouvons poser la question des femmes à toute la société, aux partis politiques, syndicats, associations et sur les lieux de travail.

En Tunisie, ce n'est pas du fait de la politique de Ben Ali que le mouvement des femmes indépendantes a été formidable. Dans l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) les femmes représentent plus de 50 % des membres. Les femmes ont mené d'innombrables luttes en tant que UGTT. Le mouvement féministe n'a pas agi « en solidarité avec » l'UGTT : les femmes faisaient partie intégrante de l'UGTT.

**Farooq Sulehria** : *La Tunisie pourrait-elle être un exemple à suivre dans des pays musulmans comme l'Arabie saoudite où l'ambiance sociale et politique est très différente ?*

**Ahlem Belhadj** : En 2011, lorsque la communauté mondiale a remarqué l'implication des femmes dans le printemps arabe, non seulement en Tunisie et en Égypte, mais partout, elle a été surprise. Avant le printemps arabe, on supposait qu'il n'y avait pas de mouvement de femmes dans la région. Le printemps arabe a montré que ce n'était pas vrai. La réalité est complexe. Au cours de la dernière décennie, la situation des femmes a changé dans la région. Il y a une nouvelle génération de femmes qui luttent pour leurs droits et utilisent de nouveaux outils pour s'engager

dans diverses luttes. Cela s'applique également à l'Arabie saoudite. Il est vrai que les femmes saoudiennes sont souvent engagées dans des luttes pour gagner des droits symboliques, et parfois minimes. Tout le monde n'est pas forcément d'accord avec elles. Cependant, elles sont déterminées à se battre. Dans le monde arabe, de plus en plus de femmes refusent d'être soumises. Le printemps arabe a catalysé ce processus.

**Farooq Sulehria** : *Mais on pourrait aussi dire que les processus déclenchés par le printemps arabe ont également entraîné un désastre pour les femmes arabes ? L'augmentation de la violence en est un aspect : les migrations résultant des conflits, comme en Syrie, ont exposé les femmes à l'exploitation sexuelle, à l'insécurité physique, aux mariages d'enfants, etc. Que pensez-vous de tout cela ?*

**Ahlem Belhadj** : La violence à l'encontre des femmes arabes n'est pas un phénomène nouveau. Mais le niveau de violence n'a jamais été aussi élevé qu'au lendemain du printemps arabe. Nous pouvons l'expliquer de deux manières (peut-être plus). Premièrement, la violence en général augmente lorsqu'il y a un manque de stabilité et que les guerres civiles font rage. En particulier, la violence contre les femmes est démultipliée dans les zones de conflit. Deuxièmement, la violence est un outil pour contrôler la participation des femmes dans les sphères publiques et politiques. Comme nous le savons, les femmes ont participé activement au printemps arabe. Leur participation s'est également heurtée à des résistances, même en Égypte et en Tunisie. La violence est souvent utilisée pour résister au changement initié par la



participation des femmes. D'une certaine manière, cette violence indique que les femmes s'affirment. En disant cela, je ne cautionne d'aucune façon cette violence.

Dans le même temps, je tiens à souligner que cette violence contre les femmes a également suscité l'indignation. Dans certains pays arabes, une nouvelle législation a été introduite ou est en train d'être introduite pour réduire la violence à l'égard des femmes. Encore une fois, ces initiatives législatives répondent en grande partie aux revendications des femmes qui réclament leurs droits. Alors que l'Égypte a introduit une nouvelle législation contre le harcèlement sexuel, le Liban a introduit il y a un an de nouvelles lois contre la violence domestique. L'Algérie et la Tunisie ont également fait de telles tentatives pour légiférer contre la violence spécifique aux femmes.

**Farooq Sulehria :** *Les droits acquis par les mouvements tunisiens sont remarquables compte tenu de la majorité des fondamentalistes islamiques au sein de l'Assemblée constituante. Comment les féministes se sont-elles comportées avec eux pendant le processus de rédaction de la Constitution ?*

**Ahlem Belhadj** (en riant) : Nous avons utilisé de nombreuses stratégies. L'une était de les engager dans des débats. Nous les avons convaincus. De nombreux islamistes ont voté avec nous. Par exemple, sur la question de la parité, les islamistes ont voté avec nous. Au départ, ils n'étaient pas favorables à la parité. Mais quand les islamistes refusaient nos revendications, nous descendions dans la rue et organisions des manifestations contre eux.

**Farooq Sulehria :** *Comment les islamistes recrutent-ils et organisent-ils les femmes ? Comment, en tant que féministes, pouvez-vous contrecarrer leurs stratégies visant à gagner le soutien des femmes ?*

**Ahlem Belhadj :** Au départ, ils n'avaient pas de structures organisées au sein de leurs partis pour recruter ou organiser les femmes. Après la révolution, des centaines d'organisations de femmes ont été créées pour organiser les femmes. Certaines de ces organisations sont liées à des partis islamistes. Quelques-unes d'entre elles parlent également du féminisme islamique. Cependant, ces féministes islamiques ne sont pas encore aussi bien organisées que leurs homologues au Maroc, en Malaisie ou en Égypte. Jusqu'à présent, elles n'ont pas eu beaucoup de succès.

Notre principale divergence avec les islamistes porte sur la question de l'égalité. Ils admettent l'égalité des femmes dans la



sphère publique, mais dans la sphère privée ils mettent l'accent sur le principe islamique de « qawâma ». Par qawâma, ils entendent des rôles spécifiques pour les hommes et les femmes, tels que prescrits par la charia. Ils prétendent que selon la charia les hommes sont les chefs de famille. De même, toujours au nom de la charia, ils s'opposent à l'égalité des droits d'héritage pour les femmes.

**Farooq Sulehria :** *Comment argumentez-vous lorsqu'ils prennent comme argument la charia ?*

**Ahlem Belhadj :** Parfois, nous avons recours à des interprétations alternatives du Coran. Dans certains cas, nous nous référons au droit universel à l'égalité et aux normes internationales.

**Farooq Sulehria :** *Qu'en est-il des jeunes femmes, sont-elles également impliquées dans les luttes ?*

**Ahlem Belhadj :** Les jeunes femmes s'engagent activement sur de nombreux fronts. Beaucoup sont impliqués dans le mouvement en faveur de la justice transitionnelle. Elles font campagne contre la réconciliation avec l'ancien régime. Elles veulent que justice soit rendue aux victimes de l'ancien régime. Une autre lutte importante dans laquelle les jeunes femmes sont actives concerne les droits LGBTQ. Elles réclament plus de droits individuels. Mais elles sont également engagées dans des luttes plus générales pour les droits économiques et l'emploi.

**Farooq Sulehria :** *Quelles ont été les principales réalisations en 2015 ? Quels sont les principaux défis pour les féministes tunisiennes en 2016 ?*

**Ahlem Belhadj :** Une bataille de longue

haleine pour une législation contre la violence domestique devrait porter ses fruits en 2016. Si l'on en croit le ministère de la Condition féminine, nous aurons une loi pro-femmes contre la violence domestique en mars 2016. En 2015, les femmes ont obtenu une victoire modeste, mais symbolique, grâce à certains changements qui leur permettent de voyager à l'étranger. Auparavant, les femmes devaient obtenir l'autorisation de leur mari pour obtenir un passeport pour elles-mêmes et leurs enfants. Elles n'ont plus besoin de cette autorisation. Mais nous avons encore un long chemin à parcourir comme je l'ai mentionné. Une lutte de longue haleine consiste à mettre les lois tunisiennes en conformité avec notre nouvelle Constitution.

**Farooq Sulehria :** *Quel est votre message à Feministiskt Perspektiv pour la nouvelle année ?*

**Ahlem Belhadj :** J'ai déjà rencontré *Feministiskt perspektiv* à Tunis. Savoir qu'il y a des féministes dans d'autres pays intéressés par la lutte des féministes tunisiennes est rassurant. La solidarité internationale est toujours encourageante. Vous sentez que vous n'êtes pas seules. Bien que nous soyons confrontés à des problèmes différents, les victoires des féministes suédoises sont également considérées comme des victoires pour les femmes tunisiennes.

On aimerait qu'il y ait en Tunisie un magazine comme *Feministiskt perspektiv*. Nous avons dans les années 1980 un magazine féministe, intitulé *Nisa* (Femmes). ■

# Daniel Pereyra, un internationaliste constant

Par  
Roberto Montoya\*

Il était né Daniel Pereyra Pérez, cependant, comme la plupart des militants révolutionnaires, il était également connu sous d'autres noms.

Au Pérou, dans les années 1960, les médias l'appelaient *le Che Pereyra*. Il était argentin et, comme le Che, s'était rendu dans un autre pays en solidarité avec d'autres camarades pour apporter un soutien armé à la guérilla paysanne dirigée par Hugo Blanco. Il y a été capturé, torturé et emprisonné dans la prison de haute sécurité El Frontón, située sur une île. En Argentine, il utilisait le pseudonyme *Alonso*, tant dans les premières formations politiques auxquelles il a participé que lors de la fondation du Parti révolutionnaire des travailleurs-Le combattant (PRT-EC) et plus tard, lorsqu'il a rompu avec celui-ci pour créer le Groupe ouvrier révolutionnaire (GOR). Après de nombreuses années, lorsqu'il s'est exilé à Madrid en 1978, en pleine dictature militaire de Videla, il a retrouvé son nom, Daniel – *El Gallego* (le Galicien) pour ses amis.

Daniel est né dix ans seulement après la révolution d'Octobre, qui a marqué son adolescence. Il n'avait que trois ans quand l'Argentine a connu l'un des nombreux coups d'État militaires sanglants que le pays a subis, celui dirigé par les généraux Uriburu et Justo qui a mis fin au gouvernement démocratique du président Irigoyen.

Fils d'une blanchisseuse et femme de ménage et d'un père au chômage après la crise de 1929, qu'il a perdu très jeune, Daniel a abandonné l'enseignement secondaire à l'âge de 17 ans pour travailler afin de survivre. Il est d'abord apprenti

dans une imprimerie, puis ouvrier dans des usines métallurgiques où il a été élu délégué syndical par ses camarades. En même temps, il s'initie à la politique, adhère au Groupe ouvrier marxiste (GOM), il dévore des livres sur le marxisme et commence à lire Marx, Lénine, Trotsky.

Depuis ces années jusqu'au 6 février 2023, il n'a jamais cessé de militer tant c'était une partie essentielle de sa vie. Il s'est éteint à l'âge de 95 ans dans une maison de retraite de la banlieue de Madrid, en revendiquant fièrement son appartenance à la IV<sup>e</sup> Internationale, toujours militant d'Anticapitalistas et membre du conseil de la revue *Viento Sur*.

Au cours de ses premières décennies de militantisme, dans les années 1940 et 1950, les marxistes révolutionnaires argentins étaient fortement marqués par la présence des républicains espagnols qui s'étaient exilés à la fin de la guerre civile espagnole. Il y a eu plusieurs groupes : GOM, Parti ouvrier révolutionnaire (POR), Socialisme révolutionnaire trotskiste, Politique ouvrière (*Política Obrera*).

Pendant les gouvernements de Juan Domingo Perón, Daniel militait au GOM, au côté de Nahuel Moreno (de son vrai nom Hugo Bresano) dont, des années plus tard, il reconnaîtra le sectarisme envers le péronisme, qu'il attaquait avec la même férocité que ceux qui ont fini par le renverser en 1955 par un coup d'État civilo-militaire sanglant, soutenu par l'Église catholique et les États-Unis. Peu après, le POR, successeur du GOM, a fait son autocritique et est entré dans le mouvement péroniste en y construisant un front pour inclure différentes associations syndicales opposées à la dictature, mais aussi à la bureaucratie péroniste, le Mouvement des groupements ouvriers (MAO).

Au cours de ces années, Daniel rencontre sa compagne, Juana Perelstein, Juanita, membre du Parti socialiste et fille d'un communiste, avec laquelle ils auront un fils, Carlos.

Dans ses *Mémoires d'un militant internationaliste* (1), Daniel reconnaît aussi la



vision sectaire ainsi que la nouvelle grave erreur commise en 1959 par l'organisation moréniste dont il faisait partie, *Palabra Obrera* (Parole ouvrière) face à la révolution cubaine triomphante. Un an après ce triomphe qui allait secouer l'Amérique latine et les Caraïbes et changer la scène géopolitique mondiale, cette formation continuait à qualifier Fidel Castro de « marionnette des États-Unis ». Cependant, comme Daniel nous le rappelle dans ses *Mémoires*, peu de temps après il y eut un brusque changement de caractérisation, conduisant à soutenir le nouveau régime cubain et aussi la lutte armée.

L'organisation décide alors de créer une première équipe militaire, dirigée par Vasco Bengoechea et qui s'est entraînée avec d'autres camarades à Cuba, et Daniel Pereyra est chargé de diriger un petit groupe envoyé au Pérou pour soutenir le parti frère péruvien – le Parti ouvrier révolutionnaire-Front de la gauche révolutionnaire (POR/FIR) – en organisant des expropriations des banques pour lever des fonds ainsi que d'autres opérations militaires.

Après une opération dans une banque de Lima qui se termine par une fusillade, Daniel et d'autres participants sont arrêtés. Ils passeront cinq ans en prison avant d'être autorisés à rentrer en Argentine en 1967. Hugo Blanco a également été arrêté en 1963.

Au moment où Pereyra revient en Argentine avec ses camarades, la situation politique a changé et les différends politiques avec Nahuel Moreno se sont accrus.

Après l'arrestation de Daniel au Pérou, Moreno avait jugé utile de prendre ses distances avec ce qui avait été décidé par le bureau politique de *Palabra Obrera*. Il utilise même pour cela la presse péruvienne en écrivant dans le quotidien *La Prensa* du 29 mai 1962 : « *Pereyra est un fou et un aventurier (...). C'est Pereyra qui a coordonné l'assaut et les plans révolutionnaires* ». En 1964, Vasco Bengoechea s'était séparé de l'organisation après un débat houleux lors d'une réunion du parti et il avait formé les

\* Roberto Montoya, journaliste et écrivain, est membre du conseil de la revue *Viento sur*. Cet article a d'abord paru dans *Viento sur* le 9 février 2023 : <https://viento-sur.info/un-consecuente-militante-internacionalista/> (Traduit de l'espagnol par JM).

1. Daniel Pereyra, *Memorias de un militante internacionalista*, Biblioteca militante, Ediciones Razón y Revolución, Buenos Aires 2014.

Forces armées de la révolution nationale (FARN). Quelques mois plus tard, il mourra lors de l'explosion d'une bombe qu'il préparait dans un appartement de Buenos Aires.

En 1965, *Palabra Obrera* avait entamé un processus de discussion et de coopération avec le Front populaire révolutionnaire indiano-américain (FRIP), fondé en 1959 par Mario Santucho, principalement dans les provinces septentrionales de Santiago del Estero et Tucumán. En mai de la même année, le premier congrès unifié des deux organisations s'est tenu, donnant ainsi naissance au Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). Un an plus tard, un deuxième congrès de la nouvelle organisation a lieu, approuvant l'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale, mais on pouvait déjà voir d'importantes différences entre les deux groupes fusionnés. Alors que Santucho qualifiait la situation dans les sucreries de Tucumán comme pré-révolutionnaire, Moreno soutenait qu'elle n'était ni insurrectionnelle ni pré-révolutionnaire. Cette même année, un nouveau coup d'État avait lieu, dirigé par le général Onganía, renversant le gouvernement de Humberto Illia de l'Union civique radicale (UCR), principal parti d'opposition au péronisme.

Les morénistes réussirent à imposer leur sceau lors du troisième congrès du PRT, rejetant la proposition des partisans de Santucho de lancer une colonne mobile de guérilla à Tucumán et approuvant exclusivement certaines actions défensives. À partir de ce moment, la coexistence des deux courants devint de plus en plus difficile et, en 1968, lors du quatrième congrès du parti, les divergences sur la caractérisation de l'étape et les tâches prioritaires se sont accentuées conduisant à la scission entre le PRT-La Verdad, dirigé par Nahuel Moreno, et le PRT-El Combatiente, dirigé par Mario Santucho. Daniel Pereyra et la majorité du parti soutenaient le PRT-EC. Lors de ce congrès, Léon Trotsky, le Che, le Vietnamien Nguyen Van Troi et Angel Vasco Bengoechea ont été élus présidents d'honneur et un virage important dans la stratégie du parti a été pris, centrée fondamentalement sur « *la préparation et le déclenchement dans tout le pays de la lutte armée partielle en lien avec le mouvement ouvrier* ». La « *création d'une armée dans les campagnes et la promotion de la guérilla urbaine* » est proposée, et l'idée de créer l'Armée révolutionnaire populaire (ERP) commence à prendre forme.

En 1969, les commandos de la PRT participent à des soulèvements populaires massifs dans les provinces de Córdoba et de Rosario, occupant une station de radio

pour diffuser des communiqués et prenant d'assaut un poste de gendarmerie où ils s'emparent d'armes.

Cette même année, Pereyra se rend dans la ville italienne de Rimini pour assister au neuvième congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale en tant que délégué du PRT-El Combatiente. Cette organisation y est alors formellement reconnue section de la IV<sup>e</sup> Internationale, grâce au soutien du secteur majoritaire, représenté par Ernest Mandel, Pierre Frank, Livio Maitan et d'autres. Les représentants du PRT-La Verdad et ceux du SWP (Socialist Workers Party) des États-Unis s'opposent à cette décision et à la résolution adoptée lors de ce congrès en faveur de la lutte armée en Amérique latine.

Les divisions ne s'arrêtent pas là et cette même année les divergences internes s'aggravent au sein du PRT-El Combatiente. Mario Santucho, chef du comité militaire, présente un vaste plan d'activités militaires dans tout le pays qu'une partie du parti, dont Pereyra, jugnt disproportionné par rapport au niveau de conscience et de lutte des travailleurs. Dans ses *Mémoires*, Daniel critique les manœuvres menées par Santucho pour empêcher les opposants d'entraver ses plans : ce dernier a convoqué le 5<sup>e</sup> congrès du parti sur une île du fleuve Paraná en juillet 1970, sans en avertir le secteur de l'opposition, qui avait auparavant présenté un document alternatif. Lors de ce congrès, la création de l'ERP a été formellement décidée et un vaste plan d'opérations militaires dans différentes régions d'Argentine a été approuvé afin de la faire connaître.

En 1971, les secteurs critiques de cette nouvelle étape du parti décidèrent de quitter le parti : Pereyra, à la tête d'un groupe qui finira par former le GOR ; un autre groupe, dirigé par un membre du comité central, Eduardo Urretavizcaya, formera l'Orientation socialiste-Force ouvrière communiste (OS-FOC) ; un troisième, dirigé par Horacio Lagar, Sergio Domecq, Oscar Prada et d'autres, formera la Milice ouvrière syndicaliste (*Sindicalistas-Milicia Obrera*).

Pereyra expliquera plus tard que « *la différence, c'est qu'ils construisaient une armée. Pour notre part, nous voulions une accumulation de forces en accord avec les avancées de la lutte de classe et les forces du parti. (...) Nous envisagions la lutte armée comme un soutien au mouvement ouvrier et à la résistance* ».

En 1972, le PRT-ERP connaît une nouvelle scission, le PRT-22 août, qui se rapproche du péronisme de gauche, puis en 1973 celle de la Fraction rouge du PRT-ERP, dont j'étais membre de la direction, qui a obtenu le soutien de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec laquelle

la direction de Santucho avait rompu.

En 1975, dans les circonstances d'une répression tous azimuts par le gouvernement d'Isabel Martínez de Perón et sa police Triple A, le GOR déclarait : « *Nous assumons et promouvons la lutte armée pour défendre l'organisation et contribuer à la défense et au développement des luttes ouvrières et populaires. Il ne s'agit pas de supplanter l'action des masses ni d'exercer un quelconque paternalisme* ».

Comme toutes les organisations de gauche, le GOR souffrira du nouveau coup d'État du général Videla en 1976. Sous le fléau d'une répression jusqu'alors inconnue dans le pays, qui s'est soldée par la mort de 30 000 « *disparus* », les courants syndicaux de classe et de toutes les formes de résistance ont été anéantis. Après les arrestations et les assassinats de dirigeants et de militants du GOR en 1978, ce qui restait de la direction a décidé de s'exiler.

Daniel est arrivé avec Juanita à Madrid en juillet 1978, laissant tout derrière lui, comme tant de milliers de personnes l'ont fait dans ces années, et commençant une nouvelle vie au cours des années turbulentes de la transition vers la démocratie en Espagne, trois ans seulement après la mort de Franco. Ils ont commencé à organiser leur nouvelle vie et ont immédiatement rejoint les rangs de l'organisation sœur dans l'État espagnol, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

Malgré les déchirements subis et l'impuissance face aux nouvelles quotidiennes de l'ampleur de la répression en Argentine, ils ont trouvé – comme nous toutes et tous – leur famille politique et une immense solidarité, la camaraderie et l'amitié, ce qui a permis une intégration rapide.

Juanita est décédée en 2016 et Daniel, bien que malade depuis 2008 et souffrant de problèmes de mobilité croissants, n'a jamais cessé d'être actif, d'abord au sein de la LCR, puis dans les organisations qui lui ont succédé, Espacio Alternativo en 1994, Izquierda Anticapitalista en 2008 et Anticapitalistas en 2015. Il était membre du conseil de la revue *Viento Sur*, où il a publié de nombreux articles.

Daniel a collaboré avec divers journaux et magazines en Espagne et a également publié plusieurs livres. Son autobiographie, *Mémoires d'un militant internationaliste*, résume dans son titre même ce qu'était Daniel Pereyra, un militant révolutionnaire internationaliste avec une conscience de classe dès son plus jeune âge, conséquent et cohérent jusqu'à la fin de ses jours.

Repose en paix cher camarade et ami, au revoir *Gallego*. ■

# Daniel Pereyra (1927-2023)

## UNE VIE BIEN VÉCUE

Par  
Jaime Pastor\*

Notre cher ami et camarade, Daniel Pereyra, est décédé le 6 février à Madrid, à l'âge de 95 ans, après une longue et exemplaire carrière de combattant infatigable, dont il a témoigné, en partie, dans ses *Memorias de un militante internacionalista* (Mémoires d'un militant internationaliste) publiées en 2014.

Au nom de la revue *Viento Sur*, nous lui rendrons bientôt l'hommage qu'il mérite en plus de l'article publié hier sur notre site (1), où l'un de ses plus proches amis et compagnons de combat, Roberto Montoya, nous a rappelé ses premiers pas et sa participation active au processus de construction d'organisations révolutionnaires dans son Argentine natale, au Pérou, puis en exil à Madrid après le triomphe de la dictature militaire dans son pays.

Daniel Bensaïd dans *Une lente impatience* (2004) témoigne de sa rencontre avec Che Pereyra lors de son voyage en Argentine en 1973 : là, dit-il, il a découvert que « cet ancien ouvrier métallurgiste était une légende. (...) Son inaltérable allégresse, sa gentillesse, son humour, son élégance chevaleresque n'ont pas peu contribué à gagner notre soutien à l'orientation de lutte armée » (2). Et en effet, une partie de cette légende, en particulier sa dure expérience péruvienne, s'est ensuite reflétée dans des films, des livres, tels que *Avisa los compañeros, pronto* (Avertissez les camarades, vite !) et d'autres œuvres.

Plusieurs membres de la rédaction et du conseil de notre revue l'ont rencontré plus tard, lorsqu'il est arrivé à Madrid en



1978. Avec Juanita, sa compagne, ils ont immédiatement rejoint les activités de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR) ; il était prêt à assumer n'importe quel type de tâche, comme celle d'organiser la logistique de notre 5<sup>e</sup> Congrès, qui s'est tenu à Madrid quelques mois plus tard. Depuis lors, il a participé aux activités de cette organisation, toujours avec ses propres opinions politiques et, plus d'une fois, exprimant librement ses différences avec certaines décisions, par exemple celle concernant le processus d'unification avec le Movimiento Comunista (MC) ; comme il l'a relaté dans ses Mémoires.

Outre ses Mémoires, Daniel est l'auteur d'autres ouvrages, parmi lesquels : *Del Moncada a Chiapas. Historia de la lucha armada en América Latina* (De la Moncada au Chiapas, histoire de la lutte armée en Amérique latine, 1994 et 1996), *Argentina rebelde* (Argentine rebelle, 2003), *Mercenarios, guerreros del imperio* (Mercenaires, guerriers de l'empire, 2007), *Che, Revolucionario sin fronteras* (Che, révolutionnaire sans frontières, 2017) et avec Roberto Montoya, *El caso Pinochet y la impunidad en América Latina* (Le cas Pinochet et l'impunité en Amérique latine, 2000). Il a également écrit un grand nombre d'articles dans différents magazines et médias. Parmi eux, en 1984 sous le pseudonyme Luis Alonso, une sévère critique de *Historie de Mayta* (Gallimard,

1986) de Mario Vargas Llosa, un pamphlet anti-trotskiste qui à son avis avait peu à envier à la propagande du Kremlin. L'un de ses derniers articles publiés est probablement celui qui est paru dans le numéro spécial 150 de *Viento Sur*. On y retrouve son souci de faire le point sur les différentes expériences qu'il a vécues en Espagne et d'essayer

d'apporter quelques idées à un projet de « parti-mouvement » dans lequel le politique et l'organisationnel seraient toujours étroitement liés.

On sait aussi qu'il rédigeait des notes dans lesquelles il tentait de tirer les leçons de l'expérience de la lutte armée en Amérique latine dans les années 1960, 1970 et plus tard.

La description que Daniel Bensaïd a faite de Che Pereyra lorsqu'il l'a rencontré à Madrid après une longue période résume très bien son état d'esprit : « *Toujours aussi dynamique et enjoué, il a traversé les années maussades du postfranquisme sans se rendre, attentif à la moindre repousse d'espérance, fidèle à ses engagements, à ses compagnons, et à ses morts.* » (3)

Daniel « *el Gallego* » (le Galicien) était, en somme, un grand ami de ses amies et amis de générations très différentes, toujours bienveillant et respectueux des autres opinions, loin d'être sectaire, et ouvert à ce qui pouvait sembler hétérodoxe à première vue, mais voyant ce qui pouvait porter un potentiel subversif, révolutionnaire et préfigurant un communisme digne de ce nom.

Comme l'a écrit le poète Miquel Martí i Pol dans sa *Lletra a Dolors*, il nous sera difficile d'imaginer qu'il sera absent pour toujours, mais il y a tellement de souvenirs qu'il nous a donnés et ces souvenirs exigent que nous restions toujours fidèles à son héritage. ■

\* Jaime Pastor, militant d'Anticapitalistas (section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'État espagnol) est politologue et l'éditeur de la revue en langue espagnole *Viento Sur*. Cet article a été d'abord publié le 10 février 2023 dans *Viento Sur* : <https://vientosur.info/daniel-pereyra-una-vida-bien-vivida/> (Traduit de l'espagnol par JM).

1. Cf. notre traduction en p. 51.

2. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Stock, Paris 2004, pp. 187-188.

3. Ibid., pp. 189-190.